la lanterne noire

Revue de Critique Anarchiste

Deuxième année

6-7

NOS POINTS COMMUNS

L'exploitation et la domination d'une classe sociale sur une autre sont basées non seulement sur les rapports de production mais aussi sur la *reproduction* des conditions de la production.

L'Etat garantit et légitime la perpétuation du système établi. Par l'intermédiaire de l'école, de la police, de la justice, de l'armée, il détient le monopole de la force, de la violence, avec ou sans la complicité de leurs victimes.

La Révolution est la seule possibilité de changement. C'est **le projet et l'action, la théorie et la pratique des classes exploitées** face à la perpétuation des privilèges des classes dominantes. Une nouvelle situation résultera des forces mises en mouvement et de la profondeur de la contestation. C'est un aboutissement et un commencement.

Mais dans le processus révolutionnaire peuvent se transférer du vieux monde à la société qui naît, des éléments qui rendent possible la reconstruction de la structure de domination et d'exploitation (la hiérarchie, la délégation de pouvoir, la bureaucratie).

C'est ainsi que la Révolution, insurrectionnelle et expropriatrice, ne saurait être, ni s'attribuer, la représentation d'une quelconque catégorie sociale plus ou moins abstraite. Ni au « nom du peuple », ni du « prolétariat », ni de quoi que ce soit. Elle sera l'expression concrète de ces catégories-là, définies dans l'action et parlant par elles-mêmes. Ni la dictature d'un parti au nom d'une classe, ni le gouvernement d'une classe, serait-ce le prolétariat, sur d'autres classes exploitées (paysans, employés...). La Révolution sera la destruction de la forme capitaliste de production, la fin de la division de classes, de la domination d'une classe sur une autre.

Pour nous la Révolution signifie la disparition de la division sociale et technique du travail, de la séparation manuels/intellectuels, de la séparation ville/campagne et, fondamentalement, de la séparation dirigeants/exécutants. Et c'est dès maintenant que nous pouvons lutter contre ces divisions, y compris au sein de notre groupe, tout en sachant que la solution **ne saurait être ni individualiste, ni groupusculaire, ni volontariste.** Quoiqu'indispensables, les modifications **au niveau des** relations interpersonnelles sont nécessairement partielles. Pour qu'un changement de fond ait lieu, il faut modifier en même temps le cadre structurel du mode capitaliste de production et de l'Etat. C'est-à-dire que la Révolution exige, dans la présente situation historique, un moment collectif insurrectionnel.

Changer le système de production, c'est aussi changer l'ensemble de la technologie liée à ces divisions, afin de changer la manière dont les hommes produisent, et établir des rapports égalitaires entre eux et dans tous les domaines, et non un simple contrôle, aussi démocratique soit-il, où l'ouvrier resterait « maître » de son usine, le paysan de son champ, etc... Cela implique une rotation des tâches entre différents types de production, et exclut tout Etat, même transitoire, toute forme de centralisme, même démocratique, tout réformisme, même musclé.

Nous ne savons pas comment cela est possible, mais plutôt que sans cela, rien n'est possible (en tous cas pas le socialisme). L'une de nos tâches est de discuter et d'envisager ces possibilités dès maintenant, en évitant tout dogmatisme.

Le fait que nous pensions que le prolétariat ne soit plus en voie d'expansion dans les pays développés, ni qu'il soit le seul moteur de l'histoire, ne veut pas dire qu'il soit remplacé dans cette fonction. Remplacer ouvrier par jeune ou par marginal, ou par technicien, selon les cas ou les intérêts du moment, c'est tomber dans le mode de pensée abstrait qui fait du prolétariat d'usine la classe révolutionnaire.

Revue de Critique
Anarchiste

N[os] 6-7
Novembre 1976

la lanterne noire

Sommaire

Pour toute correspondance :
P. BLACHIER, B.P. 14
92360 MEUDON-LA-FORET
(ne pas mentionner *La Lanterne Noire*)

Directeur de la publication :
J.-P. DUTEUIL

Pour tout paiement :
envoyer provisoirement l'argent à la B.P.

Prix du numéro double : **10 F**

Abonnement quatre numéros : **30 F**

Etranger : **45 F**

Imprimerie La Ruche Ouvrière
10, rue de Montmorency, 75003 Paris

L'ANARCHIE ET L'ORGANISATION

« Ils n'imaginent pas qu'une société puisse fonctionner sans maîtres ni valets, sans chefs ni soldats. »

A bas les chefs !

J. Dejacques (1)

« Le mouvement qui, en quelques jours, traversa tous les stades d'une révolution, de la grève à l'insurrection en passant par les manifestations de rue, jaillit des masses elles-mêmes sans être dirigé d'en haut. Aucun comité central de parti, aucune personnalité connue n'en assuma la direction ni l'organisation. » (2)

Février 1917. Une révolution se met en marche. Mais Lénine se méfiait d'un mouvement sans une tête visible.

Les Soviets, organisations spontanées des masses paysannes et prolétaires, à cet endroit et à ce moment de l'histoire, devaient être mis au service du parti bolchevique car « le marxisme enseigne (...) que le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le parti communiste, est le seul capable de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses... » (Lénine).

Pour utiliser les conseils, il fallait aussi leur donner de l'élan : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » et Lénine découvre le Marx anti-étatiste de la Commune de 1871 et il écrit *L'Etat*

(1) J. Dejacques. *A bas les chefs*. Ed. Champ Libre, Paris, 1971, p. 213.

(2) Anweiler O. : *Les Soviets en Russie*. Ed. Gallimard, Paris, 1972, p. 125.

et la Révolution. Pour les vieux bolcheviques, ceci sentait trop l'anarchisme et Lénine se fit accuser de vouloir occuper un trône vacant depuis Bakounine.

Une fois les Soviets constitués en tant qu'organes du pouvoir, la « dictature » de la classe et du parti se confond un moment pour ensuite laisser toute la place, et sans équivoque, à la dictature du Parti sur la classe. C'est à Zinoviev de l'avouer : « A défaut de la dictature de fer du Parti Communiste, le pouvoir des Soviets en Russie n'aurait pas tenu trois ans, ni même trois semaines. Il faut que tout ouvrier conscient comprenne que la dictature de la classe ouvrière ne peut être réalisée que par la dictature de son avant-garde, c'est-à-dire que par le Parti Communiste (...). Le contrôle du Parti sur les organes soviétiques, sur les syndicats, telle est la seule garantie solide qu'à l'avenir seront satisfaits non les intérêts de groupes quelconques, mais ceux du prolétariat tout entier » (3).

Une fois l'opposition révolutionnaire éliminée, surtout par la répression violente du mouvement anarchiste et du courant maximaliste (4), il apparaît à l'intérieur du parti bolchevique lui-même une opposition qui s'appuie timidement sur des principes oubliés, ceux de l'autonomie ouvrière, par exemple. En 1920, Alexandra Kollontaï écrivait : « Nous redoutons l'activité autonome des masses. Nous avons peur de laisser le champ libre à leur esprit créateur. Nous craignons la critique. Nous avons cessé de faire confiance aux masses. » (5) Et Rosa Luxembourg ajoutait à la critique : « une dictature, certes, pas la dictature du prolétariat mais la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire la dictature dans le sens bourgeois, dans le sens de l'hégémonie jacobine. » (6)

Maintenant c'est le tour de Lénine d'accuser l'Opposition Ouvrière de « déviations anarcho-syndicalistes » de la même façon que la social-démocratie allemande avait traité Rosa Luxembourg d'anarcho-syndicaliste.

Pour les amis de Lénine et de Trotsky, toute défense de l'autonomie des masses est suspecte d'anarchisme. Compliment flatteur !

Du mot d'ordre du printemps 1917 « Tout le pouvoir aux conseils ! » il ne resta en 1921, sur la glace de la Baltique, que la vérité toute nue : Tout le pouvoir au Comité Central ! (7)

Comme toujours, dans l'espace d'une révolution, la relation entre le *projet* et l'*action* (insurrection) prend une acuité dramatique. Ils sont au rendez-vous : 1. la vieille société, une société qui meurt ; 2. une spontanéité des masses qui cherche l'organisation d'une nouvelle société sans maîtres ni esclaves, sans patrons ni salariés ; 3. et ce sont aussi les révolutionnaires, ceux qui ont mûri et affiné le projet dans les ombres de la persécution, dans les interstices du vieux monde.

Il est évident que de ce point de vue-là deux problèmes majeurs sont sous-jacents tout au long du processus social : 1) l'un c'est la possibilité d'existence d'une société sans contrainte, une organisation sociale, une institutionnalisation de la vie sociale basée sur l'autonomie des individus et des groupes. Une organisation

(3) Op. cit. p. 305.

(4) Voir A. Skirda. *Les Anarchistes dans la Révolution Russe*. La tête de feuilles, Paris, 1973.

(5) Anweiler O., op. cit. p. 309.

(6) Ibid. p. 310. Voir aussi D. Guérin : *Rosa Luxembourg et la spontanéité révolutionnaire*. Flammarion, Paris, 1971.

(7) Février 1921 : grèves de Petrograd, insurrection de Cronstadt. 17 mars : écrasement de l'insurrection. 8-16 mars : X[e] congrès du Parti Communiste Russe, attaque violente contre l'Opposition Ouvrière, déclaration sur l'unité du Parti, supprimant toute tendance ou « fractionnement » et sur « La tendance syndicaliste et anarchiste dans notre Parti ». Voir pour la totalité du processus « Les Bolcheviques et le contrôle ouvrier 1917-1921 ». M. Briton, *Autogestion et Socialisme*, numéros 24-25, sept.-déc. 1973.

anti-autoritaire de la société comme un tout ; 2) l'autre est la relation à établir à l'intérieur de la société existante, société de classes, hiérarchique et bureaucratique, entre la *majorité d'exploités* qui « doivent » faire la révolution et la *minorité de révolutionnaires* qui « veulent » la faire. Entre l'une et l'autre, ainsi schématiquement conçues, apparaissent les problèmes en rapport avec *la conscience* de la situation et *le projet* de changement.

En ce qui concerne le premier point, il est bien connu que les anarchistes affirment la possibilité d'une organisation sociale sans autorité, basée sur des accords libres et sur la solidarité. L'organisation de la société sans autorité est le noyau de la théorie anarchiste, ainsi que l'idée que c'est ici et maintenant, dans le présent de la vie quotidienne, que se joue cette possibilité et non pas dans un futur hypothétique dans lequel on arrivera à la disparition des classes et au dépérissement de l'Etat grâce au développement interne des forces productives dans le capitalisme.

C'est-à-dire que — et ceci fait partie du deuxième problème posé antérieurement — à l'intérieur de la lutte de classes, telle qu'elle apparaît dans le système capitaliste, et, en fonction d'un projet révolutionnaire anti-autoritaire, la critique théorique et pratique des rapports d'autorité (de domination) doit être portée aussi bien sur la façon de concevoir l'organisation possible des anarchistes, que sur les rapports entre majorité et minorité à l'intérieur des différents groupes sociaux en lutte dans le système.

« *Il faut sortir du romantisme. Voir les masses, dirai-je, en perspective. Il n'y a pas le peuple, homogène, mais les foules, variées, séparées en catégories. Il n'y a pas la volonté révolutionnaire des masses, mais des moments révolutionnaires, dans lesquels les masses sont un énorme levier* » (8), écrivait très justement C. Berneri en critiquant l'anarchisme de La Plateforme.

Comment s'organiser — ou ne pas s'organiser — alors ? Attendre l'arrivée du *moment révolutionnaire ?* Faire du spontanéisme de la masse un synonime de son autonomie ?

Il est clair que pour les anarchistes « la conscience n'est pas exogène à la classe ». Ce n'est pas un groupe d'avant-garde qui doit éclairer et guider le prolétariat. Mais une telle conscience n'est pas « endogène » non plus. C'est le produit du processus révolutionnaire. C'est l'élaboration du projet de la part des différents groupes qui, en fonction de leur conscience partielle du processus, luttent de différentes façons dans le sein de la société de classes. Cette conscience partielle s'exprime par des idées, des idéologies, des conceptions théoriques. En fonction d'elles se rencontrent, se mettent en rapport, s'organisent les révolutionnaires et non seulement en fonction de leur position de la classe. Mais « *les idées,* pensait Bakounine, *n'ont de prise que sur les individus. Les masses y restent indifférentes ou rebelles, tant que ses idées ne se sont pas rencontrées et confondues avec leurs propres instincts, avec le mouvement fatal qui leur imprime leur situation économique* ». (9)

Ces brèves considérations ont la finalité ou la prétention de rouvrir le débat sur l'organisation, la spontanéité et la conscience.

---

(8) Berneri, Camilo : « L'anarchismo della piattaforma » dans *Il ruolo della organizazzione anarchica*, p. 314.

(9) Bakuonine M. *Œuvres complètes*. Ed. Champ Libre, vol. 2, p. 182, Paris, 1974.

Nous pensons que la situation présente rend actuel ce débat dans la mesure où se créent les conditions d'un mouvement révolutionnaire de masses en même temps que la rénovation lente mais constante du mouvement anarchiste.

Il est intéressant de constater que des nouvelles situations font surgir des vieux problèmes dans la mesure où certaines affinités se font évidentes. Par exemple, le blocage des solutions possibles dans la société industrielle, l'échec du communisme totalitaire soviétique du point de vue des finalités déclarées, la collusion entre la social-démocratie, le « libéralisme avancé » et une certaine fascisation latente de la société mettent une partie du prolétariat urbain et certaines couches salariées de la population en situation d'affrontement total avec le système tel qu'il l'était de fait le prolétariat industriel urbain à la fin du dernier siècle. C'est dans ce sens que nous retrouvons certaines critiques au syndicalisme, par exemple, déjà exprimées par Malatesta en 90, ou des critiques de la famille et de la vie quotidienne propres aux individualistes. De même que certaines formes de lutte telles que le sabotage et autres formes plus ou moins illégalistes de défense reviennent à la surface.

De toute façon la contradiction conflictuelle entre tendance a l'organisation et à la désorganisation, entre spontanéité et institutionnalisation, entre centralisme et autonomie sont inhérentes au système capitaliste, à la société de classes, de même que l'opposition permanente entre réformisme et révolution. C'est vrai ce que Mattick écrit : « *Il y aura antithèse entre l'organisation et la spontanéité tant que se perpétueront et la société de classes et les tentatives de l'abattre.* » (10)

En résumant : dans cette introduction au problème nous avons voulu signaler les multiples niveaux à partir desquels peut être abordé le thème de l'organisation. Une chose est l'organisation et la spontanéité des masses dans le processus révolutionnaire, une autre, l'organisation ouvrière dans les périodes de stabilité, une autre l'organisation spécifique des révolutionnaires et une autre, encore, l'organisation possible d'une société sans domination ni exploitation.

La publication, dans le dernier numéro de *La Lanterne Noire* d'un article sur la reconstruction de la C.N.T. en Espagne c'est un bon exemple de ce qu'il est nécessaire de discuter, sur des bases concrètes, en ce qui concerne les possibilités et les dangers d'une organisation syndicale de masse par rapport au mouvement révolutionnaire d'une part, et aux organisations spécifiques de l'anarchisme de l'autre.

Nicolas.

---

(10) Paul Mattick : Organisation et spontanéité (1949) p. 109. Dans *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*.

PINELLI ET LA JUSTICE D'ETAT

Le 22 octobre, le procès de Pio Baldelli (ex-directeur de Lotta Continua, attaqué par feu le commissaire Calabresi pour diffamation) s'est terminé par une condamnation d'un an, trois mois et quinze jours !

Les avocats, qui demandaient le réexamen des circonstances de la mort de Pinelli, n'ont pas été entendus. Pire, cinq d'entre eux commencent à être eux-mêmes inquiétés par une procédure disciplinaire : Spazzali, Piscopo, Zezza, Medina, Pérosino (les deux premiers avaient déjà défendu Valpreda et le premier défend actuellement Marini).

L'exemple de l'Allemagne de liquider les avocats des révolutionnaires semble faire école !

L'ORGANISATION ANARCHISTE SPÉCIFIQUE

« L'organizzazione, che poi non é altro che la pratica della cooperazione e della solidarietá, é condizione naturale, necessaria della vita sociale : é un fatto ineluttabile che s'impone a tutti, tanto nella societá umana in generale, quanto in qualsiasi gruppo di persone che hanno uno scopo commune da raggiungere. »

Malatesta,
Un progetto
di organizzazione anarchica (1).

« Dès les origines, l'organisation fît problème », dit Maitron dans son histoire du mouvement anarchiste français. Et il est vrai que, un peu partout, la forme et le sens de l'organisation a divisé le mouvement anarchiste international. Quoique ce problème s'accentuât plus en France que dans d'autres régions où le mouvement ouvrier a été lié de façon plus durable à l'anarchisme, tels que l'Espagne, l'Argentine ou l'Italie.

En général, deux tendances relatives à l'organisation se sont manifestées depuis les origines du mouvement et les années qui suivirent la scission de la première Internationale et se manifestent encore. Dans leur forme extrême, ces deux tendances pourraient s'exprimer ainsi : pour l'une, l'anarchisme est spécifiquement inorganisable, c'est-à-dire que l'organisation des anarchistes en tant que tels ne peut aller au-delà du groupe affinitaire ou de la liaison plus ou moins éphémère et pour des circonstances très précises (la défense des emprisonnés, par exemple). Pour l'autre, les anarchistes doivent s'organiser dans une fédération de groupes nationaux ou régionaux et internationaux pour opposer une force cohérente et continue à l'Etat et aux autres organisations qui sont prêtes à prendre le pouvoir et à écraser toute autre alternative qui se présente.

Cette première position peut aller d'une conception très « organisatrice » de la masse ouvrière, ne nécessitant par conséquent aucun regroupement spécifique (puisque le mouvement ouvrier est sensé être révolutionnaire ou anarchiste) à une critique de l'organisation qui s'étend à tous les domaines (groupe spécifique, syndicat, etc.).

La deuxième coïncide généralement avec une tendance organisatrice sur le plan syndical mais elle peut aussi être exprimée par les individualistes.

C'est-à-dire que la classique division des anarchistes en individualistes, anarcho-communistes et syndicalistes ne sert pas nécessairement à différencier les partisans de l'organisation, ni en milieu ouvrier ni spécifiquement.

(1) Réponse de Malatesta à la Plateforme d'Archinov, dans *Il ruolo della organizzazione anarchica*. G. Cerrito, R.L. Catania, 1973, p. 325.

Ces discussions, vieilles de presque un siècle, ne peuvent pas être considérées abstraitement comme discussions de « principe » sur l'organisation, mais elles sont évidemment en rapport avec le niveau atteint par la lutte de classes dans chaque région précise, ainsi qu'avec le moment révolutionnaire et la situation d'intégration au système des classes potentiellement révolutionnaires (2).

Il est évident que l'existence d'un mouvement ouvrier révolutionnaire actif et de masse a systématiquement soit entraîné le problème de l'organisation sur un autre terrain (le cas de la C.N.T.-F.A.I.) soit il l'a minimisé (cas F.O.R.A.) (3).

Quand les historiens et idéologues bourgeois se sont occupés de l'anarchisme ils ont vu dans cette permanente discussion, dans ses changements, dans la formation et désintégration des organisations anarchistes, une preuve de l'impossibilité ou de l'absurdité de l'idée que, poussée à sa cohérence théorique, l'anarchisme entrait immédiatement en contradiction avec la réalité. Autrement dit, ils prennent à leur compte la « réalité historique », la rationnalité du discours établi et nous disent : il y a une contradiction entre la théorie et les nécessités de la réalité.

Mais voyons d'abord le problème de l'organisation en général et après en particulier, ici et maintenant. Premièrement, si ce que l'on cherche c'est la fin de l'exploitation, de la domination de l'homme par l'homme, donc, l'abolition de la propriété, du salariat et de l'Etat (et sur cela et en théorie toute la gauche classique est d'accord, en tant que fin ultime ; Marx, Lénine et Staline, oui, Mitterand et Marchais, je ne sais pas) l'organisation est un problème puisque on retrouve clairement chez elle les phénomènes de dirigisme, leadership, d'élite dirigeante, de bureaucratie. D'où s'en suit que l'organisation n'est pas un problème pour les anarchistes mais que les anarchistes sont sensibles, grâce à leurs idées, leur projet révolutionnaire, aux phénomènes autoritaires que l'organisation met en évidence.

1. La nécessité de l'organisation

Mais en même temps l'organisation en tant que forme instituée et concrète de rapports sociaux est une réponse créative et positive aux besoins d'association de la vie humaine.

Nous n'allons pas argumenter ici sur les vertus de l'organisation ; il me semble clair que la force des puissants se construit sur l'isolement et la désorganisation des faibles. La difficulté n'est pas dans l'organisation mais dans la *domination*, dans l'autorité, et les divisions qui la soutiennent : homme-femme, dirigeant-exécutant, manuel-intellectuel, etc.

« A notre avis, l'autorité non seulement n'est pas nécessaire à l'organisation sociale, mais, loin de lui rendre service, vit d'elle en tant que parasite et dirige ses avantages au profit d'une classe qu'exploite et opprime les autres... Nous le croyons ainsi et c'est pour ça que nous sommes anarchistes, car si nous croyions qu'il ne peut y avoir d'organisation sans autorité, nous serions autoritaires, car nous préfériions l'autorité qui entrave et assombrit la vie, à la désorganisation qui la rend impossible. » (4)

En plus de cela, l'autonomie de l'individu, sa liberté, est un produit de l'association, de la vie en communauté, de la société. L'opposition individu-société est abstraite et dépourvue de sens puisque l'un et l'autre se reproduisent mutuellement et la liberté est un produit social. Comme Bakounine l'a bien dit : la vie sociale, les rapports avec les autres, le travail collectif, est un moment de la liberté de l'individu (5).

Il est logique et souhaitable alors que ceux qui ont une conscience commune de leur situation sociale et un projet pour un monde nouveau s'unissent, se concertent, pour la propagande et l'action et développent une stratégie d'ensemble. Une stratégie

---

(2) Voir « L'intégration imaginaire du prolétariat », *La Lanterne Noire* n° 2.

(3) Dans le cas de l'Espagne, l'organisation spécifique F.A.I. fut créée comme réponse à une situation interne de la C.N.T. et le problème a été (et continue à être) la relation entre le mouvement de masses révolutionnaire et l'organisation des anarchistes.

Dans le cas de la F.O.R.A. (Federación Obrera Regional Argentina) de finalité anarchiste et majoritaire dans le mouvement ouvrier dans le premier quart de siècle), l'organisation spécifique de caractère national (F.A.C.A. — Federación Anarco-Comunista Argentina — puis F.L.A. — Federación Libertaria Argentina —) ne se concrétisa qu'avec le déclin du mouvement ouvrier révolutionnaire.

(4) Malatesta E., *L'Agitazione*, Ancona, 1897.

(5) Après avoir écrit que « la liberté d'autrui loin d'être une limite de la négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens vraiment libre que par la liberté des autres... », Bakounine, dans *Dieu et l'Etat*, affirme que la liberté est un fait

qui naîtra des échanges en commun, qui ne sera ni imposée, ni à priori, par une théorie toute faite et définie en tant que programme à suivre, mais produit de l'échange et des engagements librement acceptés et modifiables à n'importe quel moment.

Le Rapport des groupes anarchistes et communistes révolutionnaires de Paris en 1900 (6) dit — et je suis d'accord, pourvu que la forme adoptée soit en rapport avec les besoins du moment — : « Ce que nous voudrions (...) c'est quelque chose qui nous permit de nous mettre en rapport les uns avec les autres — entre les quartiers d'une grande ville comme Paris, entre les différentes communes d'un pays — toutes les fois que nous pourrons en avoir besoin. Qu'on appelle la chose « entente », « alliance », « union », « Fédération » ou « bureaux de correspondance », ce nom nous importe peu. »

Mais nous savons, par notre propre expérience, qu'une fois constitué n'imporque quel type « d'organisation » — et par différents chemins en fonction de la rigidité ou de l'ouverture de la liaison — apparaissent des phénomènes de leadership ou de pouvoir bureaucratique.

Il semblerait alors que l'analyse que fait Michels rend compte d'une fatalité historique. Et nous ne pouvons pas échapper à la loi, à la loi d'airain de l'oligarchie. Michels disait : « La constitution d'oligarchies au sein des multiples formes de démocratie est un phénomène organique et par conséquent une tendance à laquelle succombe fatalement toute organisation, fut-elle socialiste ou même anarchiste » (7). Et où était la cause ? Dans l'organisation elle-même. « L'organisation est la source d'où naît la domination des élus sur les électeurs, des mandataires sur les mandants, des délégués sur ceux qui les délèguent. Qui dit organisation, dit oligarchie » (8).

Ce phénomène de la domination qui, au niveau de l'organisation, apparaît comme oligarchie ou bureaucratie est présenté dans ce livre — un classique très intéressant — en tant qu'organique, structural, nécessaire à toute organisation. Cela équivaut à dire : sans chefs, pas d'organisation, sans autorité, pas de société.

Et c'est cela ce que l'anarchie nie. Pour les anarchistes, les rapports de domination sont contingents et non pas nécessaires, ils font partie d'un type de société répressive et apparaissent dans l'organisation parce que l'organisation fait partie de cette société.

Pour échapper à cet élément de contrainte si visible — ou si ressenti — dans l'organisation, les individualistes, ou certains individualistes se sont réfugiés dans une philosophie du soi-même (Stirner). Ce texte d'Armand (9) est un bon exemple : « Si tu es individualiste, toute association ne peut être pour toi qu'un pis-aller, puisqu'en t'associant tu perds tant soit peu de ton indépendance. Un pis-aller, pour un temps déterminé, avec des individus déterminés, pour une besogne déterminée, sans lequel la besogne qui te tient au cœur ne pourrait être accomplie » (10).

Non seulement les individualistes, mais aussi les anarcho-communistes, à une époque lointaine — ce qui se répète aujourd'hui pour les orphelins de mai — par peur de l'organisation, se sont réfugiés dans le groupe affinitaire.

2. Le groupe affinitaire

De toutes façons, le groupe affinitaire n'est pas une option face aux dangers de l'organisation. La domination, chassée par la porte, rentre par la fenêtre.

Les groupes d'affinité ont toujours existé dans le mouvement anarchiste. Parfois on a expliqué son existence comme une réaction de défense aux persécutions subies par le mouvement ouvrier, par exemple après la

---

éminemment social et qu'on peut séparer trois moments de son développement : le premier, positif et social, c'est le développement, que fait la société, des possibilités humaines. Le deuxième est négatif, c'est la révolte contre l'autorité, contre l'Etat. Le troisième, c'est la révolte de l'individu contre l'influence « naturelle » de la société, contre les habitudes, contre les mœurs, en un mot, contre la société interiorisée. Et pour se révolter contre cette influence que la société exerce naturellement sur lui, l'homme doit se révolter, au moins en partie, contre lui-même. »

(6) Rapport sur la nécessité d'établir une entente durable entre les groupes anarchistes et communistes révolutionnaires. Paris, 1900. Inst. Inter. de Sciences Sociales

Amsterdam BRO $\frac{\text{An } 220}{55}$

(7) R. Michels. *Les partis politiques*. Flammarion. Paris, 1971, p. 297.

(8) Ibid. p. 296.

(9) Armand, Ernest, anarchiste individualiste (1872-1962).

(10) Maitron, op. cit. T. II, p. 179.

Commune, ce qui a obligé les camarades à se regrouper dans une semi-clandestinité. Dans d'autres cas on a pu le voir, comme nous le disions plus haut, comme une réaction à l'activité « politique » de l'organisation partidaire avec sa séquelle de luttes pour le pouvoir et de magouilles. Il n'en est pas moins vrai que certaines activités de propagande et d'élaboration idéologique se voient facilitées par le petit groupe affinitaire, sans compter avec le fait positif en lui-même de l'activité en commun de gens qui se réunissent pour un projet révolutionnaire en même temps que pour des raisons de tempérament ou d'affect.

La prolifération de ces groupes ainsi que d'autres groupements, plus ou moins ponctuels, mais basés sur les activités quotidiennes de quartier, d'usine ou de communication entre groupes et régions, nous semble du point de vue actuel, une situation plus ou moins idéale, si en même temps il existait un mouvement de contenu révolutionnaire, aussi bien dans le prolétariat au sens propre que dans d'autres couches de la population. Jean Grave l'exprimait ainsi, il y a longtemps : « Nous ne croyons pas (...) aux associations, fédérations, etc., à long terme. Pour nous, un groupe ne doit s'établir que sur un point bien déterminé d'une action immédiate ; l'action accomplie, le groupement se reforme sur de nouvelles bases, soit entre les mêmes éléments, soit avec de nouveaux » (11).

Mais, et ceci est fondamental du point de vue de l'organisation, le problème de la domination est loin d'être résolu.

La structure propre au groupe affinitaire, comme tout groupe primaire — aussi bien familiale qu'idéologique — développe des liens interpersonnels très chargés affectivement — dans lesquels l'amour et la haine jouent leur habituelle partie de cache-cache —, et où le contenu phantasmatique (inconscient, refoulé) se structure sur la domination patriarchale.

La lutte pour le pouvoir au sein du groupe est feutrée et généralement inconsciente. Le leadership apparaît centré sur les tâches et toutes les rivalités ont tendance à prendre une forme idéologique. Mais la violence des conflits qui éclatent et la fréquence avec laquelle ces groupes se dispersent montrent la matrice émotionnelle sur laquelle ils se sont constitués.

La relation homme-femme et la relation parents-enfants, la sexualité et la filiation, sanctionnent l'exclusion de la femme et des enfants et déterminent, donc, l'autorité à la place du père. Cette structure n'est pas seulement typique de la « famille », c'est aussi la structure de base du pouvoir, de la domination, à niveau de l'inconscient individuel. Elle s'institue constamment dans la société et sur cette base, à son tour, se constitue l'inconscient individuel. On trouve dehors ce qu'on a dedans. Et on l'a dedans parce que la société s'est érigée en tant que telle en instaurant comme nécessaire une relation contingente : l'interdiction de l'inceste, la loi, la métaphore paternelle. Ces interprétations n'invalident pas les raisons sociologiques, économiques et historiques de la fonction du pouvoir et de la bureaucratie, mais elles essaient de faire le lien ou l'articulation entre le niveau inconscient et la « réalité » tel qu'elle nous apparaît, et qui n'est autre chose qu'une construction sociale.

La loi d'airain de l'oligarchie et la loi paternelle dans chaque destinée individuelle et dans l'histoire de chaque organisation se reconstituent mutuellement (12). Le groupe affinitaire nous montre clairement cette matrice émotionnelle de l'autorité.

Les difficultés de chaque petit groupe — même anarchiste ! — où les décisions sont prises à l'unanimité (il n'y a pas de majorité et de minorité), où l'on lutte contre la division du travail et où la délégation de responsabilités est limité au maximum par la rotation des tâches — comme à *La Lanterne*, par exemple — n'ont pas moins un côté de lutte pour le pouvoir, si on les analyse au niveau du « non dit », de l'inconscient, de ce qui manque pour compléter la compréhension de ce qui se passe.

Dans cette dimension « la femme » et « le savoir » — en tant qu'*objets* d'une structure symbolique et non pas, évidemment, telle ou telle femme ou tel ou tel savoir concret — sont les éléments significatifs d'une situation inconsciente profondément ancrée dans la structure du pouvoir et qui détermine à son tour une coupure radicale entre dominateurs et dominés. Propriété, jalousie, sexualité, pouvoir, domination sont les différents termes qui, liés de façon différente les uns aux autres, tissent la trame sur laquelle se reproduit inlassablement la société de classes.

(11) Maitron, Ibid. p. 79.

(12) Voir « L'irrationnel en politique ». I.C.O. Supplément à Informations, Correspondance Ouvrière n° 120.

Or, même si les anarchistes sont conscients de cette situation, cette conscience ne peut être que partielle, le contraire signifierait échapper à l'histoire — ils ne peuvent pas échapper complètement aux conditions sociales déterminées par la lutte de classes, la situation de la femme et l'intériorisation inconsciente de l'autorité (13).

Bien que cet aspect de la domination fut aperçu dès les origines du mouvement anarchiste (14) il ne devient important (et cela n'aurait pas pu se passer avant Freud) que dès nos jours. C'est surtout grâce à la critique de la vie quotidienne et en particulier grâce à l'action des différents mouvements de libération des femmes, que la signification profonde de la domination devient évidente et commence à faire partie du projet révolutionnaire.

On ne peut pas être anarchiste dans la C.N.T. et patriarche chez soi. Cette dimension des rapports sociaux reconstruit le pouvoir social. Maintenant, au moins, nous le savons.

Dans le N° 1 de *La Lanterne Noire,* à propos de la division sociale et technique du travail et en particulier de la séparation dirigeants-exécutants on pouvait lire dans « Nos points communs » : « Et c'est dès maintenant que nous pouvons lutter contre ces divisions, y compris au sein de notre groupe, tout en sachant que la solution ne saurait être ni individualiste, ni groupusculaire, ni volontariste. Quoique indispensables, les modifications au niveau des relations interpersonnelles sont nécessairement partielles. Pour qu'un changement de fond ait lieu, il faut modifier en même temps le cadre structurel du mode capitaliste de production et de l'Etat. C'est-à-dire que la Révolution exige, dans la présente situation historique, un moment collectif insurrectionnel ».

(13) En parlant du tyran La Boétie dit : « Que mal pourrait-il vous faire, si vous n'étiez recéleur du larron qui vous pille, complice du meurtrier qui vous tue, et traître de vous-même ? ». *Le discours de la servitude volontaire*. Payot, Paris, 1976, p. 196.

« (L'influence de la société) entoure l'homme dès sa naissance, le dépasse, le pénètre, et forme la base même de son existence individuelle ; de sorte que chacun n'est en quelque sorte que le complice contre lui-même, plus ou moins, et très souvent, même sans s'en rendre compte. » M. Bakounine, *Dieu et l'Etat*.

(14) « Nous sommes aussi les adversaires de l'autorité patriarcale et juridique des maris sur les femmes, des parents sur les enfants ; parce que l'histoire nous apprend que le despotisme dans la famille est le germe du despotisme politique dans l'Etat » (1871). M. Bakounine. Lettre aux rédacteurs du Proletario Italiano. Œuv. Compl. V. 2, p. 58.

A mon avis, concrètement, le choix n'est pas entre l'*Organisation* avec un grand O *et le groupe affinitaire* — encore moins, bien entendu, l'inaction, la passivité pour critique et intellectuelle qu'elle soit, de celui qui s'installe dans l'attente du mouvement réel qui passerait par-là — mais de prendre conscience des problèmes (formuler la theorie critique) et participer aux diverses formes organisationnelles que la situation sociale nous offre en rapport direct avec notre projet révolutionnaire (adéquation de moyens et fins).

La domination politique, l'Etat, ne permet à personne de se soustraire au type de rapports sociaux que son existence impose ; on peut lutter contre elle et réduire au minimum ses effets dans les échanges entre camarades, mais on ne peut pas la nier en acte et continuer à vivre. C'est pour cela que la vie quotidienne est réformiste. C'est pour cela que la voie « éducationnelle » n'est pas possible. C'est pour cela que le moment révolutionnaire (l'action insurrectionnelle collective) est nécessaire. C'est à travers l'action, dont le seul temps possible est le présent, que le projet révolutionnaire s'introduit dans le système et change les limites du possible. Il naît une autre réalité.

3. L'organisation possible

Pour revenir sur l'aspect central du problème, je dirai que : l'organisation possible pour les anarchistes est liée au degré de conscience du mouvement ouvrier et paysan dans la lutte de classes à un moment précis.

Actuellement, la situation en France est caractérisée par un malaise grandissant des différentes couches de la population et en particulier par une croissante combativité ouvrière qui déborde souvent le cadre syndical.

Le poids des organisations syndicales réformistes est énorme et leur fonction de contrôle à l'intérieur du système capitaliste se fait de plus en plus évident. Mais même elles devront suivre dans la mesure où le mouvement de grèves sauvages augmente et

se créent les conditions d'un processus révolutionnaire. La crise du système capitaliste et le rapport de force international qui enlève aux pays dits communistes leur illusoire et négative image « révolutionnaire », facilite le processus.

Si cette situation se développe, le contact entre les différents groupes anarchistes se fait de plus en plus pressant pour pouvoir intervenir avec quelque possibilité d'efficacité et en même temps pour rendre possible une stratégie d'ensemble en fonction de l'échange d'analyses et d'informations sur cette réalité sociale. Stratégie d'ensemble ne veut pas dire unitaire ni la seule, mais simplement, dans mon esprit, la possibilité que les différents groupes du mouvement anarchiste se développent dans leur propre direction, prenant appui dans la totalité du mouvement anti-autoritaire et révolutionnaire.

Ceci dit et pour résumer ma façon de voir, je considère que l'organisation spécifique au niveau national ou international n'est pas adéquate ni à l'état réel des différents groupes et courants de l'anarchisme, ni au degré de structuration du mouvement révolutionnaire. Par contre ce qui est indispensable c'est *la liaison* entre les groupes, ce qui va permettre l'information et l'échange d'expériences, ainsi que la possibilité d'organisations partielles ayant des buts plus concrets d'action et/ou défense.

Quant au problème de fond soulevé habituellement dès qu'il est question de critiquer l'organisation, c'est-à-dire le pouvoir, *la domination,* ma réponse est claire. Pouvoir politique et domination aussi bien au niveau de l'Etat que du couple — en passant par le groupe affinitaire — font partie de la société répressive dans son ensemble. C'est dans cette société que doit se construire le mouvement révolutionnaire qui la détruira pour faire place à un nouveau développement social sans exploitation économique ni domination politique. Seule l'action insurrectionnelle et collective peut créer les conditions d'une nouvelle définition des rapports sociaux, les conditions d'un changement profond vers une organisation sociale non autoritaire.

La critique quotidienne du pouvoir et de l'autorité jette les bases du projet révolutionnaire et modifie les limites *théoriques* de la « conscience possible », mais la *domination* sociale doit être combattue au niveau social, au niveau de l'Etat, et seulement l'existence d'un mouvement collectif révolutionnaire antiautoritaire qui puisse conduire à une situation innsurrectionnelle pourra créer une autre société sans maîtres et sans esclaves.

Le type possible d'organisation des anarchistes est une résultante de l'existence ou pas de ce mouvement révolutionnaire. Ladite organisation est en outre un élément fondamental de la construction d'un projet antiautoritaire qui puisse être exprimé par et être l'expression du mouvement de masses.

Dans les périodes de reflux de l'action le contenu utopique du projet révolutionnaire détermine l'isolement, l'ésotérisme et le millénarisme des groupes, si souvent dénoncés par les habituels fossoyeurs de l'anarchisme. Mais même là, pendant ces périodes vides de l'histoire « ils peuvent être certains que le travail ne sera point perdu — rien ne se perd dans ce monde — et les gouttes d'eau pour être invisibles, n'en forment pas moins l'océan » (15).

Dans les périodes révolutionnaires ou lorsque, comme à présent, on commence à remonter la pente, les groupes s'ouvrent, s'élargissent et se relient jusqu'à rejoindre, dans l'action, le mouvement de masses. La libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et l'organisation de la société future sera l'œuvre des hommes qui y vivront.

Nicolas.

(15) Bakounine, lettre à Elisée Reclus, Lugano, 1875, dans A. Lehning : Michel Bakounine et les autres, 10/18, p. 342.

Emergence d'une organisation

Quand la question de l'organisation se pose — en dehors des proclamations avant-gardistes — c'est en réponse à une situation qu'il faut analyser en priorité, puisqu'elle peut contenir déjà les éléments d'une réponse. Ce n'est pas vraiment le cas quand il s'agit d'une défaite, et que l'heure des bilans fait apparaître tout ce qui a été manqué par suite du défaut d'organisation. Les confrontations débouchent alors au mieux sur des structures de survie rigides. Il n'en va pas de même quand des groupes constatent qu'ils pourraient donner une extension nouvelle à leurs activités s'ils parvenaient à s'organiser ou à s'organiser autrement, ou encore — ce qui revient à peu près au même — quand ils constatent qu'ils vont entrer en stagnation et en dislocation s'ils ne sautent pas ce pas.

J'aborderai la question de la manière la plus simple et la plus empirique, et je n'ai pas l'impression de jouer sur les mots en disant : il ne s'agit pas de « construire une organisation » mais de voir *comment nous organiser*. Le problème de l'organisation s'installe en même temps que les premiers linéaments d'une organisation, et à partir d'eux. Il faut donc éviter avant tout de bloquer le processus en cours par des prises de position trop formalistes qui risquent de déclencher très vite des cristallisations antagonistes autour des termes traditionnels du débat (pour ou contre l'organisation en général, organisation spécifique ou fusion dans les luttes, « plate-forme » ou « synthèse », etc.). Il vaut mieux clarifier et renforcer ce qui se met déjà en place, et à la limite ne discuter qu'avec ceux qui ne sont pas à priori opposés à l'idée d'une liaison permanente.

Partir de ce qui se fait, et se cherche, réduit aussi de beaucoup le caractère volontariste de la démarche. Comment s'introduit la question pour nous ? Pas forcément de la meilleure manière, qui serait : « Voici ce que nous voulons faire ensemble, comment allons-nous nous y prendre ? ». La formulation serait plutôt : « Rencontrons-nous pour voir ce que nous pouvons faire ensemble ».

Le nombre des gens qui se sentent et se disent anarchistes s'est accru ; l'information qui circule bien plus largement permet à des réflexes anti-autoritaires diffus et à un ensemble de refus, de critiques et d'aspirations, de se « reconnaître » comme libertaires. En même temps, la dispersion des luttes anti-autoritaires et le flou de leur expression ont fait retomber l'attente d'un « dépassement des vieilles idéologies par la dynamique du mouvement ». La dynamique elle-même n'est plus très évidente, et le spontanéisme d'après mai 68 a subi l'usure de la « stabilisation » (ce qui introduit aussi dans la discussion des éléments de la situation de défaite). La diffusion d'une mentalité anarchisante n'est cependant pas niable, et dans certaines villes se crée un nouveau *milieu* libertaire dépassant largement l'ancien ghetto (tout en intégrant une partie des rescapés).

Cette prolifération crée un malaise, un sentiment de frustration. Des énergies sont disponibles et ne trouvent pas à s'employer ; les rencontres s'épuisent dans la répétition ; des gens apparaissent et disparaissent ; les slogans circulent plus que les idées ; des initiatives s'éteignent sans un début de concrétisation. La déception devant l'inorganisation et ses conséquences fait surgir l'attente de l'organisation.

Dans l'état présent des choses, quels services pourrait rendre l'organisation ? On peut supposer que les besoins les plus pressants sont ceux qui ont provoqué déjà un effort de réalisation. Quelques exemples :

- *Les lieux de rencontre*. Peu à peu, dans certaines villes, des locaux se montent. Il devient possible de faire des réunions plus régulières et plus ouvertes, les contacts sont moins tributaires du hasard et des comportements de bande, un travail collectif peut être envisagé.

- *Les « déplacements de rencontre »*. Dans nos provinces, nous voyons de nouveau débarquer des copains. Des rencontres s'organisent : Lanterne noire, Informations-Lyon, L'Anarcho, Dissidence. Des rencontres régionales démarrent (Rhône-Alpes). Ces voyages sont utiles, même quand ils en restent au premier stade : voir la tête des autres, et ce qu'ils fabriquent. Certains rassemblements aussi ont un objet plus précis, comme celui qui s'est fait à Paris autour de l'antimilitarisme et de la répression.

- *Les publications*, qui sont les premiers points de fixation de ces regroupements et qui, avec l'équipement de locaux, suscitent le travail en commun. Ce qui se manifeste à travers elles, c'est le besoin de clarifier les idées, de resserrer la discussion, d'élargir le champ de vision et de faire tourner l'information.

Mettre en rapport, dégager des points communs, informer sur les actions en cours, permettre la concertation sur des interventions similaires, apporter des éléments de formation : quelques fonctions essentielles de l'organisation se développent là. Il reste à étendre leur portée et la fréquence de leur entrée en activité.

∴

La liaison qui se cherche est plus exactement une combinaison mouvante de liaisons diversifiées. Peut-être après tout n'est-il pas si important de savoir ce que nous voulons faire ensemble. Il est plus utile de relever dans quelles pratiques nous sommes déjà engagés, de quelles pratiques nous pouvons rendre compte, pour déterminer ce qui peut être intensifié ou éclairci par une liaison. En fait, nous avons une double dispersion à dépasser : celle du courant anarchiste, celle des pratiques auxquelles nous participons. Je ne reviens pas sur le caractère fragmentaire, ponctuel, minoritaire, des luttes qui nous mobilisent maintenant.

Pour sortir de l'éparpillement sans tomber dans le fantasme d'une stratégie révolutionnaire qui ventile scientifiquement nos forces entre fronts principaux et fronts secondaires, deux articulations sont possibles, et leur mise en œuvre devrait entrer dans les tâches de l'organisation.

La première est de liaison pure et simple : en informant sur ce qui se fait dans les différents groupes, mettre en relation ceux qui sont sur la même lancée : comités de chômeurs, écologie, féminisme, espace urbain, entreprises, etc. Pas forcément dans la perspective d'une action commune qui peut se révéler difficile (...sinon pour faire front commun dans un quelconque organisme national, ce qui n'est pas toujours inutile), mais pour renforcer l'action des uns et des autres par un apport d'informations, d'analyses et de propositions.

L'autre articulation mettrait en rapport les pratiques différentes. Là encore, le rôle de l'information est important, mais il ne s'agit pas seulement de dire ce qui se fait : expliciter aussi les raisons de l'action, les analyses qui la sous-tendent, les objectifs visés. Cela ne va pas de soi. Les raisons d'être du régionalisme ou de l'écologie ou de la libération homosexuelle ne sont certainement pas claires pour tout le monde, même pas toujours pour ceux qui s'en réclament. On ne peut pas non plus s'arrêter à l'explication : ce qui importe, c'est de voir si et où ces luttes communiquent, en quoi elles se relaient, comment elles s'inscrivent dans un même contexte global.

Il y a à cela une justification immédiate. Chacune des pratiques « unilinéaires » peut conduire la séparation jusqu'au sectarisme ou au réformisme pur et simple, perdre complètement le sens de ses limites et de ses insuffisances. Une critique raisonnée (mutuellement acceptée...) et l'ouverture sur les autres « lignes » peut aider à faire craquer les cloisonnements. Mais cette volonté de maintenir constamment la possibilité d'une communication entre les différentes séries d'interventions ne devient vraiment efficiente que si elle est soutenue par un travail théorique dégageant la logique et la nécessité de ces articulations. Il s'agit bien de montrer comment

chaque libération requiert les autres si elle ne veut pas se retrouver bloquée elle-même, et comment chaque type d'oppression et d'exploitation s'agence sur tous les autres dans le système du capital et du pouvoir.

Voyons de manière un peu plus concrète comment ces articulations pourraient jouer à partir des segments d'organisation dont nous disposons déjà.

• *Liaisons indifférenciées* (locales et régionales) : regroupements par proximité géographique, autour d'équipements communs (locaux, ronéos, matériel d'édition, etc.). La situation géographique peut déterminer des terrains d'intervention en fonction des conditions économiques ou historiques particulières, et donner ainsi à l'action de différents groupes une orientation commune. Si par contre les groupes d'une ville ou d'une région (ou les individus qui se retrouvent dans un groupe) participent à des actions bien distinctes, le fait de se réunir de manière « indifférenciée » permet l'échange d'informations et la rupture des cloisonnements. Au-delà du cadre de la région, la liaison indifférenciée n'a pas d'intérêt : une rencontre nationale sur ces bases ne pourrait amener que la plus grande confusion.

• *Liaisons différenciées* (sectorielles, affinitaires, etc.). C'est la réunion d'individus ou de groupes sur la base de pratiques et de priorités communes. Elles mettent en rapport des fractions de groupes locaux, avec une extension régionale, nationale ou même internationale. Ces structures transversales ne devraient pas être trop figées, pour éviter l'institution de « tendances » idéologiques qui deviendraient vite concurrentes et exclusives. Elles peuvent très bien n'exister que le temps d'une action collective, et rien ne devrait empêcher un individu de participer à plusieurs de ces liaisons, si leurs objectifs l'intéressent, ou de circuler de l'une à l'autre.

Il me paraît en effet important de concevoir les liaisons différenciées plus en fonction de secteurs d'intervention que de plates-formes idéologiques. Avec ces réserves : le choix d'un type de pratique est toujours (parfois implicitement) lié à des prises de position théoriques, et l'ensemble des liaisons est envisagé dans une spécificité libertaire affirmée. De plus, il est prévisible qu'une liaison différenciée, quand elle atteint une certaine extension numérique, soit tentée de se constituer en organisation séparée. Ce qu'il faut préserver au moins dans ce cas, c'est que des groupes ou des individus de la nouvelle organisation « autonome » puissent continuer à assurer les relations avec le réseau d'origine, ne serait-ce qu'à travers les regroupements locaux et régionaux « indifférenciés ». La même attitude me semble souhaitable face aux organisations libertaires existant déjà sur d'autres bases que celles du réseau dont il est question ici. Le rapprochement est le plus facile sur le plan local et régional (indifférencié), mais peut se faire aussi sur le plan des liaisons différenciées : des camarades actifs dans les entreprises ou les syndicats, par exemple, peuvent développer des relations et des actions communes avec une Union des travailleurs communistes libertaires.

Ce ne sont là, évidemment, que des préliminaires assez vagues. Je propose une méthode plus qu'un schéma précis. Il faudrait envisager à partir de là le travail concret qui est à faire, et qui n'avancera pas selon une pure spontanéité. Il est inévitable que des groupes prennent sur eux de collecter et de rediffuser l'information, soit sur leur région, soit sur un secteur d'activité. A quoi se rattache aussi la question des publications : étendre celles qui existent, en créer une nouvelle qui réponde à la perspective de former un réseau plus vaste, avec ses différentes articulations ? *Informations-Lyon* est en train de se transformer dans le processus de regroupement régional. Mais les problèmes classiques ne commencent alors qu'à se poser : rapports entre les groupes éditeurs (ou équipes de rédaction) et l'ensemble du réseau. Des groupes vont-ils se spécialiser en « bureaux de correspondance » ou en éditeurs d'un journal de liaison ? Vont-ils être « contrôlés » (comment, par qui) ou vont-ils faire leur travail sous leur propre responsabilité, affirmée et reconnue ? Quels pouvoirs vont-ils concentrer entre leurs mains ? etc.

Cela peut être un des objets de la discussion ouverte par la *Lanterne noire* et par *Informations-Lyon*. Si je veux être conséquent avec la méthode d'approche préconisée dans ce texte, je peux dire simplement : étudions les solutions au fur et à mesure des liaisons qui se créent...

RENE (Strasbourg).

L'ORGANISATION COMME CONSÉQUENCE DE LA PRATIQUE

Pourquoi ce débat s'est-il ouvert sur le problème de l'organisation, aujourd'hui ? Certainement pour beaucoup par un besoin d'élargir l'horizon des possibilités d'information, d'aide et éventuellement de pratique commune. Parce que le capital a totalement généralisé sa domination de telle sorte que les problèmes se posent à un niveau international. Parce qu'aussi il y a un renforcement croissant des prérogatives de l'Etat moderne qui est dangereux pour toute émancipation.

Mais c'est toujours pour ces bonnes raisons que s'est posé le problème de « l'organisation » et il n'a jamais été résolu, mieux, il a toujours échoué. Alors pourquoi ?

Parce qu'on a toujours marché la tête en bas, on a pris le problème *à l'envers* en posant l'organisation comme premisse et non comme conséquence de la pratique.

L'Histoire vient combler le vide. C'est 1917, 1936, l'Allemagne de 21. Se rattachant à l'époque des grands jours non vécus avec un répétitif quasi religieux les « inquiets de l'organisation » extirpent les épluchures des poubelles de l'histoire pour s'en revêtir : ils s'organisent ! Et, de là, imaginent que découlera une pratique, pour peu que les mécanismes soient bien rodés. C'est la démarche léniniste avec tout ce qu'elle comporte théoriquement et pratiquement : la révolution est un problème d'organisations révolutionnaires, il faut recruter (etc.). Chaque *forme* du passé a ses adorateurs et tient lieu de perspective (fédéralisme contre centralisme, syndicat contre parti, conseil ouvrier, etc.).

Mais même ces organisations révolutionnaires du passé étaient autant *un produit* qu'un facteur de cette lutte ; leur vie n'était pas que d'elle-même et elles vivaient de l'embrasement général. La force, l'existence de ces regroupements dont on ne perçoit maintenant que la réduction livresque, c'était dans les communes, les villes, les usines ; des noyaux des prolétaires qui face aux tâches immédiates et concrètes s'étaient donné les capacités d'agir contre les anciens rapports sociaux. A ce niveau de leur existence journalière. Cela ne découlait pas d'une Organisation politique préalable à la lutte réelle. Ou lorsque cela se fit (agissez ainsi !) ce fut une catastrophe. Coupées de ce mouvement réel, les organisations étaient comme le membre coupé du corps, acculées à mourir ou à être artificiellement entretenues, comme secte. L'histoire nous apprend aussi cette dialectique entre réflexion et pratique, la pratique et son organisation. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ? Et précisément la crise du gauchisme moderne, en 1976, fût-il *d'idéologie libertaire*, exprime bien le peu de réalité de ce répétitif abstrait, de cette coupure entre la vie réelle et la bonne volonté abstraite. L'origine sociale de ce mouvement-là — essentiellement intellectuelle, lycéenne, universitaire — n'y est pas étranger. C'est la désincarnation et la « culture subversive » qui tient lieu de réalité sociale.

La raison de l'échec permanent des tentatives de regroupement est là : on n'organise pas l'Idée, mais la communauté de nos besoins mis en œuvre.

Ces besoins, cette révolte contre l'ordre existant naissent, se reproduisent quotidiennement en chacun. Ils peuvent mariner, tourner sur eux-mêmes ; et s'achever en bouillabaisse existentielle ; ils peuvent aussi être mis en action, exprimés, être exprimés. Celui qui se pose alors, où il est, et avec cohérence la question de SA propre insoumission se posera en même temps celle des moyens qui lui sont nécessaires aussi naturellement que celui qui a faim se pose la question d'assouvir celle-ci. C'est là que la rencontre avec d'autres puise sa réalité : dans une critique du monde existant qui, parce que déjà exprimée, favorise la coïncidence d'intérêts, d'aspirations communes. Cela peut se faire à

partir de sa rue, de son immeuble, qui sait, avec certainement plus de réalité qu'à partir de l'Amérique latine.

Alors et seulement alors il peut y avoir un intérêt quelconque à rencontrer d'autres prolétaires dont on sait qu'eux aussi partagent des besoins de lutte, peuvent aider à la résolution de telle ou telle difficulté. Il ne peut y avoir de rencontre qu'intéressée.

L'autonomie de chacun, sa propre prise en charge, est certainement dans ces conditions le meilleur moyen pour gravir les marches : parce que l'on sait déjà marcher, on ne paralysera pas les autres.

S'il y a aujourd'hui encore UN problème de l'organisation c'est parce que la réalité a été inversée et la spécificité d'une telle interrogation est aberrante. Ce que l'on devrait se poser, ce sur quoi on devrait s'informer c'est plutôt de l'existence ou pas d'une pratique de lutte contre la survie, ses institutions, les moyens que l'on se donne — ou pas — les perspectives que l'on y découvre. Les nécessités de chacun. C'est donc un esprit de proposition, de créativité subversive, DONC leurs moyens de réalisation qui doivent, selon nous, être suscités. La relation entre nous ne peut être réelle que sur la base de ce genre d'accord. L'aboutissement positif de celui-ci crée réellement un rapport de confiance, d'intérêt, de continuité, sans pour autant impliquer qu'il soit systématique, formalisé.

Tel est selon nous le véritable débat auquel nul discours sur « l'organisation » en tant que pure idée, ne paliera.

Groupe « Imprimerie 34 ».

Eléments pour une discussion

ACCORD des Groupes Anarchistes Fédérés (Italie) G.A.F.

Traduit de : Che cosa sono i G.A.F. Edizioni del C.D.A.

1. Les groupes anarchistes fédérés sont une fédération de tendances, c'est-à-dire une fédération de groupes affinitaires quant à l'orientation stratégique, aux analyses et aux conceptions organisationnelles, au sein du Mouvement anarchiste de langue italienne.

2. Les bases reconnues de cette affinité sont le programme (partiellement traduit dans ce numéro de *La Lanterne Noire*) et la forme d'organisation exprimée par cet accord.

3. Les rapports entre les groupes sont directs. Chaque groupe est lié à tous les autres par des échanges réguliers d'idées et d'aide, dans tous les domaines possibles et utiles.

4. La correspondance, avec les autres fédérations, les initiatives, les groupes et les camarades du mouvement, peut passer à travers un document fédéral qui pourra intégrer, mais pas substituer, la présence active et directe dans le mouvement des groupes eux-mêmes.

5. L'activité de chaque groupe, ou d'une partie des groupes, n'engage pas la responsabilité de la fédération entière. Aucun groupe ne peut agir ou prendre position au nom de la fédération, sauf avec un mandat précis et spécifique de la fédération elle-même.

6. De l'affinité, de la fréquence et la régularité des rapports entre les groupes fédérés découle naturellement une concordance dans la pratique générale des groupes eux-mêmes. Cette concordance peut s'exprimer dans des programmes communs de travail à brève, moyenne, et longue échéance.

7. Aux initiatives prises par un ou plusieurs groupes, les autres groupes peuvent collaborer, dans la mesure et suivant les modalités établies à chaque fois par le ou les groupes initiateurs, en toute autonomie, sauf l'obligation de respecter les accords pris éventuellement par les autres.

8. Sur invitation d'un groupe fédéré, des camarades et des groupes anarchistes, non adhérents à la fédération, peuvent participer comme observateurs, aux assemblées en totalité ou en partie.

10. Les décisions prises à l'unanimité sont prises en charge par la fédération entière ; celles prises par une partie seulement, sont prises en charge par ceux qui l'ont accepté seulement. Les décisions de l'assemblée doivent être rectifiées par les groupes, et sont considérées telles, si elles ne sont pas contestées dans les quinze jours après l'assemblée.

11. Un « réseau de défense », constitué par au moins quatre camarades géographiquement représentatifs, s'occupe des questions « anti-répression » ; chaque camarade est responsable devant son groupe. Le réseau dans son ensemble est responsable devant les assemblées de la fédération.

12. Les groupes versent 10 % de leurs entrées dans un fond fédéral dont l'assemblée décide l'utilisation.

13. Un groupe peut adhérer à la fédération s'il accepte le document programmatif, l'accord présent, et si les groupes adhérents sont tous d'accord. De la même manière, un groupe peut cesser de faire partie de la fédération pour les motifs contraires et par jugement unanime des autres groupes.

14. Le présent accord et le document programmatif sont modifiables par la volonté unanime de l'assemblée, et ratifiés ensuite par les groupes sur tous les points.

22. Groupes et Fédérations

La structure organisationnelle du mouvement anarchiste doit correspondre à sa structure pluraliste, c'est-à-dire doit s'articuler dans une *confédération* — formelle ou informelle — de fédérations de tendances (qui réunissent les groupes sur la base d'une manière commune de considérer l'anarchisme), et dans des *fédérations géographiques* (qui réunissent les groupes sur la base de l'appartenance à une même ville ou région, ce qui peut supposer une mise en commun des problèmes et des luttes.

Les rapports fédérés entre les groupes sont la traduction naturelle de la conception organisationnelle anarchiste, conception qui doit se traduire aussi au niveau international.

Mais avant même le niveau fédératif, il existe pour nous le premier moment organisationnel de l'anarchisme : le traditionnel *groupe affinitaire*. Celui-ci est un noyau de militants suffisamment petit pour permettre la participation de tous aux décisions, et suffisamment grand pour contenir différentes expériences personnelles et de lutte : souple dans les possibilités de décisions et pourtant fidèle au refus anarchiste de la méthode majorité-minorité. Parce que les caractéristiques essentielles de l'organisation anarchiste sont la démocratie de l'assemblée et l'unanimité dans les décisions ; et, seuls, des noyaux peu nombreux, avec une forte cohésion, d'opinions générales et particulières, peuvent en même temps respecter les principes de base, tout en étant efficace dans les mécanismes décisionnels.

Des groupes affinitaires. Affinités d'idées donc, mais affinités personnelles, indispensables dans le moment où le groupe n'est pas une entreprise, mais une manière de vivre ensemble dans la lutte, une partie non détachable de sa propre vie.

La vie du mouvement est d'autant plus riche que son réseau organisationnel est étroit et différencié ; un niveau qui englobe, outre les groupes et fédérations, les autres noyaux de regroupement, d'importance locale ou nationale, de durée éphémère ou permanente, et, selon les cas : collectifs, comités, cercles... Les organes de presse et les initiatives d'éditions ont toujours été et seront toujours des instruments de cohésion et de relations fonctionnels.

ORGANISATEURS ET ANTIORGANISATEURS DANS L'ARGENTINE DE FIN DE SIECLE (1)

Un regard tourné vers le passé peut être une façon d'accroître la conscience critique de notre situation présente. L'histoire du mouvement révolutionnaire nous aide à voir et à chercher cette articulation entre l'idée et la pratique, le projet et l'action, qui constitue la condition nécessaire pour accrocher à la réalité, pour transformer le monde.

Le mouvement anarcho-communiste se posa dès le début le problème de l'organisation. Non pas en tant que critique de l'anarcho-individualisme philosophique ou terroriste. Ce fut une discussion stratégique à l'intérieur de l'anarchisme social, ouvrier et révolutionnaire.

(1) Cette note a été rédigée sur la base de la thèse de Iaacov Oved : **El anarquismo en los sindicatos obreros de la Argentina a comienzos del siglo XX** (1897-1905). Inédit.

Nous avons consulté aussi : Santillan, D. A. de : **La F.O.R.A.** Ed. Proyeccion, Buenos Aires, 1971. Suplemento **La Protesta** (1922-1930).

Voyons un exemple lointain aussi bien dans le temps que dans l'espace : les origines de l'anarchisme en Argentine.

Ce sont les dernières années de la décade de 1880. Buenos Aires connaît les premières fièvres de l'industrialisation. Dans toute l'Argentine (2 700 000 km²) vivaient alors quelques 4 millions de personnes, dont 37 % dans des villes de plus de 2 000 habitants. C'est l'époque de la grande immigration d'origine européenne, qui se développe entre 1869 et 1914. A la fin de cette vague immigratoire, les « étrangers » constituaient la moitié de la population active totale.

Entre 1889-1890 l'agitation ouvrière fut importante et les grèves nombreuses. Les cheminots s'arrêtent, les cordonniers, les dockers, les coiffeurs, les ouvriers graphiques, les maçons, les boulangers, etc.

L'année précédente (1887) Malatesta, de passage à Buenos Aires, avait contribué à la fondation du premier syndicat ouvrier : la Société de Résistance d'Ouvriers Boulangers.

En rédigeant en 1976 ces quelques pages d'histoire sur l'Argentine de fin de siècle, je ne peux m'empêcher de penser à la situation dramatique que ce pays est en train de vivre. Lorsqu'un nouveau nazisme déferle sur toute une région du monde — le cône sud de l'Amérique Latine — avec ses séquellles de barbarie, terreur d'Etat, séquestrations, assassinats et tortures, sous les auspices de l'impérialisme nord-américain, nous, anarchistes, nous devons mener une lutte plus consciente et plus acharnée.

Que mon souvenir et ma solidarité aillent à tous les camarades morts, emprisonnés et torturés, et à ceux qui continuent la lutte dans les conditions qui leurs sont imposées.

L'activité des anarchistes imprima une orientation révolutionnaire et d'action directe durable dans le syndicat et que marqua majoritairement le mouvement ouvrier argentin organisé dans la Federación Obrera Regional Argentina (F.O.R.A.) pour plus de 30 ans.

Les polémiques et la concurrence entre anarchistes et socialistes était intense à l'époque, comme partout ailleurs, puisque l'enjeu était l'influence d'un projet politique précis sur l'organisation et l'action du prolétariat naissant. Et parce que anarchistes et socialistes faisaient partie de la même famille. Il ne faut pas oublier non plus que le socialisme de l'époque épouvanterait par son radicalisme les socialistes d'aujourd'hui et que la séparation définitive sur le plan international n'avait pas eu lieu encore. Ce qui arriva — pour l'Italie — au congrès de Gênes en 1892 (2) et internationalement au congrès de Londres en 1896.

Malatesta, à son départ de l'Argentine, se rend à Nice, en 1889, où il commence la publication de *L'Associazione,* cherchant un rapprochement entre anarchistes et socialistes sur la base d'un programme révolutionnaire, fédéraliste et anti-parlementaire (3). Mais ce qui nous intéresse à présent c'est la discussion à l'intérieur du mouvement anarchiste entre *organisateurs* et *anti-organisateurs.* A cet égard, l'influence de Malatesta en Argentine fut grande, grâce à sa position « charnière » : il défendait une ligne *organisationnelle* et représentait la tendance *communiste-anarchiste.* Il faut savoir que, fin 80, début 90, le courant anarcho-communiste était majoritairement anti-organisateur.

La première manifestation de l'anarchisme à Buenos Aires, que l'on sache, fut la création du *Centro de Propaganda Obrera* d'orientation « bakouniniste » en 1876. A partir de 1879 se publie un périodique *El Descamisado* (4), mais la première tentative de publication durable fut *El Perseguido* qui était sous-titré : « Périodique anarchiste ». Il apparaît quand il peut et se publie par souscription volontaire. Le premier numéro est daté du 18 mai 1890. A l'origine de la publication se trouvait le groupe *Los Desheredados,* déjà systématiquement traqué par la police.

La position de *Los Desheredados* était clairement anarcho-communiste, ce qui était le courant idéologique prépondérant dans les milieux anarchistes au début de la décade de 90. C'est cette ligne qui va être défendue avec acharnement par *El Perseguido* (5).

Cette prééminence de l'anarcho-communisme et les noms mêmes des groupes et des périodiques nous donnent une idée de ce que sera la caractéristique de l'anarchisme en Argentine : un mouvement de masses révolutionnaire et ouvrier.

Les discussions entre tendances rivales à l'intérieur de l'anarchisme étaient importantes mais plutôt théoriques et en quelque sorte étaient un prolongement de problèmes européens. Par exemple, la discussion avec les anarcho-collectivistes qui apportaient les définitions de la Fédération Régionale Espagnole et avec les anarcho-socialistes italiens. Nous avons déjà dit qu'au même moment Malatesta, de retour en Europe, préconisait dans *L'Associazione* la constitution d'un *parti international socialiste-arnarchiste révolutionnaire* et les anarchistes de Buenos Aires liés à la tendance anarcho-socialiste (des Italiens) envoyèrent un délégué au Congrès territorial de Capolago (6). *El Perseguido* critiqua les résolutions du Congrès, voulant nuancer les disparités entre les différents courants dans l'anarchisme, rend confuse l'image de la société communiste future, qui est le but de la révolution ; il critiqua aussi le projet d'organisation d'un « parti anarchiste ». L'idée même de fédération était considérée par cette tendance comme contraire aux principes de l'anarchisme, puisqu'elle exige des règlements, des commissions, etc. *El Perseguido* se moquait de toute tentative d'organisation des anarchistes à longue échéance. Les articles du périodique louaient les *groupes d'affinité* comme les

(2) Fabri, Luigi : **Malatesta,** Ed. Americalee. Buenos Aires, 1945, p. 100.

(3) Voir Fabri, L. op. cit. et aussi Massini, Pier Carlo : **Storia degli anarchici italiani.** Rizzoli Ed. Milano 1969, p. 237 et suivantes.

(4) Cette dénomination fut reprise démagogiquement par Peron en 1945 pour désigner la masse ouvrière « péroniste », de même qu'il utilisa dans ses premiers discours du 1er Mai, le souvenir des Martyrs de Chicago.

(5) La diffusion de **El Perseguido** se réalisait clandestinement et à grand risque. Malgré cela il augmenta son tirage et de 1 000 exemplaires au début il passa à 1 700 au numéro 26, 2 000 au numéro 36 et à partir du numéro 60, il tira 4 000 exemplaires.

(6) Le Congrès fut convoqué publiquement pour le 11 janvier 1891 à Lugano et furent invités les socialistes de tous les courants. Toutes les polices européennes se mirent en branle et le 7 janvier on apprenait que le Congrès avait déjà eu lieu à Capolago les 4, 5 et 6 janvier. La tendance anarchiste et les positions de Malatesta triomphèrent. Les résolutions les plus importantes furent deux : la constitution d'une organisation socialiste anarchiste révolutionnaire dans toute l'Italie et la préparation d'une importante agitation pour le 1er Mai. Voir Fabri et Massini op. cit.

plus convenables à la conception anarcho-communiste, ainsi que les groupes qui se créaient pour des tâches concrètes, dont l'exécution était impossible individuellement et qui se dissolvaient librement : « la dissolution n'est pas un indice de faiblesse mais de liberté ».

Mais la véritable polémique eut lieu par rapport à l'*organisation ouvrière* et non pas à l'organisation spécifique. Ce qui se discutait n'était pas des questions abstraites et de principes mais des problèmes beaucoup plus concrets et quotidiens : la stratégie et la tactique de l'action révolutionnaire face aux revendications de classe et aux organisations de défense du prolétariat.

Ayant pour toile de fond la crise économique-financière en Argentine en 90 la polarisation des classes devient plus aiguë et les luttes ouvrières deviennent de plus en plus importantes.

A cette époque-là commencent les premières tentatives pour créer une fédération de syndicats ouvriers. Les anarcho-communistes *anti-organisateurs* redoublent leurs critiques et élargissent leur attitude, niant valeur et efficacité aux grèves dans la lutte pour améliorer les conditions de travail et le salaire.

De nombreuses grèves ont lieu en 1890-91 : ferroviaires, chapeliers, ouvriers municipaux, etc. *El Perseguido* montrait compréhension pour les motivations mais ajoutait que les avantages obtenus étaient annulés par les patrons grâce à l'augmentation du prix de vente des produits, et que les avantages obtenus ne bénéficiaient la classe travailleuse dans son ensemble mais, parfois, qu'à une partie, ce qui aggravait la situation dans d'autres secteurs. La classe ouvrière ne pourra s'affranchir, disait-il, qu'en supprimant le régime du salariat, en faisant la révolution sociale.

Mais vers 1895 se manifeste une évolution significative de la tendance *organisatrice* dans l'anarchisme. Trois périodiques favorables au courant pro-organisation voient le jour : *El Obrero Panadero* (L'ouvrier boulanger) publié par la Sociedad de Resistencia de Panaderos, *El Oprimido* et *La Questione sociale* en italien (7).

El Oprimido devint quinzomadaire régulier et un porte-parole important de l'anarchisme partisan de l'organisation. Il appuyait pleinement les grèves ouvrières. Un de ses éditoriaux disait : « Toute grève, petite ou grande, qui triomphe ou qui échoue, aura d'excellents résultats, car elle relèvera le moral... parce que nous nous entraînerons pour la lutte et parce que finalement elle nous fera comprendre que le chemin le plus court pour arriver à la société égalitaire... c'est celui de la révolution sociale. »

La prépondérance initiale des anarcho-communistes anti-organisateurs se compense et finalement s'inverse vers la fin du siècle. La tendance anarcho-communiste organisatrice, qui allait imprégner totalement l'anarchisme en Argentine, a une poussée fondamentale vers 1897 (8) avec la parution d'un nouveau périodique, *La Protesta Humana*, hebdomadaire au début, qui change et devient *La Protesta* en 1903. A partir de 1904 elle paraît quotidiennement et sera toujours le porte-parole de l'organisation ouvrière de tendance anarchiste (la F.O.R.A.), majoritaire en Argentine.

Après une tentative qui échoue, la première Federación Obrera (F.O.A.) est fondée en 1901 au moment d'incessantes luttes syndicales et d'une succession de grèves pour la réduction de la journée de travail, contre le travail au rendement et le travail nocturne. En 1902 a lieu le 2e Congrès dans lequel se produit la scission de la minorité socialiste. (Les sociétés de résistance qui restent dans la Fédération réunissaient 7 630 associés ; celles qui partirent 1 780.) Au 4e Congrès prend le nom de F.O.R.A. et au 5e la résolution « finaliste » anarchiste est adoptée, ce qui donnera une marque particulière au mouvement ouvrier révolutionnaire de l'Argentine de l'époque.

L'importance de cette polémique entre organisateurs et anti-organisateurs c'est qu'elle a eu lieu au sein même de la tendance anarcho-communiste et que le résultat final sera une influence durable de l'anarchisme dans l'organisation ouvrière en même temps qu'une prépondérance des positions contraires à l'organisation plus ou moins permanente dans le mouvement spécifique.

Les anti-organisateurs réussirent à éviter que les anarchistes perdirent leur caractère spécifique au sein de l'organisation ouvrière,

---

(7) En 1893 paraît, en français, **La Liberté** communiste-anarchiste, anti-organisateur. Parmi les collaborateurs des premiers numéros du périodique, Auguste Vaillant (« la bombe au Parlement »). Guillotiné le 5 février 1894.

(8) **El Perseguido** ne paraissait plus depuis 1896 et les anti-organisateurs reviennent à la charge avec **El Rebelde** en 1898. Il existait aussi une critique de l'organisation de la part des anarcho-individualistes qui s'exprimait dans **Germinal** (premier numéro en 1897).

dans la mesure où leur principal argument était qu'à l'intérieur des sociétés de résistance les anarchistes disparaissaient, perdaient leur caractère spécifique et finissaient par se désintéresser de tout ce qui touchait l'idéal, ne se préoccupant que des luttes syndicale, des questions en rapport avec les horaires et le salaire des travailleurs ». (9)

Cependant, dans le mouvement anarchiste du pays, le slogan de principe : « L'anarchisme est spécifiquement inorganisable » demeura.

SYRS.

(9) Gillimon, Eduardo G. : **Hechos y comentarios**, p. 25. Sans indication d'éditeur.

ESPAGNE

LA RECONSTRUCTION DE LA C.N.T.

UNE DISCUSSION

C'est le 19 juillet 1936 que débute la guerre civile ; immédiatement, se pose en France le problème de la solidarité avec les révolutionnaires espagnols et plus spécifiquement avec les anarchistes. Le mouvement français répond dans un premier temps de façon unitaire, puisqu'à la demande de la C.N.T.-F.A.I., dès août 1936, un comité anarcho-syndicaliste est créé auquel adhèrent l'Union Anarchiste (U.A.), l'organisation la plus importante, mais aussi sa récente scission, la Fédération anarchiste française (F.A.F.), ainsi que la C.G.T.S.R.

Mais dès septembre 1936, la C.N.T. rentre dans la Généralité de Catalogne, puis dans le conseil économique, et en octobre la suppression du comité central des milices préfigure la militarisation de la révolution.

***Le débat est donc ouvert dès le début,** quand le comité anarcho-syndicaliste devenu vite comité Espagne libre se transforme en novembre 1936 en S.I.A. (Solidarité Internationale Anti-fasciste) mais sans la participation de la F.A.F. ni de la C.G.T.S.R. ; en effet, la F.A.F. (avec Voline et Prudhommeaux) refuse la conception « inconditionnaliste » de l'U.A. qui dit : « toute critique tendant à affaiblir la solidarité avec la C.N.T.-F.A.I. est à bannir de nos rangs ».*

Les questions que soulève la politique de la C.N.T.-F.A.I., et que se posent la quasi-totalité des militants français (y compris ceux de l'U.A.), le courant représenté par la F.A.F. veut les poser ouvertement et dès maintenant. Ces positions critiques seront exprimées dans les journaux suivants : « L'Espagne Antifasciste » et « L'Espagne Nouvelle ».

Au congrès de l'A.I.T. de 1937, toute les délégations feront des réserves quant à la participation de la C.N.T.-F.A.I. au gouvernement ; comme exemple de critique remarquablement développé, tout le monde connaît le texte de Camillo Bernéri « Guerre de classes en Espagne ». En même temps, Sébastien Faure, de l'Union Anarchiste, commence à développer une position critique lui aussi.

Pourquoi ce rappel historique ?

Non pour critiquer une nouvelle fois les « camarades participationnistes » de la C.N.T. et pour proclamer une nouvelle fois l'évidence qu'il ne peut (qu'il ne devrait) y avoir d'anarchistes dans un gouvernement (pas plus que dans toute forme institutionnalisée de pouvoir). La quasi-totalité du mouvement international a fait la critique de cette période, et de toutes les façons le problème ne se pose pas : la C.N.T. n'est pas assez forte pour prétendre entrer dans un gouvernement.

Par contre, ce qui est actuel c'est le rapport qu'un mouvement développe avec un autre mouvement, rapport de solidarité, de soutien, de critique, de fraternité et autres petits problèmes souvent épineux.

La seule position que nous puissions défendre est justement celle de la F.A.F. en 1936 : droit de critique sur tout et tout de suite.

Cela n'est pas seulement valable pour le problème espagnol, mais devient un principe de base dans toute la discussion sur le problème organisationnel.

Ce droit de critique, nous l'entendons justement comme le meilleur moyen (en plus de la solidarité concrète et matérielle) d'aider des camarades, comme le moyen le plus efficace, bien plus que le silence ou l'attentisme.

Ce ne sont pas les critiques, les droits de tendance, les débats, les divisions et même les scissions qui affaiblissent un mouvement (car on ne peut les éviter et tant mieux) mais au contraire l'inconditionnalité, le mythe de l'unité, la volonté de présenter une façade unie à l'extérieur.

L'étude et la critique du centralisme démocratique nous ont appris qu'un mouvement ne se renforce pas quand sa minorité se tait, pour la bonne raison qu'elle ne se tait jamais sauf par la force. Quand dans une organisation une minorité n'est pas d'accord avec les décisions d'un congrès soit dans la réalité elle scissionne soit elle tente de renverser la majorité (et s'y épuise souvent au lieu de tester sa propre ligne de manière autonome et en pouvant garder de bonnes relations avec le reste du mouvement) et en tout cas elle n'applique pas vraiment les décisions votées à la majorité. Ce système affaiblit donc le mouvement. L'unité d'action, l'unité idéologique, la responsabilité collective sont des mythes auxquels se sont heurtés avec un masochisme effroyable les bolcheviques et certains anars avec à la clé des échecs beaucoup plus conséquents que ceux issus de la maladie anti-organisationnelle des anarchistes (prétendue maladie et prétendument « anti-organisationnelle) (1).

C'est dans cet esprit que je me propose d'avancer un certain nombre de positions sur le problème organisationnel, en prenant comme objet concret la reconstruction de la C.N.T. en Espagne et plus particulièrement en partant de l'article paru dans le numéro 5 de la « La Lanterne Noire ».

(1) On lira avec profit d'abord la Plateforme des anarchistes russes (dite d'Archinof) publiée par l'ORA, et surtout les différentes réponses qui lui ont été faites dont celle de Malatesta publiée par la F.A. (3, rue Ternaux).

Cet article ne peut laisser personne indifférent ; il comblera d'aise les uns et fera hurler les autres et sur chaque problème soulevé il est certain que des « camps se formeront » et que nous n'en sommes qu'au début du débat (dont les termes ont déjà été posés dans leurs grandes lignes il y a longtemps, nous le verrons).

Quoi qu'il en soit, il serait souhaitable que ce débat fondamental puisse avoir lieu de la manière la plus ouverte possible (je veux dire sans que l'exclusion, le mépris, l'ignorance, la dénonciation, soit la forme dominante) en même temps qu'il ne doit sacrifier aucun aspect de la position de chacun (je veux dire que le débat public et contradictoire est une

manifestation de la force du mouvement anarchiste et non de sa faiblesse).

Cet article, ainsi qu'un certain nombre d'autres parus dans « Informations rassemblées à Lyon », dans le « Monde libertaire » et d'autres journaux (même bourgeois) montre assez clairement deux choses :

— le mouvement anarchiste est en passe de devenir un pôle non négligeable de la vie politique espagnole, et « sans tomber dans un triomphalisme de basétage » probablement presqu'aussi puissant que les courants « gauchistes » réunis ;

— le mouvement qui est en train de naître tend à s'affranchir de deux maladies qui le paralysaient : l'immobilisme de la plus grande partie du mouvement en exil d'un côté, et de l'autre le fractionnement en de multiples petits groupes, souvent sectaires et « ultra gauchistes », bien souvent concurrentiels entre eux.

Le problème que je voudrais poser ici est le suivant : la nouvelle C.N.T. parviendra-t-elle à échapper à cette autre maladie congénitale et partagée par bien des organisations : une incapacité de définir ses rapports avec ce qui lui est extérieur autrement que comme une menace pour elle-même ; car cette menace est le signe que l'organisation est devenu un but en soi et non plus un moyen pour réaliser un objectif défini. C'est pour ces raisons que bien des organisations, y compris anarchistes, ont de meilleurs rapports avec ceux qui leur sont relativement éloignés, et qui donc ne les concurrencent pas (c'est ce qui donne lieu à la collaboration de classe et au frontisme) qu'avec des camarades plus proches, organisés ou non.

Ainsi, il me semble déceler dans l'article une légère tendance à considérer que ce qui se situe en dehors de la problématique de la reconstruction de la C.N.T. se trouverait en dehors du mouvement anarchiste, en dehors du mouvement révolutionnaire ; bien sûr, cela n'est pas dit, et il est probable que les camarades ne le pensent même pas comme tel.

Mais enfin nous pouvons lire que :

Page 12, Freddy tend à montrer que le dernier courant cité dans le panorama des tendances libertaires en Espagne se « montre particulièrement réticent à toute tentative de coordination avec les autres groupes libertaires, surtout les anarcho-syndicalistes » parce qu'il serait « vaguement marxiste libertaire », sectaire, plus ultra gauche que libertaire; etc., ces dernières caractéristiques, vaguement méprisantes (mais la ligne de la C.N.T. peut-elle être dans la période actuelle autre chose que vague ?) sont peut-être exactes, mais on ne peut les relier comme une relation de cause à effet au refus de se coordonner aux anarcho-syndicalistes. Il existe trop d'arguments sérieux et à discuter pour ne pas prendre cette réticence en considération, même si dans le même temps on appuie les camarades qui tentent de reconstruire la C.N.T.

Le groupe « Autonomia Proletaria » qui serait un groupe extrêmement minoritaire refusant tout contact avec les militants anarcho-syndicalistes, se voit affublé du sobriquet de « vaguement conseilliste ». Pourquoi nous faire croire que ce refus de contact est lié à la « confusion » ? Ces camarades ont peut-être tort, mais rien ne prouve plus de confusion qu'ailleurs ; qui peut en outre prétendre en être exempt ; et puis, la C.N.T. à reconstruire est peut-être aussi le fruit de toutes les confusions qui l'ont précédées (dont certaines positives) de tous ces petits groupes qui se sont faits et défaits, sans cohérence apparente ni recherchée, mais tentant d'échapper au double carcan de la répression fasciste et du « paternalisme » immobiliste de la C.N.T. officielle !

Et puis, camarades, ne faites pas d'allusions péjoratives sur le caractère minoritaire d'un groupe, d'une tendance, d'une idée ! On est toujours le minoritaire de quelqu'un (la C.N.T. aussi, nous le savons bien) ; nous critiquons une action, une ligne politique, non pas parce qu'elle est minoritaire mais parce que nous la jugeons contraire au but que nous poursuivons !

Ne reproduisons pas à demi-mots une logique qui, si la C.N.T. se renforce, risque d'être celle du P.C. avec les groupuscules.

Par ailleurs, l'article que nous discutons ici montre avec une très grande clarté que si maintenant un projet organisationnel a pu voir le jour c'est grâce au foisonnement de tous les groupes qui ont refusé à un moment donné de s'affilier aux « forces mères » existantes, de la C.N.T. en exil au P.C. ; des groupes

de ce genre, il y en aura toujours, et ils représentent une réalité qu'il serait vain de nier ou de vouloir réduire par le mépris, ou l'ignorance de celui qui possède la force de la vérité. Au contraire, pour peu qu'ils ne soient pas composés de gens ayant déjà un pied dans l'intelligentsia ou dans la bourgeoisie (et pour qui les critiques négatives ne sont qu'un moyen de conserver privilège et domination), ils représentent toujours un aspect positif, celui d'une critique possible aux organisations (dont on sait le danger qu'elles présentent), celui d'une vigilance nécessaire, non pas organisée sous la forme d'un parti doctrinal comme la F.A.I., mais comme un thermomètre diffus de ce qu'est en train de devenir l'organisation.

Car comme le dit l'article p. 15 :

« ... rejetant tout dogmatisme, il s'agit de comprendre que la lutte de classe n'est qu'un aspect, fondamental il est vrai, de la lutte contre l'oppression capitaliste et étatique. La lutte des femmes, des jeunes, des minorités ethniques, le combat anti-militarisme, la lutte écologique, font également partie de cette stratégie globale... »

Mais dire ensuite que « ... cette activité multiforme n'est cependant possible que si le mouvement renouant avec sa tradition de masse, dispose d'une organisation de classe suffisamment forte et structurée pour intervenir sur la réalité des luttes... », est à mon sens abusif. Car en France, par exemple, cette activité multiforme existe bien réellement sans qu'il existe une organisation de classe forte et structurée ; il me semble que l'on devrait plutôt dire que ces activités multiformes ne donnent pas le plein de leurs possibilités si elles ne s'imbriquent pas dans un mouvement plus large, sur des positions de classe, se donnant des structures d'organisation, de façon à éviter le réformisme lié aux luttes parcellaires, cette sorte de syndicalisme de secteur a l'image de la situation française (syndicat de la magistrature, M.L.A.C., M.L.F., médecins...).

En fait, ce qui serait inquiétant, c'est que la totalité du mouvement libertaire se retrouve dans un seul pôle de regroupement ; il faut souhaiter que les camarades qui œuvrent à la reconstruction de la C.N.T. puissent garder les yeux ouverts envers ceux qui les critiquent ou les refusent, ou simplement attendent.

Répression, provocation et juste ligne

Page 11 il est écrit : « une des conséquences directes de l'assassinat de Puig Antich se vérifie dans la recrudescence des groupes prônant la lutte armée. Le sentiment d'impuissance devant la barbarie, le désespoir et la monstruosité de la répression provoquent chez certains groupes ou individus une espèce de fascination de la violence, individuelle ou collective ; cette inclinaison irraisonnée et sentimentale vers la lutte armée justicière aura même tendance à atteindre des proportions inquiétantes.

« L'enlèvement en mai 1974 du banquier Suarez par le GARI précipite les choses. La solidarité policiaire ne tarde pas en effet à se manifester. Plusieurs militants anarcho-syndicalistes de Barcelone sont immédiatement inquiétés. »

Croyez-vous réellement qu'il n'y ait rien de « sentimental » dans la construction de la C.N.T. et qu'il ne s'agit à 100 % que de « réfléchi » et de « rationnel » ? Heureusement que non !

On peut critiquer les « tendances irraisonnées à la violence » et à la « lutte armée justiciaire », mais pas en opposant plus ou moins à cela la tranquillité de l'Organisation, ou du moins le travail sérieux et réfléchi. *Car il n'est pas vrai que l'un gêne l'autre, sinon dans la tête de ceux qui trouvent ainsi une explication facile à leurs échecs ou à leurs difficultés.* N'oublions pas que c'est a posteriori que l'on peut généralement juger de l'efficacité ou même de l'importance d'un mouvement. Comment est né le mouvement anarcho-syndicaliste en Espagne dans les années 20 sinon aussi par des coups de mains justiciers. Soyons sûrs que dans quelques dizaines d'années, si le mouvement anarchiste continue de progresser (ou même s'il a disparu parce que la révolution est faite !) les GARI, le MIL apparaîtront au même titre que bien des groupes comme des artisans de ce renouveau.

Qui décide quand et comment la lutte armée peut-elle commencer ? On peut, je

pense, critiquer ceux qui la pratiquent à un moment donné (surtout bien entendu quand elle se veut la future armée rouge ou d'avant-garde, ce qui n'est pas ici le cas) mais on ne peut prétendre qu'ils font le jeu du pouvoir et les exclure ainsi.

Le premier piège de l'idéologie bourgeoise c'est croire que pour une même cause il n'y a qu'une seule voie. La C.N.T. officielle ne s'est pas privée de pratiquer la même exclusive il n'y a pas si longtemps à l'égard de la F.I.J.L. ou du groupe 1er Mai, qui sont pourtant au même titre que le M.I.L. ou d'autres groupes non armés, une des composantes du renouveau de la C.N.T. et du mouvement libertaire. Si des camarades pensent qu'il faut continuer dans la voie des actions critiquées plus haut, ce n'est pas la logique de l'organisation reconstruite qui doit les en empêcher. N'ayons pas la mémoire courte et soyons bien persuadés que la future C.N.T. sera considérée par les Staliniens comme irresponsable et même composée d'agents provocateurs. Car c'est bien là que les partis et la bourgeoisie ont la même façon de voir, à savoir, expliquer l'histoire ou un morceau d'histoire par une action individuelle ou par un fait divers ! La provocation la plus efficace c'est celle qui nous fait intégrer ce concept au point d'avoir une vision policière de l'histoire, et qui nous fait voir dans un proche utilisant une autre voie un ennemi payé par le pouvoir. C'est là la vrai provocation, la plus dangereuse en tout cas ; les autres — celles dont il est parlé le plus souvent — il faut s'en méfier, bien sûr, tenter de les écarter, mais bien comprendre que ce ne sont pas elles qui modifient réellement le sens de l'histoire... ou d'une lutte. Une action peut faire arrêter des camarades étrangers à cette action, c'est vrai ; mais si tel est le cas on peut penser que le rapport de force est tel que ces camarades se seraient certainement fait arrêter pour ce qu'ils font réellement. La bourgeoisie trouve toujours des prétextes. Evitons bien entendu de lui en fournir, mais quand elle en trouve, c'est elle qu'il faut accuser et non les camarades qu'elle a désignés pour jouer le rôle des diviseurs ou des provocateurs.

Toutes ces choses ayant été dites, il est possible de passer à l'aspect plus positif des choses, et essayer de comprendre ce qu'est à l'heure actuelle la C.N.T., et les problèmes qui s'y posent, en se servant des informations parcellaires recueillies sur place et par différentes lectures ou discussions avec des camarades.

Informations parcellaires, parce qu'il est impossible d'avoir véritablement une vue d'ensemble, même de l'intérieur et pour les camarades espagnols, de ce qui se passe à la base, dans la C.N.T., dans les usines, dans les quartiers. Pour une raison qui tient au caractère répressif du régime, qui oblige encore très largement à la clandestinité totale ou partielle, pour toute une série d'activités : en effet, si les congrès, les réunions nationales de constitution, les réunions de délégués sont très souvent autorisés ou pour le moins tolérés, il n'en est pas de même pour tout ce qui regarde l'activité dans les boîtes, la diffusion de bulletins d'entreprise ou de syndicat. La raison en est simple : le régime favorise les instances qui risquent de se bureaucratiser, les aspects institutionnels des regroupements en cours, bref, tous les lieux où peu ou prou il se pêchera un jour ou l'autre des « interlocuteurs valables ». Or, la reconstruction de la C.N.T. jusqu'à présent se passe essentiellement à la base, donc à un niveau où le problème de la circulation de l'information reste entier.

Pourtant, on peut dire qu'il existe deux caractéristiques dominantes de la nouvelle C.N.T. ; d'une part la dynamique unitaire créée à l'intérieur du mouvement anarchiste, et d'autre part le grand intérêt qu'elle suscite autour d'elle. Dynamique unitaire dans la mesure où une très grande majorité des groupes anarchistes se sont impliqués dans cette reconstruction. Et cela représente une force politique réelle, contrairement à ce que pouvaient penser ceux qui croyaient que l'anarchisme espagnol était mort. Pourtant, cette dynamique unitaire n'est pas frontiste en ce sens que le débat sur ce que peut être la nouvelle organisation est très largement ouvert. Anarchistes certes, mais de formation ou d'origine très diverse : ex-groupes autonomes anarchistes, fractions plus ou moins conseillistes, anarcho-syndicalistes traditionnels, liés à la C.N.T. en exil ou non, groupes formés dans les luttes ouvrières ou étudiantes des années 68 à 72... une cohabi-

tation positive où pour l'instant l'expérience de chacun enrichit l'ensemble. Un double débat agite donc pour l'instant la C.N.T. : l'orientation et l'organisation. Et il est tout à fait possible (et c'est ce que nous souhaitons) que ce qui en sortira soit un dépassement de l'anarcho-syndicalisme traditionnel, intégrant la grande masse des acquis de ce mouvement, en même temps que certains aspects de la critique antisyndicaliste (problème des négociations, de la politique contractuelle, de l'aménagement du système de vente de la force de travail...).

Comme exemple que cette possibilité existe, et que le débat a lieu réellement, donnons la parole aux camarades de Saragosse :

« *Syndicat unique et unité syndicale sont deux formes distinctes, voire contradictoires.*

Nous sommes pour l'unité syndicale et contre un syndicat unique parce que :

— les syndicats sont liés à des partis politiques à idéologie autoritaire et centraliste, et ne respectent pas le pouvoir des assemblées générales comme seul organe de décision. De plus, l'assemblée générale est l'organe éducatif auquel tous peuvent participer ; chez ces syndicats, ce sont les délégués qui dirigent la lutte.

— Pour développer la conscience politique il faut la cohabitation de divers courants. Le syndicat unique escamote les différences de tendance existantes.

— Nous refusons la distinction syndicat/politique. Toute lutte pose non seulement les problèmes du travail, mais ceux des quartiers, de l'enseignement, de la sexualité.

— Un syndicat unique veut dire hégémonie d'une seule tendance syndicale au détriment des autres ; par exemple au Portugal, où l'intersyndicale a montré son caractère totalitaire en freinant les luttes spontanées, en encourageant « la bataille pour la production »... pour soutenir le gouvernement où était Vasco Gonsalves.

— Le syndicat unique amène au « contrat social » qui élimine le côté révolutionnaire de toute lutte.

On nous accuse d'être des diviseurs. Or si des courants différents existent (et c'est le cas) nous sommes pour ne pas les occulter.

Liberté syndicale ! »

(Manifeste tiré de *Acción Libertaria* n° 9, août 1976, Saragosse).

Tout en étant pas encore une « organisation de masse », mais plutôt un grand mouvement rassemblant les libertaires, la C.N.T. voit concrètement se poser le problème de son élargissement ; par la sympathie que suscite l'originalité de ses positions sur la scène politique espagnole d'abord : c'est la seule organisation syndicale à avoir refusé tout compromis non seulement avec le franquisme, mais encore avec sa nouvelle variante royale : refus de jouer le jeu de la concertation, refus de préparer dans le calme « le passage à la démocratie », refus d'échanger sa légalisation contre son entrée dans une grande force unitaire. La C.N.T. a par exemple refusé de constituer un front syndical avec l'U.G.T. et l'U.S.O. pour faire contrepoids aux commissions ouvrières dirigées par les staliniens, et s'est prononcée clairement pour l'unité à la base, et non au niveau des états-majors. L'unité s'est donc faite entre l'U.G.T., l'U.S.O., et les commissions ouvrières, laissant la C.N.T. apparemment isolée ; mais soyons certains que la clarté de la position cénétiste en même temps que sa justesse se révéleront payantes si, comme tout le monde le pense, les luttes ouvrières ne feront que s'intensifier dans les années à venir.

Cette course effreinée des syndicats et des partis d'opposition pour se faire reconnaître afin de préparer leur place dans l'après-franquisme, laisse bon nombre de militants de base dans l'expectative et des regards se tournent vers la C.N.T.

Le problème des adhésions

Certains syndicats enregistrent déjà les adhésions par le biais des cartes, d'autres pas. Cela correspond à des différences locales quant aux possibilités

d'apparaître publiquement ou pas en fonction de la répression, mais aussi à des contradictions politiques. Contradictions entre le désir et la vocation de s'accroître et d'exister, et le danger de faire adhérer n'importe qui, tant qu'une orientation plus définie n'est pas encore fixée.

Qui adhère en effet, en dehors des anars de toute tendance et de leurs sympatisants ?

Certes, des travailleurs ou des groupes de travailleurs qui, déçus par des commissions ouvrières bureaucratisées et prises en main par le P.C.E., souhaitent se placer sur des positions plus révolutionnaires. Des travailleurs qui refusent d'échanger le fascisme contre un libéralisme avancé et musclé. Des travailleurs qui refusent le monopole stalinien ou social démocrate.

Mais aussi parfois il y a demande d'adhésion par le biais d'un leader que les travailleurs ont suivi (ou en qui ils ont confiance) dans le syndicat vertical et qui leur a arraché quelques avantages. Ce leader qui veut adhérer à la C.N.T. et qui peut entraîner 30 ou 40, parfois 200 ou 300 ouvriers, peut être de plusieurs types :

— Un ouvrier honnête qui a « fait ce qu'il a pu » pendant la période franquiste et qui voit maintenant d'autres horizons s'ouvrir.

— Un libertaire, âgé le plus souvent, qui a toujours refusé l'exil, et qui a su maintenir tant bien que mal dans le syndicat vertical, un noyau, un embryon, pour une future C.N.T. (N'oublions pas qu'en 1950 la C.N.T. comptait à Barcelonne encore 50 000 adhérents et que ces gens doivent pour une grande part exister encore !)

— Mais ce peut être aussi un authentique « verticaliste » désireux de noyauter la C.N.T.

Délicat problème donc que celui des adhésions qui outre qu'il peut réintroduire la distinction entre base et sommet, permet aussi un certain noyautage.

Quelle C.N.T. ?

Car la lutte pour non seulement donner une existence réelle à la C.N.T., mais encore la doter d'une orientation révolutionnaire, n'est pas gagnée d'avance malgré l'énergie déployée par l'ensemble des camarades.

Quels sont les dangers ?

Commençons par le plus extrême mais le plus improbable aussi :

Le pouvoir, la C.I.A. et d'autres forces réactionnaires ont besoin de créer des forces qui fassent un certain contrepoids au Parti communiste. La carte de la C.N.T. est donc pour eux à jouer, dans la mesure où celle-ci ne serait pas trop révolutionnaire, et sur la base de l'anticommunisme des anars. Cette carte a déjà été tentée en France à la Libération, et a échoué certes dans les milieux libertaires, mais a donné naissance à F.O.

Aussi, en Catalogne, alors que la C.N.T. était encore en train de naître (1), une coordination des différents syndicats et des différentes locales s'est constitué, avec fort peu de représentativité. En son sein, un ou deux représentants de la « tendance verticaliste » qui tentent, par le sommet, d'infléchir l'orientation de la C.N.T. Le piège, trop grossier, a été dévoilé, mais d'autres tentatives peuvent se produire encore.

Une autre possibilité pour la C.N.T., c'est de devenir une organisation de type gauche C.F.D.T. (celle de Piaget et des gauchistes). Cette hypothèse est certainement plus sérieuse que la précédente dans la mesure où l'échec de cette ligne ne dépendra pas seulement de la « vigilance des camarades libertaires », mais du degré de radicalisation de la classe ouvrière et en son sein des secteurs « autogestionnaires » de l'U.S.O., ou de l'U.G.T., qui peuvent basculer vers la C.N.T. si celle-ci représente un pôle suffisamment attractif et alternatif.

Ce danger existe d'autant plus qu'il appartient aussi à la tradition cénétiste : il a toujours existé dans la C.N.T. et dans le Mouvement Libertaire espagnol, un courant réformiste. Il a toujours été minoritaire et il ne faudrait pas que la tendance se renverse !

Enfin, une autre voie possible, c'est une C.N.T. pure et dure, mais tellement squelettique qu'elle n'aurait plus rien à voir avec une organisation de « masse » et

(1) Sont déjà constitués les syndicats suivants : Métal, Arts graphiques, Bâtiment, Spectacle, Banques, Enseignants, Textiles, « Varios » (ensemble de ceux qui ne sont pas assez forts pour constituer un syndicat).

qu'elle ne serait d'aucun poids dans la vie politique espagnole. Cette hypothèse ne se vérifierait que si la C.N.T. « manquait son entrée dans la vie politique » en cette période de transition.

Cela ne semble pas être le cas et il semble qu'au contraire les possibilités existent d'éviter les trois obstacles précités.

D'abord parce que pour l'instant, le temps profite à la C.N.T. En effet, ce qui caractérise ces périodes de transition c'est l'absence d'une institutionnalisation des oppositions syndicales et politiques. Cette absence profite aux oppositions extra-institutionnelles, aux plus radicaux, donc aussi à la C.N.T. C'est ce qui explique la course effreinée que se livre la gauche légaliste et réformiste pour négocier « leur reconnaissance » avec le pouvoir. C'est ce qui explique aussi la complaisance du pouvoir envers ces tentatives. Pourtant, 40 années de fascisme ne permettent pas une institutionnalisation du jour au lendemain, tant les blessures sont profondes, les contradictions énormes, et les luttes pour le pouvoir acharnées. Dans ce contexte, les « luttes sauvages » ne peuvent que se développer... en attendant qu'existent de réelles possibilités de récupération et de remise en ordre. C'est dans ce champ que la C.N.T. joue une bonne carte et c'est dans cette période qu'elle se construira solidement pour l'avenir.

Cela explique son soutien à toutes les luttes. Cela explique qu'elle est la seule, avec ses moyens, à pratiquer une *solidarité active* avec les travailleurs en lutte, en cette période où tous les participants aux regroupements démocratiques (P.C., Maoistes, P.S...) ne voient dans les luttes qu'un appoint aux futures élections, et donc les freinent *ouvertement* et *officiellement*.

L'autre carte que la C.N.T. est la seule à pouvoir jouer, c'est sa capacité, grâce à ses principes organisationnels et à son orientation politique, d'intégrer à sa pratique d'autres aspects de la lutte des classes que sa composante strictement économique, et liée à l'usine. C'est bien sûr là que nous verrons si l'anarcho-syndicalisme, né *sur* le développement des forces productives peut se dépasser à une époque où il est de plus en plus évident que la société sans classe devra se passer de ce développement.

L'exil

On a, à mon sens, cru un peu faussement que la C.N.T. renaissait hors de toute influence de l'exil, ou du moins sans que celui-ci y soit pour grand-chose. Cela n'est probablement pas exact car on retrouve à l'intérieur de la C.N.T., en Espagne, toutes les tendances de l'exil représenté par des militants bien réels. Bien sûr, cela est loin d'être la majorité et il est certain que la grande part des militants cénétistes actuels sont *des jeunes* liés aux luttes de ces dix dernières années.

Cela explique la façon dont le problème de l'exil est en train de se régler. Lors du Plénum national des régions, il a été décidé :

« La C.N.T. d'Espagne proclame qu'elle se sent solidaire de la C.N.T. de l'exil, entendant par là *tous* les camarades qui vivent en dehors de nos frontières. De même elle propose que des délgués de chacun des deux groupes de l'exil s'incorporent avec voix au C.N. de l'intérieur, en leur conseillant de trouver une formule d'accord et de liaison. »

Donc refus très net de se laisser dicter une conduite par l'exil, refus aussi de se laisser empêtrer dans les luttes de tendance qui ne correspondent pas à la situation intérieure, refus de choisir un camp et de se déterminer par rapport à l'exil. Autonomie complète donc. Il est donc probable que les tendances qui se recomposeront en Espagne ne correspondront pas aux divisions que nous connaissons en France.

L'exil retrouve donc sa place : un groupe comme un autre dont la simple caractéristique est qu'il réside en France : il n'aura ni plus ni moins de poids que les autres.

Ce qui est clair pour l'instant, c'est que ces luttes de fraction ne paralysent pas pour l'instant le développement de la C.N.T. Ces luttes ne sont d'ailleurs pas également intenses dans toute l'Espagne. Elles sont plus fortes dans les régions « traditionnelles » (Catalogne, Valence) : elles sont beaucoup plus faibles ailleurs (Madrid, Andalousie, Aragon).

Mais enfin, dans l'ensemble, c'est une dynamique unitaire qui l'emporte un peu partout, et souhaitons que cela demeure ainsi.

Nous espérons pouvoir continuer, dans « La Lanterne Noire », à débattre du problème espagnol et donner le plus d'informations possible.

MARTIN.

DOCUMENTS

1. Syndicat de la construction

Plateforme élaborée conjointement par des camarades de l'U.G.T., de la C.N.T. et des Commissions ouvrières dans la région de Barcelone (dans le Bulletin de la Construction de la C.N.T. — Fédération de Barcelone — sept. 1976, n° 1)

1. Unification de la Construction en une seule plateforme globale (construction commerce, ciment).

2. Augmentation linéaire de 10.000 pesetas par mois sur le salaire de base, sans aucune réduction, pour 40 heures de travail hebdomadaire.

3. Révision salariale selon l'augmentation réelle du coût de la vie.

4. Maintien pour tous du salaire à 100 %, en cas d'arrêt de travail et pendant toute la durée de la situation.

5. Poste fixe sur les ateliers au bout de 15 jours.

6. Abolition des heures supplémentaires et de la rémunération aux pièces.

7. Suppression de l'intérêt (usure) et de la sous-traitance en tant que forme de super-exploitation.

8. Abolition de l'I.R.T.P. (impôts).

9. Retraite à 50 ans.

10. Maintien du salaire réel à 100 % en cas de retraite, infirmité, accident, ou service militaire.

11. Contrôle du fond de Sécurité Sociale par les travailleurs.

12. Contrôle effectif de la sécurité et de l'hygiène par l'assemblée des travailleurs.

13. Contrôle par les travailleurs de la production et des cadences.

14. Droit de réunion, d'association, d'expression et de manifestation.

15. Droit de grève quand les travailleurs le décident en assemblée, sans réquisition d'aucune sorte.

16. Négociation directe avec le patronat par le biais de délégués élus directement en assemblée.

17. Liberté syndicale.

18. Dissolution des corps de répression (B.P.S. - Police armée, Garde civile, C.N.S. - J.O.P. - Magistrature, Délégation du travail).

19. Annulation des cotisations syndicales obligatoires et retour à la classe ouvrière de toute la richesse syndicale accumulée pendant les 40 ans de fascisme. Et en même temps, nous demandons l'abandon de la C.N.S. et la démission publique de toutes les charges syndicales.

20. Liberté pour les prisonniers politiques et syndicaux sans exception.

21. Réintégration de tous les licenciés pour motifs professionnels ou syndicaux.

22. Retour des exilés sans exception.

---

2. Enseignants de la C.N.T.

Le Syndicat Enseignant de la C.N.T. et ses objectifs de lutte contre l'éducation institutionnalisée, et pour un apprentissage libertaire.

Nous concevons notre syndicat de l'enseignement comme une organisation qui, déjà, éclaire la structure de la société autogestionnaire et fédérative. Pour cela, et pour en finir avec les détenteurs d'une culture spécialisée, notre syndicat impulse l'organisation, en chaque endroit, de toute personne directement concernée par une activité éducative, et qui partage les conceptions de

l'anarcho-syndicalisme proposées par la C.N.T., qu'elle soit professeur, étudiant, puéricultrice, psychologue, personnel administratif, personnel de l'entretien (nous incluons dans ce point les parents qui, par leur travail, côtoient directement l'enseignement, tant privé que public, de leurs enfants). Nous nous opposons donc à la séparation classique et étatique des « mouvements d'enseignant », du « personnel administratif », des « parents », etc.

Cette organisation des anarcho-syndicalistes dans le système actuel d'enseignement répond à notre conception autogestionnaire du processus révolutionnaire, conception qui se nourrit aussi bien des luttes de tous ceux qui subissent l'enseignement, pour en finir avec le système des classes, l'autoritarisme et l'ennui des centres actuels d'éducation, que de la créativité et des expériences d'apprentissage libertaire, qu'elles soient d'authentiques alternatives de l'intérieur, ou venant volontairement de l'extérieur du système actuel d'enseignement et en marge de son contrôle.

Notre organisation est aussi ouverte à toutes les personnes sensibilisées par ces problèmes, à ceux que le caractère oppressif de l'actuel système d'enseignement a amené à se marginaliser et à essayer des pratiques alternatives d'apprentissage.

Le syndicat de l'enseignement dénonce les fonctions de classe et bureaucratique des centres actuels d'enseignement, par l'action directe (la pratique immédiate pour imposer des solutions alternatives, et la non-distinction entre fins et moyens). Les assemblées sont l'unique organe de décision du syndicalisme autonome, dont la souveraineté n'admet la délégation à aucune institution médiatrice.

Conséquente avec sa tâche de créer une conscience collective — la culture ayant été enlevée des mains de la collectivité et retournée contre elle — la C.N.T. refuse de perpétuer les diverses corporations existantes dans le système éducatif actuel. Toute lutte révolutionnaire dans l'enseignement doit incorporer la lutte pour la destruction du système d'enseignement lui-même, en tant qu'institution différenciée, de même que la lutte pour un apprentissage libre, et, en particulier la disparition des corps professionnels et technocratiques, unique garantie de disparition de son opposé dialectique : l'étudiant comme matière première du complexe industriel éducatif.

Notre activité pour l'émancipation sociale, en tant que groupe d'individus liés actuellement au système éducatif, adoptera comme objectifs immédiats :

— la lutte contre toute tentative pour maintenir ou aggraver les différences entre couches sociales ;

— contre la manipulation éducative des enfants d'un âge physique et mental qui les rend incapables de se défendre des volontés des adultes ;

— contre tout le processus de sélection, intrinsèque à tout système d'enseignement institutionnalisé, qui, aujourd'hui, commence à la maternelle et se termine à l'université, système de cloisonnement étanche et autoritaire ;

— contre la parcellisation de l'apprentissage, en cours, disciplines séparées, horaires, programmes et toutes les ritualisations de l'activité scolaire ;

— contre la main-mise et le profit, patronal ou étatique, sur l'apprentissage ;

— contre le système des examens et autres obligations d'évaluation ;

— contre les titularisations et leur hiérarchisation de privilèges ;

— contre les taxes, bourses, matricules et autres formes de commercialisation monopoliste et discriminatoire du processus d'apprentissage ;

— contre l'isolement académique de la recherche scientifique par rapport au travail collectif, et en général du savoir par rapport à la vie ;

— contre le cursus de fonctionnaire et les oppositions de l'état, en tant que forme de sélection professionnelle ;

— contre les salaires de misère et l'exploitation intensive spécialement pour la femme, utilisée comme main-d'œuvre auxiliaire des fonctions éducatives en général, et des tâches subordonnées d'entretien et d'administration en particulier ;

— contre les différences de salaires et de fonctions des travailleurs de l'industrie et de l'enseignement ;

— contre l'autoritarisme et les cérémoniaux élitistes et répressifs de l'appareil scolaire et académique ;

— contre la différenciation stérilisatrice des rôles distincts entre professeurs et élèves ;

— contre les confessionnalismes idéologiques et tout type de dogmatisme ;

— contre la séparation physique et culturelle entre les centres éducatifs et les communautés locales.

En échange, le syndicat de l'enseignement de la C.N.T. lutte pour le développement des

tâches d'apprentissage et de leurs authentiques protagonistes : les individus, les groupes naturels et leur libre fédération ; pour la redistribution égalitaire des ressources sociales, pour l'intégration de l'activité corporelle et intellectuelle, pour l'unité de tous ceux qui sont concernés par le système de l'enseignement institutionnel afin de s'en émanciper, pour la pleine liberté individuelle, culturelle et syndicale, pour la critique constante de toute conception établie, pour la continuelle expérimentation de nouvelles formes d'apprentissage liées à l'entourage social et naturel, basées sur le jeu, l'art, le respect des individus et l'appui mutuel, pour l'abolition de la vente du travail en échange d'un salaire, et de la commercialisation de l'élève et du savoir comme marchandise.

Le syndicat de l'enseignement de la C.N.T. stimulera la formation de ses militants sur ces objectifs révolutionnaires, et contribuera à étendre les tâches d'apprentissage libertaire parmi les anarcho-syndicalistes et les travailleurs.

Dans cette perspective, le syndicat de l'enseignement n'a pas de sens en lui-même, mais seulement comme une branche de lutte de plus, coordonnée avec les autres travailleurs des autres industries dans la C.N.T. et l'A.I.T., en vue de la récupération des ressources économiques et culturelles — séquestrées par le capital et par l'état — pour des communautés égalitaires, autogérées et librement fédérées.

Sur le chemin de l'apprentissage libertaire d'une société autogérée, les militants du syndicat de l'Enseignement de la C.N.T. proposent et acceptent des actions unitaires avec tous ceux qui proposent aussi l'auto-émancipation des communautés naturelles et le développement par ces groupes de leur propre élaboration culturelle et éducative.

C.N.T. A.I.T.
(Fédération locale de Madrid).
Syndicat de l'Enseignement.
Juin 76.

Texte paru dans
« Alternativa Libertaria
a la Enseñenza ».
Bulletin du syndicat enseignant
de la C.N.T.

A MONTROUGE

Un collectif de copains est sur le point d'ouvrir une librairie, *La Boulangerie* (Pâtisserie) à Montrouge, et d'en faire un lieu de rencontre et d'activité.

Ils se proposent non pas de créer une quelconque organisation, mais de constituer un pôle de regroupement pour soutenir divers contacts autonomes :
- assurer un lieu d'information des groupes, comités ou individus ;
- prendre des initiatives sur la vie quotidienne (cadre de vie, urbanisme, réseau alimentaire, etc.) ;
- éditer, rééditer (S ou B, N et R, Spartacus, Affiches, par exemple), diffuser ou maintenir la diffusion de la presse parallèle.

Différentes formes de participation peuvent être envisagées, tant du point de vue :
- de la gestion,
- des travaux,
- du financement,

que du prêt des bouqins.

Ce local fait 160 m^2 !! Y a du pain sur la planche !

Ils vous disent à bientôt.

Pensez à renouveller votre abonnement.

LA TERREUR D'ETAT EN ARGENTINE ET EN URUGUAY

En ce temps-ci, où le Goulag devient planétaire, parler de la répression est une tâche monotone et terrible. Des gibets de l'Iran aux asiles psychiâtriques en U.R.S.S. tous les moyens possibles et imaginables sont mis au service de la raison d'Etat pour anéantir la révolte, pour affirmer la domination et l'exploitation. A l'époque des multinationales, les écoles de torture sont internationales et les polices ont aboli — pour elles et seulement pour elles — les frontières.

Dans la zone sud de l'Amérique Latine un nouveau nazisme prend forme et se développe sous le regard bienveillant des Etats-Unis. Le coup d'Etat militaire fasciste de Pinochet fut préparé par la C.I.A. Dans un style moins spectaculaire au début mais de plus en plus violente, la répression en Argentine et en Uruguay commence à dépasser celle du Chili.

Au moment du dernier coup militaire en Argentine — le 24 mars 1976 — on parle offciellement de 4 000 prisonniers politiques. Six mois plus tard, on les calcule entre 25 et 30 000 Ces emprisonnés sont dans des conditions de détention épouvantables dues à l'encombrement des prisons, au fait que depuis novembre 1975 plusieurs prisons sont dans la juridiction militaire, à la pratique courante de la torture et à l'application de la « ley de fugas »*. En même temps le climat général, économique, social et politique se dégrade constamment. L'inflation monstrueuse, une politique économique propre aux classes supérieures et le contrôle policier des mouvements de protestation se développent en même temps que la terreur d'Etat et que la revendication idéologique d'un certain nazisme.

A l'égal de ce qui s'est passé au Guatemala, la séquestration et l'assassinat sont une entreprise politique réglée soigneusement (1). On évalue à 2 000 les assassinats politiques commis par les A.A.A. entre 1973 et 1975. Aujourd'hui les 3 A n'agissent plus sous ce sigle et la technique a un peu changé. Jusqu'à l'année dernière la séquestration était suivie de l'apparition du cadavre, souvent susceptible d'être reconnu. Actuellement, après la séquestration, le silence absolu ; de temps en temps, des piles de cadavres non identifiables sont trouvées. On pense qu'en réponse aux actions de la guérilla ces cadavres sont le résultat de l'exécution de prisonniers-otages. Les groupes chargés de cette besogne opèrent dans la plus grande impunité : ils sont formés par des gens de l'extrême droite, policiers et militaires, ils conservent des rapports hiérarchiques entre eux et ne cachent pas trop leur appartenance aux corps armés de l'Etat (2). Ils se promènent dans la ville dans des Ford Falcon, en civil et avec des armes longues ; les perquisitions ont lieu aussi bien de jour que de nuit, les logements étant saccagés et pillés. Non seulement la personne recherchée est emmenée, mais d'autres membres de sa fa-

---

* Loi autorisant à tirer à vue sur un prisonnier en fuite, qui sert d'alibi à de nombreuses liquidations.

(1) Au Guatemala, on estime que 15 000 personnes ont été tuées de cette façons entre 1970 et 1975 (Amnesty Inter.).

(2) Voir la brochure **Un témoignage. Corruption dans l'armée et la police uruguayenne.** Edité par le Comité de défense des prisonniers en Uruguay, 67, rue du Théâtre, Paris 15e.

mille et parfois tous ceux qui s'y trouvaient (3).

Etant donné que la finalité de ces procédés est intimidatoire, terroriste, ils ne s'exercent pas seulement sur les militants syndicaux ou politiques et leurs proches, mais aussi sur les couches intellectuelles de la bourgeoisie libérale, par exemple et très spécialement les avocats qui ont osé défendre les prisonniers, des psychiâtres et psychologues (il y a une liste de 10 disparus), des journalistes, etc.

Les bandes nazi-fascistes affichent publiquement leur idéologie. Dans les rues de Buenos Aires est apparue la vieille littérature nazie et commence la persécution des Juifs. La persécution idéologique a pris une telle ampleur que les gens détruisent spontanément tous les livres en rapport, si lointain soit-il, avec le marxisme, la révolution et même Freud, considéré subversif par les nouveaux maîtres (4).

L'agitation ouvrière fut très importante pendant les dernières années, malgré le niveau de corruption atteint par la bureaucratie syndicale, jamais égalé dans le pays, et leur compromission politique avec le peronisme officiel. Le contrôle est très sévère et les grèves sont interdites; cependant, quelques grèves très importantes se développent, telles que celles de Luez et Fuerza (électricité) dans les mois derniers. De plus en plus le sabotage devient une technique d'action, surtout dans l'industrie automobile.

Des centaines de milliers de réfugiés latino-américains sont gravement menacés. Un exemple parmi d'autres: le 21 mai on a découvert les corps mutilés de 5 Chiliens.

Dans les six mois derniers, la collusion entre la police uruguayenne et argentine a permis l'action de commandos « mixtes » — de militaires et policiers, uruguayens et argentins — qui opèrent sur les deux rives du Rio de la Plata. Ceci a permis l'assassinat ou la séquestration d'une centaine de militants de la R.O.E. (Résistance Ouvrière-Etudiante), la plupart exilés en Argentine. En ce qui concerne l'Uruguay le nombre de prisonniers politiques dépasse les 6 000, proportion énorme compte tenu du fait que la population du pays est de 2 millions et demi d'habitants. Devant une situation de récession économique et de forte inflation — comme partout en Amérique Latine, sauf le Venezuela — le dépeuplement est grand et les forces armées, qui sont devenues pendant les dernières années des forces d'occupation, ont expulsé du pays un demi-million d'habitants. Cette migration économique et politique s'acheminait généralement vers l'Argentine.

Nous avons déjà dit que la répression a durement frappé ces derniers temps les camarades de la R.O.E. Cette organisation fut créée en 1968 par des camarades de la F.A.U. (Fédération anarchiste Uruguayenne) pour faire face à la dictature, après la suppression de toutes les organisations politiques de gauche (1967: décret qui ordonne la dissolution de la F.A.U., du

---

(3) I. Le 14 août 1975, les parents, frère et sœur de Mariano Pujals (un guérillero tué en 1972) furent enlevés de leur domicile et exécutés. Leurs corps furent ensuite détruits à la dynamite. **Amnesty International.** Rapport annuel 1975-1976, p. 84.

II. Dans la nuit du 14 au 15 juillet dernier, vers les trois heures du matin, un groupe d'hommes armés se présenta au domicile de la famille Tarnopolsky, sis au numéro 2600 de la Rue Pena, à Buenos Aires. Supposément munis d'un mandat d'arrestation contre la jeune fille Bettina, étudiante de 15 ans, les hommes armés firent d'abord sauter la porte à l'aide d'une bombe, puis pénétrèrent dans la maison. Comme la jeune étudiante ne s'y trouvait pas, puisqu'elle était allée dormir chez sa grand-mère, ils prirent comme otages ses parents qui n'avaient pourtant jamais milité dans aucun parti politique, et les emmenèrent de force sans même leur permettre de prendre avec eux du linge chaud pour se protéger du froid d'hiver. Ils les obligèrent alors à les conduire au domicile de la grand-mère, où se trouvait Bettina, ainsi que chez leur fils aîné qui effectuait alors son service militaire et qui ne se trouvait pas chez lui ce soir-là, étant donné que les troupes avaient été consignées dans leurs casernes. Néanmoins, ils emmenèrent son épouse Laura Tarnopolsky. Les trois domiciles furent fouillés de fond en comble par le groupe armé qui non seulement détruisit de nombreux effets personnels mais s'empara de plusieurs objets de valeur. Les cinq personnes, y compris le fils aîné Sergio, ont depuis lors disparues et on est sans nouvelles d'elles. Les multiples démarches effectuées par la famille auprès du ministère de l'Intérieur, le recours d'Hal beas Corpus présenté devant différents tribunaux ainsi que les recherches entreprises par la Chambre argentine de l'industrie chimique n'ont donné aucun résultat et aucune de ces personnes n'est réapparue.

(4) Il est significatif du climat idéologique réactionnaire, moyen-âgeux, la persécution dirigée sur les sciences sociales, en particulier la psychologie et la psychanalyse, considérées subversives et contraires à la morale, la famille et la patrie. Un exemple: tous les patients en « psychothérapie de groupe » doivent être déclarés au commissariat du quartier. Les Centres de Santé Mentale ont été démantelés et on leur applique la « Loi de Sécurité » qui permet de faire cesser immédiatement dans ses fonctions tout employé soupçonné de non-conformisme idéologique.

Mouvement Révolutionnaire Oriental, du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, Mouvement d'Action Populaire Uruguayenne, et Parti Socialiste).

Entre septembre 1975 et avril 1976, la R.O.E. publiait et faisait circuler en Uruguay *7a Semana* (hebdomadaire) et *En pocas palabras* (En quelques mots), ce dernier avec un contenu plus agitateur, ainsi que le *Boletin de la Résistencia*.

Dans le courant du mois de juillet, un commando de policiers et militaires séquestra à l'intérieur de l'Ambassade du Venezuela l'institutrice Elena Quinteros de Diaz, militante de la R.O.E. Quelques jours après, fin juillet, de nombreux militants syndicaux de l'entreprise Funsa-Firestone, de la Banque d'Assurances et d'autres lieux de travail furent détenus et torturés.

Peu après le coup militaire en Argentine, le 28 mars, trois militants de la R.O.E. furent détenus quand ils essayaient de passer la frontière. A la même époque furent séquestrés à Buenos Aires Telba Juarez, Eduardo Chizzola et Ary Cabrera (R.O.E.). On retrouva les corps des deux premiers, criblés de balles, dans les rues de Buenos Aires. Des cadavres qui ne purent pas être identifiés, avec des traces d'atroces tortures, commencèrent à apparaître sur les côtes uruguayennes.

Le 8 juin fut détenu, à son domicile, à Buenos Aires, Gerardo Gatti, 46 ans, qui avait été militant des Arts Graphiques de Montevideo et l'un des fondateurs et animateurs de la F.A.U. entre 56 et 67, époque à laquelle la F.A.U. entre dans la clandestinité. Il participa à la fondation de la centrale unitaire Convention Nationale de Travailleurs (C.N.T.), fut membre du secrétariat et militait dans la tendance libertaire minoritaire.

Gatti avait collaboré aussi à plusieurs publications anarchistes: *Lucha Libertaria* (5) (périodique) et *Rojo y Negro* (revue) ainsi qu'aux *Lettres de la Fau* qui circulaient même après la dissolution publique de cette organisation. Il avait été le directeur du journal *Epoca* jusqu'à sa suppression (par décret) et fut un des fondateurs de la R.O.E. En application des « Mesures Spéciales de Sécurité » fut détenu en 1970. Emprisonné et torturé à plusieurs reprises, il s'était exilé en Argentine en 1973.

Le 15 juin, une semaine après son arrestation, les autorités argentines informèrent le Juge que Gerardo Gatti n'était pas emprisonné en Argentine.

Le 20 juin fut détenu Enrique Rodriguez Larreta, journaliste, militant de la R.O.E., pendant qu'il circulait dans le centre de Buenos Aires. Il ne fut pas retrouvé, et quelques jours plus tard, pendant qu'ils réalisaient des démarches pour essayer de le retrouver, sa femme et son père furent séquestrés. Dès lors, on n'a plus eu de nouvelles d'eux.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet on perquisitionna plusieurs logements de réfugiés uruguayens. Parmi les nombreux détenus se trouvaient : Léon Duarte, ancien militant de la F.A.U., membre de la R.O.E., militant ouvrier de l'industrie du caoutchouc, fondateur de la C.N.T.U. et membre du secrétariat; José Félix Diaz (mari de l'institutrice séquestrée à l'Ambassade du Venezuela à Montevideo) ; Margarita Michelini (6) ; Raul Altuña — tous militants de la R.O.E. et deux enfants âgés de 18 mois et de 20 jours.

Pendant la deuxième quinzaine du mois d'août, Washington Perez — actuellement exilé en Suède — publia un témoignage qui parut dans la presse bourgeoise de plusieurs pays d'Europe, dénonçant les méthodes employés par l'armée et la police.

W. Perez, ancien ouvrier du caoutchouc, qui travaillait comme vendeur de journaux depuis deux ans, à Buenos Aires, fut séquestré pour servir d'intermédiaire, dans un plan *supposé* d'extorsion de fonds à la R.O.E. Entre juin et juillet il voit vivants Gatti et Duarte, tous les deux présentant des signes évidents d'avoir été sauvagement torturés.

Début octobre, de nouvelles arrestations ont été effectuées en Argentine et on connaît les noms de 22 camarades, militants de la R.O.E.

Un autre groupe de camarades et deux enfants furent tués dans le siège d'une maison, après 12 heures de lutte dans laquelle l'armée intervint avec armes lourdes.

De la centaine de militants dont on a parlé plus haut, on sait jusqu'à présent qu'en-

---

(5) Au moment de la création de la F.A.U., en 1956, le journal anarchiste **Voluntad** devint son porte-parole avec le nom de **Lucha Libertaria** mais en gardant l'ancienne numérotation.

(6) Fille du sénateur uruguayen Zelnar Michelini, qui fut séquestré à Buenos Aires avec le président de la Chambre de Députés Uruguayenne, Hector Gutierrez Ruiz. Leurs corps criblés de balles furent retrouvés le 21 mai, ainsi que les cadavres de 2 autres réfugiés uruguayens.

viron 12 sont morts, et plus ou moins 20 commencent à apparaître entre les mains de la police uruguayenne. Des autres, on est sans nouvelles.

Un autre groupe de camarades anarchistes uruguayens qui en 1956 faisaient partie de la F.A.U. — jusqu'à une scission survenue en 1964 — constituaient depuis 1955 le noyau central d'une communauté de vie et de travail installée à Montevideo. Cette communauté qui avait l'une des imprimeries les plus importantes de la ville, subit une répression constante jusqu'à l'écrasement total.

Après d'innombrables perquisitions, et la détention par périodes plus ou moins prolongées de la totalité des adultes — dont plusieurs brutalement torturés — et l'impossibilité d'utiliser l'imprimerie, qui était leur seul moyen de vie, la Communauté du Sud se vit contrainte à s'exiler. Quelques-uns se sont installés au Pérou, d'autres réussirent à sortir avec l'aide d'Amnesty International vers l'Europe. Un autre groupe (7 personnes) lié aussi à la communauté, moins chanceux, passa en Argentine. Ils y furent arrêtés et torturés et sont emprisonnés depuis un an.

La diffusion de ces informations a pour nous deux finalités fondamentales : l'une c'est de participer à l'œuvre de solidarité internationale indispensable à la lutte que mènent les camarades de l'Amérique Latine. L'autre c'est d'appeler tout le mouvement anarchiste européen à réfléchir sur les menaces impliquées dans le futur immédiat d'une société libérale avancée qui cache sous un voile de pudeur la force inhérente à l'Etat et le capital et à laquelle les classes dominantes feront appel dès qu'elles verront en danger leurs prérogatives économiques et politiques.

SYRS.

Dans le prochain numéro de *La Lanterne Noire* nous espérons pouvoir présenter un exposé des positions idéologiques et stratégiques de la R.O.E. et de son évolution depuis les origines de la F.A.U. Nous donnerons aussi une information plus complète sur la Communauté du Sud, de Montevideo.

DERNIERES NOUVELLES D'IRLANDE

Les camarades irlandais que nous avons pu joindre étaient pessimistes quant à l'issue du verdict, attendu (le 15-11) d'un jour à l'autre ; l'exécution suivrait de 10 à 18 jours au plus. Le Premier ministre Cosgrave, de même que divers ministres (dont celui de la Défense, P. Donegan, et celui de la Justice, P. Cooney) ont fait savoir qu'ils voulaient la peau des Murray. Le retard de la Cour Suprême, lié à la crise présidentielle que traverse actuellement l'Irlande du Sud, est de mauvais augure. Car c'est justement l'attitude réservée du Président Carroll Daly (gaélicisé en Cearbhall O Dalaigh) à l'égard de certaines des mesures répressives du gouvernement Cosgrave qui l'a amené à démissionner, après que le ministre de la Défense l'ait insulté publiquement, sans être désavoué par le conseil des ministres.

A un juriste soucieux de rester au-delà de la mêlée succède un politique, Patrick Hillery, membre du parti d'"opposition Fianna Fail (« Combattants du Destin », en gaélique : les héritiers nantis du mouvement Républicain des années 20), donc peu enclin à se montrer en reste de fermeté. C'est à lui qu'échoit en dernier lieu de décider de l'exécution des Murray (la première qu'ait connu l'Irlande du Sud depuis 1954), et de marquer ainsi le début de sa magistrature. Sa carrière internationale (il représentait l'Irlande à la Commission Européenne) le rendra-t-elle alors plus sensible aux réactions possibles à l'étranger ?

Le Comité Irlande (gauchiste, pro-républicain) a édité une traduction de la brochure du Comité de défense des Murray (2 F, à CEDETIM, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris). Le Mouvement d'Action Judiciaire a envoyé trois observateurs (dont Mᵉ Jouffa) à Dublin. Jean-Paul Sartre a envoyé un télégramme de protestation. Mais que font les anarchistes ?...

En Italie, la Fédération anarchiste a lancé une campagne en faveur des Murray, sans toutefois leur accorder le label anarchiste. En France, la F.A., moins inquiète, pousse cette position jusqu'à sa conclusion logique, et refuse de faire quoi que ce soit pour eux (sauf un communiqué cet été). Des articles ont été publiés dans Front Libertaire (organe de l'O.C.L., ex-O.R.A.), Basta, Le Réfractaire...

Après l'Espagne et Puig Antich, l'Irlande sera-t-elle le premier pays d'Europe à exécuter des anarchistes ?

Oui, il faut défendre les Murray

Au moment de boucler le numéro, la Cour Suprême de Dublin, siégeant depuis le 1er novembre, n'avait toujours pas rendu son verdict sur le recours en cassation de Noël et Marie Murray, condamnés à mort par la Cour Criminelle Spéciale de Dublin le 9 juin 1976.

Qui sont les Murray ? Des « criminels » pour le pouvoir — tous les pouvoirs irlandais, que ce soit le gouvernement ou les deux IRA —, des anti-impérialistes pour l'extrême-gauche européenne, qui en parle bien peu (un article dans *Libération* du 26 juillet, quelques autres dans *Rouge* et *Le Quotidien du Peuple*, c'est-à-dire rien).

Il est vrai que l'Irlande gêne : trop lointaine pour comprendre un conflit qui s'éternise au Nord (guerre de religions ? révolution nationale avortée ?) ; trop proche pour que l'affrontement sanguinaire entre communautés (près de 1 700 morts en 7 ans, dont plus de 250 depuis le début de l'année, pour 1 500 000 habitants en Irlande du Nord) puisse être aisément escamoté, comme au Liban, sous le voile pudique et acceptable d'une guerre civile entre « gauche » et « droite »*.

Mais qui sont les Murray ? Car si l'Irlande gêne, c'est en fait leur personnalité qui gêne tout le monde bien plus encore. Noël a 27 ans, Marie en a 28. Tous deux sont originaires d'Irlande du Sud et se sont intéressés très tôt au sort d'une province — l'Irlande du Nord — alors laissée pour compte dans le jeu politique du Sud : par les politiciens en place, bien sûr, mais aussi par le Mouvement Républicain (IRA et Sinn Fein) lui-même, tombé depuis 1963, sous la coupe des staliniens locaux. Noël Murray adhéra au mouvement en 1966, Marie Mac Philipps en 1968. Ils se donnèrent avec ardeur à la cause d'une République des Travailleurs dans une Irlande réunifiée, avec d'autant moins d'arrière-pensées que l'idéal républicain est pratiquement le seul à s'offrir aux jeunes qui refusent le cadre des institutions établies : en Irlande, être révolutionnaire signifie d'abord, et tout naturellement, lutter contre l'occupant britannique au Nord, et contre la bourgeoisie capitularde et vendue du Sud.

Noël et Marie Murray (mariés en 1973) ont commis un crime impardonnable : fidèles au Mouvement Républicain « officiel » lors de la scission des « Provisoires » en 1970 (Marie sera membre du comité régional de Dublin de 1970 à 1973, assurant le poste de trésorière en 1971-72), ils n'ont plus supporté les tournants d'une ligne à nouveau reprise en main par les staliniens, et ont quitté le Mouvement Républicain en 1973, pour continuer la lutte comme ils l'entendaient : attaques de banques pour alimenter les caisses du groupe et financer la propagande et les actions directes. Dans une atmosphère de guerre civile, où l'action politique est inséparable de l'action militaire (avec les formes d'organisation et de discipline que cela implique), leur trahison était de ne plus faire cela pour le compte de leurs maîtres « officiels », mais au sein d'un groupe anarchiste de Dublin, le « New Earth Collective ». Ils étaient désormais isolés, et la proie facile de tous les pouvoirs.

En juillet 1974, ils sont arrêtés avec d'autres membres du groupe (dont Des Keane, Bob Cullen, Columba Longmore,

toujours détenus à la prison militaire du Curragh), inculpés de hold-ups et du mitraillage de l'ambassade d'Espagne à Dublin (lors de l'exécution de Puig Antich). Relâchés sous caution, ils passèrent dans la clandestinité dès le mois de novembre, sous le nom de John et Ann Finley. Ils semblent avoir mené une vie relativement rangée, à une époque où la coalition gouvernementale (au pouvoir depuis février 1973), dominée par le parti conservateur Fine Gael, avec la participation du Parti Travailliste Irlandais, intensifiait la répression contre tous les groupes contestataires, et les gestes de bonne volonté (coopération « anti-terroriste ») à l'égard des autorités britanniques. L'occasion rêvée de *faire un exemple* advint le 11 septembre 1975, lors d'une attaque de banque dans la banlieue de Dublin. Le policier Michael Reynolds, qui passait par-là avec sa famille (de repos ce jour-là, il allait toucher sa solde), poursuivit le commando des attaquants, et fut abattu.

Sans autres indications que de vagues signalements, la police multiplia les perquisitions dans les milieux gauchistes et anarchistes, décidant de frapper un grand coup le 8 octobre, avec l'arrestation de Ronan Stenson et des Murray. Interrogés brutalement pendant toute la journée (Noël Murray eut la tête plongée dans les excréments d'une cuvette de w.-c. par des policiers déchaînés qui menaçaient de l'y noyer), ils finirent par signer n'importe quoi. Ces « aveux » constituant les seules preuves retenues contre eux, des pièces à conviction décisives furent « ajoutées » au tableau de chasse de la perquisition de leurs domiciles : ainsi le pistolet qui aurait servi à tuer Reynolds, en fait retrouvé lors d'une perquisition absolument distincte, à 10 km de là !

Gardés au secret plus de six mois, malgré les communiqués trompeurs d'un gouvernement qui affirmait qu'ils « jouissaient de tous les privilèges accordés aux prisonniers politiques », ils subirent une parodie de jugement devant la Cour Criminelle Spéciale. Cette juridiction d'exception, qui traite des atteintes à la sûreté de l'Etat, siège sans jury, sous la présidence d'un ancien magistrat de 76 ans, le juge Pringle, rappelé spécialement de la retraite pour cette besogne ; les deux autres juges sont nommés directement par le gouvernement, et la parole d'honneur des policiers y vaut toutes les preuves. Le gouvernement, après avoir accordé des obsèques nationales au policier Reynolds, et monté l'affaire en épingle, voulait la tête des inculpés. Les juges lui offrirent celles de Noël et Marie Murray. Ronan Stenson, lui, leur avait échappé, en perdant la tête d'une autre manière : il est actuellement détenu à l'hôpital psychiatrique de Dublin, à la suite des sévices qu'il a endurés.

La presse irlandaise a été muselée, les deux seuls journaux ayant publié des lettres critiquant les autorités et le tribunal dans cette affaire se voyant lourdement condamner pour « outrage au tribunal ». La presse internationale se tait. Le Mouvement Républicain ne veut plus entendre parler de ces transfuges. Les rares militants du Comité de défense des Murray sont en butte à la fois aux poursuites des autorités et à l'hostilité des militants qu'ils peuvent joindre. Eux-mêmes républicains pour la plupart, ils considèrent que l'anarchisme des Murray est l'élément le plus indéfendable d'un dossier déjà difficile : s'il est dur de survivre physiquement en Irlande pour un militant anarchiste face aux appareils républicains, il est pratiquement impossible d'y survivre politiquement.

Trop anarchistes pour plaire aux anti-impérialistes chevronnés, trop républicains malgré tout pour répondre aux exigences des militants libertaires européens, trop irlandais en un mot pour rentrer dans les catégories mentales de notre militantisme familier, les Murray vont mourir, ou connaître cette mort vivante qu'est la réclusion perpétuelle. Avec eux, c'est la flamme libertaire, si hésitante et vacillante en Irlande, occultée par leurs proches eux-mêmes, que le pouvoir a décidé d'étouffer.

P. L.

---

* Pour ceux que ce problème intéresse, rappelons les rares études valables parues en France à ce sujet : *La rumeur irlandaise* de J.-P. Carasso (Ed. Champ Libre, 1970) ; le numéro spécial des *Temps Modernes* de juin 1972 (n° 311, réalisé par des camarades proches d'I.C.O.) ; et *Le drame de l'Irlande* de M. Goldring (Bordas, coll. « Connaissances », 1972), stalinien mais honnête.

L'ISOLEMENT DANS LE FASCISME TECHNOCRATIQUE

Lorsque nous nous apercevrons que nous parlons dans un désert, il sera un peu tard pour utiliser des porte-voix. Peut-être faut-il craindre la grande mystification que représente le fait que nos discours s'expriment encore et recueillent ici ou là quelques oreilles compatissantes ou sympathisantes. Sans doute faut-il voir dans le remplacement de Marcellin par Chirac puis par Poniatowski au ministère de l'Intérieur plus qu'une de ces traditionnelles valses qui permettent à tout un chacun de se partager le fameux gâteau du pouvoir. La répression a en fait changé d'orientation : la France est passée plus ou moins doucereusement d'un régime libéral de droite classique à un régime libéral de techno-droite : Schmidt n'a pas hésité à y reconnaître les siens.

Plioutch qui, par ailleurs, ne pousse pas bien loin son analyse du système soviétique, ne se trompe pas quand il voit entre les orientations de « l'Est » et de « l'Ouest » une convergence vers un fascisme technocratique. Les deux termes et leur liaison méritent d'être explicités. On commencera par technocratie.

La France en donne un exemple assez clair avec ses politiciens ou ses administrateurs directement sortis de l'E.N.A., son duo célèbre Attali-Stoleru, pendant bien plus inquiétant parce que bien plus puissant du duo Mitterrand-Giscard. Pendant que s'agitent sur le devant de la scène ceux qui aspirent aux fonctions et surtout aux apparences du pouvoir, d'autres manipulent celui-ci, un peu plus dans l'ombre, un peu plus discrètement. Il y a donc maintenant des spécialistes clairement avoués de l'administration de nos affaires, des détenteurs d'un savoir, d'un pouvoir auquel nous n'avons aucune part, sinon peut-être de choisir entre l'un et l'un, l'autre et l'autre.

Ce n'est pas un hasard si Stoleru est ministre du travail manuel. Le libéralisme avancé fait profession de social tout comme la social-démocratie en Allemagne : les uns et les autres sont les frères jumeaux porte-drapeaux du socialisme : fin finale du capitalisme sauvage, répartition de la croissance, délégation de pouvoir, contrôle syndical... Pendant ce temps, progressivement et sûrement, entre dans les têtes la complexité croissante de l'appareil socio-économique ; complexité qui nécessite le recours à des spécialistes. Non plus des spécialistes-représentants (démocratie classique : on élit des députés ; à noter que ni Attali ni Stoleru ne le sont) mais des spécialistes gestionnaires : la « politisation » des cantonales, des municipales en est un signe : ce n'est plus au niveau de la gestion de la commune ou du département que se situent les choix mais à celui du gain du pouvoir central. Alors s'installe un processus de non-responsabilisation, de désintérêt : il s'agit de survivre tout en profitant non de vivre tout en réalisant. Quelques jeux, compétitions sportives entretenues à grand renfort de sondages, de débats dits contradictoires nous sont concédés : la grande finale de Coupe de France Mitterrand-Giscard reste bien incertaine et les supporters de l'une ou l'autre équipe se livrent aux mêmes « débordements » que ceux de Bastia. Le plastic peut servir pour les deux causes et fait sauter le couvercle de la marmite sans nous empêcher de mijoter, ni d'être progressivement gavés, oies incapables de pousser le moindre cri d'alarme, cordes vocales étouffées par la graisse.

Le consensus dont on nous parle tant à l'heure actuelle n'est pas un vain mot : il fonctionne à peu près correctement dans une Allemagne qui s'est plus ou moins délivrée des péchés du nazisme et qui prospère à l'ombre de la social-

démocratie. Quelles revendications restent-il dans une croissance économique continue et aux fruits assez bien répartis : le socialisme est là, au pouvoir institutionnel et dans les faits socio-économiques. Giscard ne rêve que de ça, se voyant, origines obligent, en Roi de France comme il y a un roi de la Suède « ex-socialiste ». Les technocrates mettent en place, fortifient un système injuste mais confortable : les quelques voix qui s'élèvent parviennent aux oreilles de tous dans un écho déformé par les média qui nous contrôlent bien plus que nous ne les contrôlerons jamais.

Les pays dits socialistes sont parvenus aux mêmes résultats par les mêmes moyens : la croissance économique de l'Allemagne de l'Est n'a sans doute pas grand-chose à envier à celle de l'Allemagne de l'Ouest. La traduction au niveau politique est quasiment identique : à la génération des vieux politiciens staliniens succède plus ou moins aisément celle des technocrates élevés dans le sérail : Gomulka est remplacé par Gierek, Rakosi par Kadar, Ulbricht par Honecker. Quelques brèches s'ouvrent par lesquelles tentent de s'engouffrer des forces populaires longtemps comprimées (insurrections hongroises, allemandes, polonaises), mais vite réprimées.

C'est sur cette forme de répression : intervention de l'armée soviétique, massacres et fusillades qu'il convient de s'interroger aussi. Bien évidemment elle trouve leur pendant dans des pays comme le Chili mais on peut se demander si elle n'est pas, sinon dépassée du moins réservée aux moments de lutte sociale intense : à cet égard, je serais en Italie, je me ferais quelques soucis...

Mais en l'absence de ces luttes sociales, avec un mouvement ouvrier écrasé (Allemagne après le nazisme), « détourné » (U.R.S.S. après 1917), étouffé (France, depuis la Libération) d'autres formes de répression sont à l'œuvre que nous maîtrisons d'autant moins qu'elles sont plus indirectes.

Il semble qu'il faille là donner un sens plus général au mot fascisme : ce n'est plus seulement l'organisation politique de l'état autour d'un chef soutenu par des groupes militarisés à outrance et s'imposant lors d'une crise économique grave. C'est aussi maintenant le consensus le plus large autour des valeurs idéologiques de l'état, lequel remplace aisément au niveau du symbole mais aussi à celui de l'efficacité le père tout-puissant Joseph-Bénito-Adolf. A la remise de compétence sur la prise en charge des mécanismes politiques, sociaux et économiques (technocratie), s'ajoute — compensation, soupape de sécurité — une espèce de contrôle idéologique assuré par tous. L'Allemagne de l'Ouest en est l'exemple le plus frappant et il n'est même pas besoin de chercher dans la fiction de « l'honneur perdu de Katarina Blum » pour en trouver la preuve : pensons simplement à l'impossibilité pour les personnes « n'acceptant pas les règles de la constitution libérale » d'exercer une fonction dans l'administration qui reste par ailleurs peuplée de fascistes mal repentis, à l'arrestation d'un avocat venu protester contre un avocat ancien responsable nazi, à l'émission de TV où les spectateurs sont invités à trouver des « hors-la-loi ». Cest volontairement que je ne cite pas ici les campagnes « hystériques » du groupe Springer contre la bande à Baader. En effet, je crois que la stratégie du pouvoir d'état en Allemagne dépasse de loin la répression des groupes gauchistes minoritaires. Elle vise à installer dans la tête des gens non pas la peur (comme au Chili), mais le consensus. Il s'agit de faire accepter par tous la soumission à des valeurs qui sont, elles, clairement fascistes même si la forme institutionnelle de l'état ne l'est pas : dénonciation, contrôle quotidien des activités quotidiennes, nationalisme, accord social sous l'arbitrage de l'état et conformisme idéologique garant non seulement de la croissance économique mais encore de la possibilité de bénéficier des fruits de cette croissance.

Dans cette perspective, les groupes gauchistes risquent d'être d'autant moins dangereux parce que d'autant plus seuls : complètement à contre-courant de ce conformisme ils raniment « la grande peur des bien-pensants » (qui recouvrent d'ailleurs de plus en plus la population entière et de ce fait, pratiquement isolés, peuvent être réprimés plus facilement : Holger Meins n'a pas été tué dans un affrontement avec la police mais a crevé dans l'isolement capitonné de sa cellule, dans l'indifférence vis-à-vis d'une grève de la faim qui n'a suscité que peu de solidarité. Quant à Ulrike Meinhof, comment a-t-elle été détruite et combien sommes-nous à nous en préoccuper ? C'est ce fascisme quotidien accepté, sinon

voulu par les plus larges couches de la population, qui est dans nos sociétés la forme la plus avancée de la répression. C'est lui que tentent de mettre en place Giscard et surtout Poniatowski : les réactions des gens à l'affaire de Troyes indiquent que le processus ne s'engage peut-être pas si mal que ça. Il fonctionne plus ou moins complètement par ailleurs dans « les pays de l'Est » où le conformisme imposé par le matraquage idéologique apparaît encore comme le plus sûr moyen d'échapper au Goulag.

L'univers concentrationnaire cherche à s'étendre à toute la société avec l'acceptation passive de celle ci. Après l'U.R.S.S.-Goulag se profilent l'Allemagne-Springer, la France-Parisien Libéré. Ce fascisme technocratique n'est peut-être pas sûr de triompher mais il lui reste en dernier recours la possibilité du fascisme ordinaire : tanks, napalm, chasse aux déviants. Tout cela exige sans doute de nouvelles formes de lutte qui existent déjà ou qui sont encore à inventer mais dont le développement devient de plus en plus urgent.

Serge.

LUTTE DE CLASSES ET TECHNO-BUREAUCRATIE

Extrait du programme des G.A.F. (groupes anarchistes fédérés italiens) traduit de « Interrogations » n° 8.

LA SOCIETE HIERARCHIQUE

3. — L'anarchie est [donc] l'alternative globale au Modèle hiérarchique. Au *Modèle* et non à telle ou telle société hiérarchisée. L'anarchisme est donc le système théorique et le Mouvement social qui s'oppose à chaque société hiérarchique concrète, à ses valeurs, à ses idéologies religieuses ou pseudo-scientifiques. Même si historiquement l'anarchisme s'est défini comme théorie et est né comme Mouvement surtout dans le contexte des luttes ouvrières anti-capitalistes du siècle dernier, il a exprimé et exprime un refus, non seulement de la domination bourgeoise, mais de *toute domination.*

Dans la société hiérarchique, tous les rapports humains sont, d'une manière ou d'une autre, des rapports de domination, parce que le Modèle hiérarchique se reproduit dans tous les aspects de la vie sociale et s'intériorise immédiatement comme structure caractérielle *« grégaire/autoritaire ».*

Parmi tous les rapports de domination le rapport économique (rapport d'exploitation) occupe une place primordiale parce qu'il se réfère à la principale activité sociale. La stratification hiérarchique déterminée par le rapport d'exploitation, dans ses différentes formes liées aux différents systèmes économiques qui se sont succédés historiquement, constitue la stratification fondamentale. Une telle stratification n'exprime pas seulement la division hiérarchique des fonctions productives au sens étroit mais plus largement la *division hiérarchique du travail social.* Dans une telle société le pouvoir (et/ou le privilège) économique fusionne avec le pouvoir politique même s'il est formellement séparé : tantôt le premier semble dériver du second, tantôt le second du premier. L'un et l'autre sont en tous cas toujours monopole d'une élite privilégiée.

L'Etat est l'institution politique fondamentale de toute société hiérarchique moderne. C'est contre l'Etat, en conséquence, que les anarchistes ont tourné et tournent particulièrement leurs attaques non seulement contre « l'état bourgeois » (structure politique de la société capitaliste), mais contre *tout* état, présent, passé, futur en tant qu'organisation du pouvoir, c'est-à-dire de la domination. Face à la monstrueuse invasion totalitaire de l'état, et à sa transformation en « lieu » de pouvoir économique en plus du lieu de pouvoir politique, une nouvelle force assume aujourd'hui la critique anarchiste de l'état.

4. — Dans la stratification déterminée par les rapports d'exploitation, on identifie des groupes sociaux aux intérêts antagonistes, *les classes,* opposées de manière conflictuelle. La lutte entre les classes est univer-

sellement présente dans toute société hiérarchique, sous des formes et des intensités diverses, des niveaux de conscience différents. Lutte entre les classes exploitées, et exploiteuses, entre ceux qui exercent le pouvoir économique et ceux qui le subissent. Mais aussi lutte entre ceux qui détiennent le privilège, et ceux qui y aspirent, entre patrons et « aspirants patrons », entre classes dominantes et classes en chemin vers de nouvelles formes de domination.

Deux types de lutte de classe donc. Le second est celui qui, hélas, a tracé les grandes lignes évolutives de l'histoire humaine, qui est l'histoire des classes dominantes qui se sont succédées sous différentes formes de pouvoir, avec différentes formes d'exploitation. L'autre lutte de classe est exprimée à travers l'histoire par les classes inférieures, des esclaves, de la plèbe, des serfs, des salariés, dans l'effort millénaire de s'émanciper ou seulement d'atténuer le poids de l'exploitation.

Les deux formes de conflit intéressent l'anarchisme. L'une, en elle-même surtout, parce que des aspirations émancipatrices exprimées par les exploités, l'anarchisme a tiré directement ou indirectement ses valeurs et fondé la possibilité de son projet révolutionnaire. L'autre parce que de son étude on peut tirer des éléments de connaissance sur les mécanismes *dynamiques* de l'inégalité ; c'est-à-dire sur les mécanismes par lesquels la société de classe se perpétue en se transformant.

5. — A part quelques sociétés très simples, on peut en général identifier, dans la stratification sociale, de nombreuses catégories. Une telle complexité est idéologisée par une certaine sociologie qui veut confondre et diluer la réalité déchirante de la lutte de classe en une multiplicité de conflits mineurs, non contradictoires avec la perpétuation du système. Ces schémas sociologiques sont le reflet idéologique de la tendance actuelle du système à masquer l'antagonisme de classe en multipliant les séparations dans une graduation continue qui va de l'exploitation jusqu'au privilège.

Or, même dans une structure graduée, il est possible d'identifier la lutte de classe dans ce qu'elle a d'essentiel pour l'analyse et le projet révolutionnaire. Il suffit de reconnaître au sommet ou à la base de la pyramide sociale ces classes antagonistes dans lesquelles se retrouvent (dans le conflit comme dans le modèle interprétatif) les catégories qui ont une fonction équivalente dans la division sociale du travail. Ainsi, par exemple, on peut simplifier le modèle interprétatif jusqu'au schéma « bipolaire », qui met en avant, en la privilégiant au sein d'un contexte social plus complexe, l'opposition antagoniste inconciliable de *deux* pôles de classes fondamentales (ou retenues comme telles). Ce schéma bipolaire, qui part d'un aspect indiscutablement réel bien que partiel, et qui s'offre comme structure utile surtout pour identifier l'interlocuteur du Mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire la classe (ou l'ensemble de classes) dominée et exploitée, doit pourtant être utilisé avec une conscience claire de ses limites théoriques et pratiques.

Ses limites sont tracées avant tout par le fait qu'il n'est applicable qu'à des systèmes sociaux relativement « statiques » (par exemple le capitalisme du siècle dernier et peut-être le « socialisme d'état » de type russe). C'est-à-dire des systèmes dans lesquels non seulement le conflit bipolaire mis en évidence est le conflit dominant, parce qu'il se réfère au mode de production dominant, mais aussi et surtout dans lequel la classe moyenne est seulement un « diaphragme » inerte entre les deux classes antagonistes et n'est pas, en totalité ou en partie, agent de transformation socio-économique, c'est-à-dire classe elle-même en lutte pour le pouvoir.

Dans les phases historiques de transition comme celle que nous traversons, le schéma à deux classes devient inutile dans la mesure où il ne permet pas de voir et de comprendre les nouvelles formes d'exploitation et de pouvoir qui naissent à l'intérieur des vieilles structures ; il est même mystificateur s'il masque la réalité du conflit de classe entre les deux groupes sociaux concurrents pour le pouvoir.

Pour la représentation essentielle de ces périodes « dynamiques » il est au contraire indispensable de distinguer en terme de conflit antagoniste trois classes opposées les unes aux autres dans le même temps : la classe dominée, une classe dominante, et une classe en ascension.

Il est ainsi possible d'identifier sans les confondre les deux formes de lutte de classe coexistantes. Deux formes à la signification historique opposée même si elles se présentent de façon entremêlée.

6. — La phase historique de transition que nous vivons actuellement est le passage du système capitaliste à un nouveau système d'exploitation. C'est avec cette clé interprétative que doit être déchiffré dans sa complexité le cadre socio-économique et politique international, dont les convulsions sont

la résultante non seulement des divers intérêts impérialistes mais aussi de leurs opposés, les systèmes sociaux « tardo-capitalistes », post-capitalistes, et systèmes intermédiaires avec différentes variantes pour chaque catégorie.

Selon le modèle à trois classes, il est possible d'individualiser les deux principaux acteurs sociaux de la transformation (les vieux et les nouveaux patrons), soit au niveau international, soti au niveau des simples structures nationales, là où le capitalisme n'a pas été déjà enseveli, c'est-à-dire dans les pays industriels avancés à socialisme d'Etat et en partie dans le tiers-monde. Et il est possible d'individualiser la classe dominée et exploitée qui, comme dans toutes les phases historiques de transition, accentue *sa* lutte de classe soit parce que le changement rend moins opératoire les instruments psychologiques et idéologiques de soumission, soit parce que la classe en ascension s'efforce de mobiliser l'énergie rebelle des exploités comme vecteur de ses ambitions.

La classe, ou mieux l'ensemble des classes, exploitées, est constitué par ceux qui accomplissent dans la division sociale du travail les *activités manuelles au sens large*. En font partie, dans une mesure plus ou moins grande et selon les particularités des structures nationales, les *prolétaires* (travailleurs salariés de l'agriculture, de l'industrie et des services publics, y compris les employés aux tâches purement exécutives, les couches inférieures de travailleurs autonomes dont l'autonomie est pratiquement réduite à l'« autogestion » de leur propre exploitation, et enfin le sous-prolétariat urbain et rural (chômeurs, sous-occupés, marginaux...). Ces catégories ou classes sont objectivement exploitées indépendamment du mécanisme avec lequel se concrétise le rapport d'exploitation (qui n'est pas forcément le rapport typique ou dominant) et indépendamment de la perception subjective de l'exploité lui-même.

Les « vieux patrons » sont la *bourgeoisie capitaliste* dont le privilège se fonde sur la propriété privée des moyens de production et qui exploitent surtout (mais pas seulement) selon le rapport de production typique, c'est-à-dire par l'extorsion de plus-value aux salariés dans un régime de marché de la main-d'œuvre et des produits.

Les « nouveaux patrons », qui, dans les pays qui se disent socialistes, sont la classe dominante et qui, dans les pays « tardo-capitalistes », partagent le pouvoir avec les capitalistes dans un équilibre dynamique qui se déplace en leur faveur, sont les *techno-bureaucrates.*

LES NOUVEAUX PATRONS

7. — La nouvelle classe dominante, la techno-bureaucratie, se définie par l'activité de la sphère du travail intellectuel correspondant à des fonctions dirigeantes dans la division hiérarchique du travail social. Les nouveaux patrons accomplissent ces fonctions et en tirent les privilèges et les pouvoirs qui lui sont liés, non pas en vertu des droits privés de la propriété juridique sur les moyens de production, mais en vertu d'une sorte de propriété intellectuelle, c'est-à-dire sur la possession des connaissances liées à la direction des grands « agrégats » économiques et politiques.

Dans la forme actuelle la plus accomplie de leur domination, c'est-à-dire dans les Etats se disant socialistes, les techno-bureaucrates gèrent comme un monopole le pouvoir politique et économique et exercent leur exploitation non de manière individuelle mais collectivement à travers une *propriété de classe* des moyens de production. Ceux-ci s'approprient une part privilégiée des biens et des services, non pas directement comme les capitalistes, mais indirectement à travers l'Etat qui recueille cette part de classe et la répartit ensuite entre ses fonctionnaires de façon différenciée selon la position occupée dans la pyramide sociale, c'est-à-dire selon l'importance hiérarchique de la fonction accomplie.

Dans le monde occidental « tardo-capitaliste » les nouveaux patrons présentent des caractères moins distincts et leurs rapports d'exploitation spécifique sont entremêlés avec les rapports de l'exploitation capitalistes; ceux-ci dérivent historiquement et fonctionnellement de la classe moyenne employée au service de la bourgeoisie capitaliste. Le développement des sociétés par actions, des trusts commerciaux et financiers, des entreprises multinationales et la progressive extension des fonctions de l'Etat dans le domaine économique et social, ont entraîné et entraînent les conditions pour l'accroissement de l'importance et le pouvoir des plus hauts techniciens et administrateurs des entreprises et des institutions étatiques.

Les techno-bureaucrates s'approprient leurs privilèges de classe, c'est-à-dire le fruit de leur exploitation, à travers les compensations élevées (cadeaux, primes, services, émoluements pour différentes charges). Ces compensations dans le cas des managers d'entreprises privées peuvent être économiquement vus comme profits masqués de l'entreprise (c'est-à-dire plus-value capitaliste). Les compensations des dirigeants d'état au contraire, sont typiquement techno-bureaucratiques.

Compensations des dirigeants d'entreprises publiques ou participation étatique sont en partie notifiables comme profit (pour autant que ces entreprises reflètent encore des mécanismes capitalistico-mercantiles) et en partie comme véritables et réels droits privilégiés des prélèvements sur la richesse produite non pas au niveau de l'entreprise, mais à l'échelle nationale.

(...)

9. — L'Etat accomplit un rôle fondamental dans l'économie tardo-capitaliste. D'abord il possède directement ou indirectement un épais réseau d'industries et de services dans les secteurs-clés .C'est lui, en outre, qui réglemente, contrôle, planifie, condamne, de façon croissante, l'activité des entreprises, à travers des instruments d'intervention législatifs, de crédit, fiscaux, etc. Il est enfin depuis longtemps le client principal d'une bonne partie du secteur privé; l'intervention de l'Etat dans l'économie n'est pas une nouveauté pour le capitalisme. Il a même assisté et « soutenu » les premiers pas du capitalisme, et en a accompagné le développement. Plus encore, l'intensité et la profondeur avec lequel aujourd'hui (et de plus en plus) l'Etat est présent dans l'économie et le développement énorme des services sociaux gérés par l'Etat, vont rapidement changer la signification de cette présence. Quand de 30 à 40 % du produit-national-brut des pays « tardo-capitalistes » sont absorbés par l'administration publique, on peut dire que la quantité est devenue une qualité.

L'Etat, avec son apparence de défense des intérêts capitalistes, est en train de se transformer en lieu privilégié de formation de la nouvelle classe dominante, en concentrant en lui-même — aux niveaux supérieurs de sa hiérarchie — une part très importante et croissante du pouvoir économique, qui se confond avec le pouvoir politique. Ce dernier perd aussi progressivement son rôle subordonné. Tandis que progresse la techno-bureaucratie des entreprises privées, dans les entreprises publiques, dans l'appareil étatique, technocrates et bureaucrates expriment de moins en moins les intérêts des vieux patrons et toujours plus les leurs.

Dans cette même direction s'opère le passage du pouvoir politique effectif des assemblées législatives et des organes exécutifs à celui des sommets administratifs. La plus grande partie des pays « tardo-capitalistes » ont une structure démocrate parlementaire, mais dans aucun de ceux-ci ce n'est *réellement* le parlement, siège formel de la souveraineté populaire, qui dirige l'Etat.

Le pouvoir de l'Etat est un pouvoir permanent. Ce pouvoir est exercé par un certain nombre d'institutions autonomes de l'influence instable des votes: ce sont ces organismes qu'il faut examiner pour découvrir où réside le vrai pouvoir. Les gouvernements vont et viennent, la machine étatique continue à fonctionner. L'Etat consiste d'abord dans ces institutions permanentes et autonomes: l'armée (officiers et sous-officiers de carrière, troupes spéciales), la police, les ministères, les administrations autonomes, les caisses de prévoyance et d'assurance, la magistrature, etc., c'est-à-dire des institutions du dit « exécutif » non touchées par l'influence électorale, peu influençable par le gouvernement et quasiment pas par le parlement. Le pouvoir de l'exécutif se renforce sans cesse, chacune de ses institutions reproduit en elle-même la pyramide hiérarchique de l'Etat. Au sommet de cette hiérarchie (outre que certains dirigeants des grands holdings publics et privés sont de temps en temps des dirigeants politiques et syndicaux) sont choisis ceux que le parlement « représente » sur la scène politique institutionnelle.

Cette évolution du pouvoir politique est, de plus, liée à la croissante complexité et multiplicité des fonctions accomplies par les états « tardo-capitalistes »; elle est liée également à sa tendance totalitaire, conséquence de l'exigence de contrôler, en les canalisant dans de nouvelles institutions, les forces centrifuges continuellement créées par l'accroissement des dimensions, le machinisme, l'envahissement étatique, dans un cercle vicieux qui développe les compétences et donc le nombre et le pouvoir des techno-bureaucrates.

(...)

LA STRUCTURE DE CLASSES EN ITALIE

14. — Dans le complexe entremêlement d'éléments post-industriels et pré-industriels, proto-capitalistes et tardo-capitalistes qui constitue la trame économique et sociale de l'Italie (pays que l'on peut classer comme le premier de l'Europe pauvre — Espagne, Portugal, Grèce — soit comme le dernier de l'Europe riche) on peut distinguer clairement les deux classes fondamentales : la bourgeoisie et la techno-bureaucratie.

La première est constituée d'environ 200 000 entrepreneurs capitalistes de grande et moyenne entreprise, et de leurs familles. La seconde, numériquement aussi forte que la première, est constituée pour plus de la moitié par l'abondance des dirigeants étatiques ou para-étatiques, par le sommet de la bureaucratie politico-syndicale, et par les managers des entreprises à participation étatique, et pour le reste, par les managers des grandes et moyennes entreprises privées. La force absolue et relative de la techno-bureaucratie est une conséquence du « Modèle italien » de développement, c'est-à-dire des régimes fascistes et démochrétiens qui, pendant un demi-siècle, ont développé les appareils d'Etat et l'intervention économique publique de manière accélérée en comparaison des autres pays capitalistes. La forte présence, dans l'économie italienne, des multinationales à capital étranger a opéré dans le même sens.

Paradoxalement, au sommet de la pyramide, l'Italie a une structure de classe plus avancée, dans un sens techno-bureaucratique, que les autres pays occidentaux plus développés économiquement.

La couche moyenne reproduit la division entre bourgeoisie et techno-bureaucratie par la division entre une petite bourgeoisie (petits entrepreneurs capitalistes de l'industrie, de l'agriculture et des services) et une grande partie des professions libérales (sauf une minorité qui par leur fonction et leur niveau sont intégrables à la classe dominante) de 4 millions environ d'actifs, et une petite techno-bureaucratie (techniciens, intellectuels, fonctionnaires non dirigeants du public et du privé, militaire de carrière, enseignants, appareil des partis et syndicats avec 3 millions d'actifs environ.

A la base de la pyramide sociale, les classes exploitées composées d'un prolétariat urbain et rural au sens étroit du terme (travailleurs manuels salariés) avec 9,5 millions d'actifs, à qui on peut ajouter un million environ d'employés aux tâches purement exécutives et répétitives et 2 millions de travailleurs autonomes (couches inférieures des artisans, cultivateurs directs et commerçants sans employés) qui sont, de fait, des prestateurs de travail manuel, et plus d'un million de sous-prolétaires, de travailleurs intermittents, de travailleurs à domicile, de marginaux, etc.

Au niveau des revenus on rencontre en Italie une inégalité accentuée. Même en éliminant les très riches (fraction supérieure de la classe dominante) et les très pauvres (le sous-prolétariat concentré surtout dans le Sud et dans les îles) il reste un rapport moyen classes dominantes/classes exploitées qui va de plus de *1 à 10* pour les revenus.

La dynamique sociale de ces cinquante dernières années a vu une croissance constante en dépense, en valeur absolue et en pourcentage, de la techno-bureaucratie et de son substrat dans les classes moyennes, et de la bourgeoisie et de son substrat petit-bourgeois. Entre les classes exploitées, la dynamique a vu toujours un développement des fonctions inférieures. Dans les prochaines années on peut prévoir un modèle de développement quantitatif de la techno-bureaucratie, un développement de la petite techno-bureaucratie, avec une réduction de la petite bourgeoisie et une certaine contraction des travailleurs manuels autonomes.

Pour toutes les classes il y a eu le déplacement, typique au développement industriel et post-industriel, du secteur primaire au secteur secondaire et tertiaire.

15. — Le processus évolutif « tardo-capitaliste » s'explique en Italie, actuellement, dans un cadre institutionnel démocratique parlementaire. Une grande partie du pouvoir politique, cas typique des pays tardo-capitalistes, réside dans l'exécutif des institutions étatiques non-élues. La manière d'être de ces institutions (normes, règlements, habitudes, privilèges) est celle établie par le régime fasciste non seulement parce que le sommet est resté le même qu'à l'époque fasciste, mais aussi et surtout parce que cette manière d'être est vraiment utile (malgré de rémédiables inéficiences typiquement italiennes) à l'Etat en général, et en particulier à la forme d'Etat correspondant au compromis dynamique entre les anciens et les nou-

veaux patrons qui s'est d'abord exprimé avec le fascisme puis avec la république « démocratique ».

Outre l'abdication par le parlement de son rôle d'institution suprême, l'Etat italien présente un autre caractère typiquement « tardo-capitaliste » : être tendentiellement et progressivement totalitaire. L'Etat tend à intervenir dans toutes les fonctions sociales pour réglementer d'abord, pour absorber ensuite. Il tend à envahir et envahit tous les aspects de la vie, même privée (pour l'Etat totalitaire il n'existe pas de « privé ») des citoyens. L'Etat fasciste était ouvertement totalitaire, l'Etat post-fasciste l'est de ce fait et le processus d'identification entre l'Etat et société fut repris après la guerre, sous une forme moins folklorique mais plus insidieuse, soit au niveau institutionnel, soit au niveau idéologique.

Avec cette invasion, et avec la puissance des appareils de contrôle répressifs et de conditionnement psycho-idéologique, l'Etat est amené à restreindre, plus de fait que juridiquement, l'espace de la liberté individuelle et collective, indépendamment de la *forme* que prendra la politique italienne à plus ou moins long terme. Cela ne signifie pas que la forme politique n'ait aucune importance. La forme présente du système tardo-capitaliste italien aujourd'hui et celle qu'il prendra demain, nous importe parce qu'à chaque forme correspond un mélange différent d'obéissance imposée et de consentement arraché, divers niveaux de tolérance et de répression de la déviance, une différente agitation politique possible pour les « non-intégrés » et, de là, différents moyens de faire de la propagande, de l'agitation, différents types d'organisation anarchiste (de la légalité à l'illégalité, de la publicité à la clandestinité, avec toutes les positions intermédiaires).

En Italie sont théoriquement possibles de nombreuses variations possibles sur le thème socio-économique du « tardo-capitalisme », de la social-démocratie (dans le sens large de démocratie réformiste) au fascisme (dans le sens autoritaire-réformiste), du modèle scandinave au modèle chilien, ou américain ou français... le monde occidental offre un vaste assortiment. En pratique, la réalité italienne ne semble offrir qu'un type probable plus ou moins social-démocrate.

(...)

LA REVOLUTION LIBERTAIRE

19. — Le projet révolutionnaire anarchiste dérive de la lutte de classe des exploités, et y trouve la garantie de la possibilité, sinon de la probabilité, de sa réalisation. L'existence universelle de la lutte de classe dans toute société hiérarchique nous donne une première indication dans ce sens. apparemment banale, mais fondamentale : l'inégalité sociale n'est pas naturelle et c'est seulement l'utilisation de moyens coercitifs (psychologiques et physiques) qui en garantit la survivance.

Une seconde indication, qui se tire de l'observation des différentes formes de conflit entre dominés et dominateurs, est que les serfs de la terre, les esclaves, les salariés, les exploités et les laissés pour compte de tous les systèmes manifestent une tendance constante à refuser leur condition de classe.

Ce qui signifie *objectivement* que les aspirations émancipatrices sont seulement réalisables à travers l'abolition des classes avec une transformation de la société de façon égalitaire. De fait, l'histoire des révolutions et des révoltes nous a laissé de nombreux exemples pour témoigner que les exploités quand ils réussissent à organiser à leur façon la société, le font avec des *approximations* d'égalité et de liberté.

Un troisième élément que l'on tire de l'histoire de la lutte des classes est constitué à partir de ces indications pratiques, de ces « utopies » populaires épisodiquement et fragmentairement réalisées dans une créativité à la marque spontanément libertaire, à ces exemples qui montent comment le peuple entend son émancipation collective. L'anarchisme est surgi de cette millénaire tension égalitariste et libertaire, en développant les tendances objectives des exploités et leurs indications exemplaires dans un système de pensée et d'action qui représente le niveau le plus haut atteint jusqu'à présent dans le savoir théorico-pratique révolutionnaire.

Cependant, lutte de classe et lutte révolutionnaire anarchiste ne s'identifient pas.

En premier lieu, la première peut aussi s'exprimer de manière réformiste, et c'est même sa forme dominante lors des périodes pré-révolutionnaires. En second lieu, le conflit

social ne s'épuise pas dans la lutte de classe mais exprime aussi d'autres révoltes qui, dans un système hiérarchique complexe et sophistiqué, naissent d'inégalités et de dominations différentes de celles de classe : sexuelle, ethnique, raciale, etc., toutes ces révoltes ont entre elles, et avec la lutte de classe, laquelle se surajoute en partie mais pas nécessairement et pas complètement, une commune matrice égalitaire. De toutes ces révoltes, et aussi des révoltes individuelles, l'anarchisme peut tirer des apports théoriques et pratiques ; et toutes doivent se recomposer, comme mouvement et aspirations d'émancipation partielle, dans le projet révolutionnaire d'émancipation globale.

C'est seulement avec ce projet conscient et organisé et avec cette recomposition que peut se réaliser la potentialité révolutionnaire de la lutte de classe. Hors de cette possibilité il y a seulement la réalité historique d'une continuelle transformation de l'exploitation et de l'oppression, dans laquelle la lutte de classe des exploités ne peut « faire histoire », c'est-à-dire ne peut apporter de changements « structurels » sinon en faveur d'une autre classe dominante, pour les intérêts mystifiés de laquelle elle se fera encore une fois le vecteur. En Italie, dans un proche futur, cela signifie que la lutte de classe des exploités servira, qu'ils le veuillent ou non, les intérêts « techno-bureaucratiques » tant que la révolution libertaire ne se profile pas comme force suffisante.

20. — Nous avons dit révolution « libertaire » plutôt que révolution « anarchiste » et pas simplement « révolution ». C'est que nous ne croyons pas à la possibilité d'une révolution strictement anarchiste, ni à l'utilité d'une révolution « quelconque ». Après 50 années d'expériences (Russie, Espagne, Chine, Cuba) il est en effet clair que :

1) la libération des tendances populaires, égalitaires et libertaires est un phénomène éphémère s'il n'a pas la possibilité de s'exprimer dans des organisations adéquates ;

2) le « socialisme d'Etat » ne constitue pas un pas en avant sur la route de l'émancipation humaine.

D'un autre côté, même si les anarchistes peuvent s'accroître numériquement et qualitativement avant la révolution, nous ne croyons pas qu'ils puissent arriver à avoir tant de force, et leurs idées tant d'influence, qu'ils puissent donner une empreinte univoque à la transformation révolutionnaire : d'autres forces participeront à celle-ci. La présence anarchiste cependant devra depuis le début donner un sens libertaire et égalitaire à la révolution (avec la destruction de l'appareil d'Etat, avec l'abolition de la propriété privée, avec la création d'organismes de base pour l'autogestion et la démocratie directe). Les autres composantes révolutionnaires devront ne pas être trop présentes pour étouffer dans l'œuf l'autogestion populaire et l'expérience révolutionnaire ni empêcher un développement pluraliste et décentralisé de la révolution.

Cette révolution, la révolution sociale libertaire, la seule révolution pour laquelle il vaut la peine de sacrifier un peu de présent (parce qu'en elle seule on peut mettre une espérance raisonnable) naît du concours d'une série de conditions favorables.

Le but de l'action anarchiste est de créer ces conditions.

De ces conditions, quelques-unes peuvent être qualifiées de subjectives, d'autres d'objectives, certaines déterminées ou déterminables par la volonté du « sujet révolutionnaire », d'autres extérieures à lui.

Les conditions objectives sont celles qui en général favorisent toutes les révolutions : crise économique, guerre, conflit entre groupes sociaux dominants, fort affaiblissement ou désagrégation du pouvoir, etc., l'histoire de la révolution peut fournir d'abondants exemples de ces conditions objectives favorablesè Celles-ci n'étant pas influençables par le Mouvement révolutionnaire pour le moins directement et de manière prévisible, ils n'entrent pas dans les buts explicites de l'action anarchiste.

Les conditions subjectives nécessaires à une révolution sociale libertaire peuvent être schématiquement indiquées comme étant le plus grand développement possible, qualitatif et quantitatif, du mouvement anarchiste et de la présence libertaire organisée dans le conflit social et, à plus grande diffusion possible de la conscience critique, de l'esprit anti-autoritaire, de révolte.

Quand nous disons le plus grand développement possible, nous voulons dire, d'un côté, qu'en période non révolutionnaire il existe des limites relativement étroites au militantisme révolutionnaire, à l'acceptation et à la compréhension de l'idéologie anarchiste, et enfin à la pratique de la méthode libertaire. De l'autre côté avec la même expression nous entendons souligner que ce niveau de « saturation » est nécessaire pour que la révolution ait possibilité de se développer dans un sens anarchiste, pour que les tendances naturelles des exploités aient la possibilité d'émerger, de s'organiser et de

mûrir progressivement vers la forme la plus avancée de liberté et d'égalité. Ce sont donc les objectifs stratégiques de l'action anarchiste. Leur quantification et leur classement dans le temps ne sont pas possibles. Le temps nécessaire au développement optimum des conditions subjectives pour la révolution libertaire (et pour que celle-ci puisse se produire dans un laps de temps raisonnable) est lié à tellement de variables que toute prévision peut seulement refléter le pessimisme ou l'optimisme de celui qui la formule. On peut seulement dire, au stade actuel des choses, que nous en sommes encore loin et que la tâche qui nous attend est énorme.

21. — Il est possible de tracer une série d'objectifs intermédiaires, d'étapes successives qui définissent la stratégie révolutionnaire, seulement dans le sens d'une progressive construction des objectifs finaux eux-mêmes, c'est-à-dire d'une progressive réalisation des conditions subjectives favorables à la révolution sociale libertaire. En ce sens moyens et fin s'identifient, et la croissance des uns correspond à l'acroissement des autres.

Cela n'enlève aucune valeur révolutionnaire aux mille luttes particulières par lesquelles les exploités et les opprimés arrachent aux patrons des parcelles de bien-être et des fragments de liberté, ou défendent ces conquêtes. C'est même principalement avec la présence des anarchistes, dans ces épisodes de confilt social, que peuvent mûrir les conditions révolutionnaires. Il est hors de discussion en tout cas que de telles luttes, indépendamment de leur valeur pour une fin révolutionnaire, revêtent *justement* une grande importance pour les classes inférieures, et il serait insensé de renoncer à vivre un peu mieux jusque-là. Nous nions pourtant que les conquêtes partielles qui sortent de ces luttes puissent entraîner une progression qui approche objectivement la révolution.

L'intervention des anarchistes dans ces luttes est motivée par leur valeur suggestive (c'est-à-dire de maturation sociale de leurs protagonistes) qu'elles peuvent avoir, surtout si ces interventions préfigurent des objectifs et emploient des méthodes *tendantiellement* libertaires et égalitaires. Ainsi par exemple les revendications qui visent, sur le lieu de travail, à atténuer les différences entre les travailleurs ont de valeur seulement en ce qu'elles peuvent mûrir chez les exploités un esprit de solidarité et une volonté de nivellement, et non parce que serait possible une élimination progressive de l'inégalité sans unifier les intérêts objectifs des travailleurs. Il existe, de fait, des marges d'inégalité incompressibles parce qu'elles servent au fonctionnement du système d'exploitation. Ainsi, même les batailles pour conquérir plus de liberté n'ont de valeur seulement qu'en ce qu'elles peuvent accroître la rébellion anti-autoritaire des opprimés. Même en matière de liberté, il existe des limites indépassables, parce que fonctionnelles à l'état, et, en fait, les batailles dans ce champ, dans les régimes formellement « démocratiques », comme en Italie, sont le plus souvent destinées à défendre les libertés existantes contre les attaques du pouvoir, c'est-à-dire sont défensives, et le seront toujours plus avec le développement totalitaire de l'Etat dans les sociétés industrielles avancées. L'illusion qu'il existe des objectifs et des conquêtes partielles objectivement révolutionnaires est une version paradoxale du réformisme. Ce qui est justement partiel et parcellaire est nécessairement *réformiste,* dans ce sens qu'il peut être intégré ou absorbé ou déformé par la dynamique tardo-capitaliste. Mais la conscience acquise, la croissance organisationnelle extra-institutionnelle, donc ce qui dérive de la manière libertaire de lutter est ce qui intéresse les anarchistes. Parce que les mêmes résultats obtenus avec une pratique autogestionnaire et avec l'action directe, nous approchent de la révolution libertaire, alors qu'obtenus à travers la délégation et des organes hiérarchisés, ils l'éloignent.

Cela est un cas exemplaire de la cohérence anarchiste entre moyens et fins, et ce n'est pas un choix moral. Entre moyens et fins, de fait il y a des rapports de cause à effet, et le choix des fins conditionne celui des moyens, tout comme l'usage de moyens précis entraîne des résultats précis, quelle que soit la volonté de ceux qui les emploient. Il est donc idéaliste et mystificateur d'affirmer que la fin justifie les moyens. Au contraire, ce serait plutôt les moyens qui « justifieraient » les fins, car, en eux-mêmes, ils les contiennent déjà, du moins en partie.

G.A.F.



L'ANARCHIE DE ZURICH A VENISE

Cent ans après sa mort, Bakounine continue un rude combat. Des mille et une idées qu'il exprima il y en a une centaine qui maintenant commencent à germer. Une longue vie de rebelle le prépara à être le créateur et l'interprète d'une idée nouvelle, pour exprimer un mouvement qui naissait — « ...il est devenu l'hégélien le plus à gauche de l'aile gauche de l'hégelianisme du début des années 40, un révolutionnaire politique de 1848, un révolutionnaire social des années 60 » (1) — et se trouver au centre du conflit qui divisa l'Internationale, devenant le porte-parole du pôle antiautoritaire du mouvement socialiste. Un nouveau mouvement social communiste, révolutionnaire et antiautoritaire se met en marche. Le révolutionnaire de Dresde devient anarchiste.

C'est grâce à cela que Bakounine est actuel. Il a pu théoriser deux éléments fondamentaux de cette lame de fond que fut la 1re Internationale : 1) son radicalisme ; 2) son enracinement collectif, communautaire, social.

C'est à cause de cela aussi qu'il est présent de deux façons différentes quand les anarchistes d'aujourd'hui se réunissent pour parler de Bakounine et de l'anarchie. Non pas pour sacraliser un mythe, mais pour approfondir une idée.

Plus de 300 personnes, jeunes pour la plupart, à Zurich (2). Le scénario traditionnel : les orateurs prévus et le public. La conférence magistrale et les militants-élèves qui, n'étant pas instruits, ont l'obligation d'apprendre. Au nom de quel principe le plus grand nombre qui ne le souhaite pas a l'obligation d'écouter les quelques-uns qui « savent » ?

Le public conteste, veut participer, dire ce qu'il ressent, apprendre à travers la relation dialectique qui s'instaure quand, niant ce qui est, ce qui n'est pas prend place. C'est la pagaille, l'anarchie. « Le désir de la destruction est un désir créateur ». A Zurich était présent l'esprit de Bakounine.

Mais, rappelons-nous, « l'anarchie est la plus haute expression de l'ordre ». Venise (3) est là pour que nous n'oublions pas les révolutionnaires. Les études, l'information, l'histoire des historiens nous donnent un portrait encore vivant de Bakounine. La connaissance, si nécessaire à ceux qui veulent transformer le monde, est reçue par une jeunesse plus nombreuse qu'à Zurich et, peut-être grâce à la structure même du congrès, plus sage. A Venise est présente, en partie, la pensée de Bakounine (4).

L'anarchie est la destruction des rapports de domination et d'exploitation qui déterminent l'univers établi.

L'anarchie c'est l'ordre, l'harmonie des rapports cherchés et souhaités par les hommes dans une société sans contrainte.

L'anarchie est en même temps la destruction du monde d'aujourd'hui et l'utopie de demain. C'est l'action, l'acte créateur par lequel un monde ancien disparaît, emporté par un monde nouveau qui naît.

Nicolas.

(Notes page 67)

LIRE ou ne pas LIRE

Pour une société écologique

Murray Bookchin (Ed. C. Bourgeois)

« Il est plus facile de se réfugier dans la critique de la technologie et de la croissance démographique que de combattre sur son propre terrain ce système social archaïque et destructeur. »

(Extrait du Manifeste du groupe Ecology Action East).

L'idée de base, qui est en quelque sorte le prémisse des analyses de Bookchin, est que nous sommes arrivés dans une ère historique nouvelle, qui se caractérise par la « fin de la rareté » ; c'est-à-dire une époque où le potentiel technologique est suffisamment développé pour fournir à tous une surabondance de biens. L'idée corollaire est que, non seulement les bases matérielles de l'exploitation peuvent donc être abolies, mais aussi les structures de domination qui leur sont liées, et ceci pour deux raisons : l'émergence d'une part de mouvements de lutte dépassant la conception de l'individu en tant que travailleur uniquement, pour le considérer sous tous les aspects de son individualité (femme, homme, enfant, vivant dans tel ou tel lieu, etc. — personnalités réprimées par le système —), et d'autre part les moyens technologiques actuels peuvent offrir la possibilité de créer des unités de production et de vie véritablement autogérées, décentralisées, ne reproduisant plus rapports hiérarchiques et division du travail, mais permettant au contraire le développement harmonieux de l'individu avec son environnement, et la libre expression de chacun.

Selon Bookchin nous sommes donc dans une phase où la révolution est possible : « L'Ecologie permet une critique dévastatrice de la société hiérarchique, tout en suggérant les lignes de force d'une utopie viable et harmonieuse » p. 71 ; et cela Bookchin nous le démontre avec un enthousiasme communicatif. Sa vision écologique et libertaire l'amène évidemment à une critique implacable des courants socialistes et marxistes qui, enfermés dans leur économisme et leur avant-gardisme, n'ont pu proposer que des succédanés médiocres de sociétés socialistes, se situant dans la ligne même du développement du capital — le capitalisme d'état — et ont en conséquence freiné l'avancée de mouvements authentiquement libérateurs.

Mais là où il devient plus difficile de suivre la pensée de Bookchin, c'est quand il nous affirme que l'échec des révolutions passées vient « non du manque de coordination politique, mais du manque de développement technologique » p. 45. Pour lui, en effet, son « au-delà de la rareté » implique quasi-automatiquement la fin des classes, de la hiérarchie, et de la domination ; puisque les bases technologiques existent, l'égalité entre tous devrait se réaliser « naturellement », dans la grande harmonie des intérêts de chacun et de tous, et la libre expression de la spontanéité individuelle... plus d'exploités, plus de prolétariat ?... « La révolution sera une révolution du peuple, selon la signification authentique de ce mot. »

Peut-être effectivement que l'idéologie anarchiste était irréalisable au siècle dernier en raison des limites du développement technologique ; mais le contraire, à savoir la suppression de ces limites, ne me paraît pas la condition suffisante à l'instauration « spontanée » d'une société authentiquement communiste. Autant ses descriptions concrètes et détaillées d'une société écologique et libertaire — à base de

communautés libres et fédérées —, et des possibilités technologiques actuelles de leur réalisation me paraissent du plus haut niveau d'intérêt, autant le problème des moyens pour instaurer cette société me paraissent flous ou mal définis. Si effectivement la théorie de la dictature du prolétariat, le modèle organisationnel léniniste ne sont pas nôtres, ni non plus la structure politique classique, partidaire, reproduisant la séparation entre la vie et la politique, l'irresponsabilité des gens au profit du maintien du pouvoir — et donc la non-autonomie des individus et des groupes —, il n'en reste pas moins que ces structures sont encore bien présentes, dans les institutions et, pire encore, dans nos structures mentales.

L'éloge de la spontanéité, même définie, selon Bookchin, en tant que spontanéité « communiste libertaire », c'est-à-dire comme « capacité de l'individu de s'imposer une auto-discipline et de formuler de façon sensée les principes qui guident son action dans la société » paraît étrange comme seule réponse à un pouvoir d'état fort et organisé comme celui qui existe.

« Il faut que le système tombe », nous dit-il, « il ne faut pas qu'il combatte ; il ne tombera que lorsque ses institutions auront été vidées à ce point de leur contenu par les nouvelles lumières, et que son pouvoir aura été si profondément sapé matériellement et moralement que l'insurrection n'aura plus qu'un rôle symbolique et non réel à jouer » p. 55.

Cet optimisme de Bookchin tient sans doute pour une part au fait que, aux U.S.A., le courant contre-culture est ou a été fort, et a mis sur pied des embryons de réalisation de ce que serait une société écologique, mais il laisse de côté le fait que notre réflexion imaginative doit se brancher et sur le projet de société écologique et aussi sur les moyens — non reproducteurs des valeurs haïes du vieux monde — d'y parvenir.

Ceci dit, la publication en français des textes de Bookchin n'en reste pas moins, je crois, une des meilleures réflexions sur une utopie concrète de société ; et cela, parce qu'il nous présente une vision globale des choses, n'analysant pas les bienfaits ou méfaits de la technologie, les problèmes de pollution en dehors du contexte social où ils se situent, mais, au contraire, ses recherches sur les potentialités technologiques sont parfaitement intégrées à un projet de société non autoritaire, non bureaucratique et non hiérarchique, où l'épanouissement de chacun dans la liberté sera la base des rapports sociaux.

En ce sens, il dénonce « l'environnementalisme », c'est-à-dire la tendance éco-technocratique qui prône un aménagement « écologique », non polluant, etc., de l'espace, mais sans s'attaquer une seconde aux rapports sociaux capitalistes. Face à cet « environnementalisme » dérisoire, il nous propose une écologie anarcho-communiste qu'il appelle aussi écotopie.

Agathe.

L'anarchisme dans l'histoire mais contre l'histoire

Dissidence (1, rue des Veaux, Strasbourg) vient de publier la traduction du texte de Nico Berti paru dans « Interrogations ».

Les tentatives d'expliquer l'anarchisme comme expression d'une couche sociale particulière (le plus souvent décrite comme secondaire, ou en voie de disparition) sont fort bien réfutées. Berti se résume ainsi : « L'anarchisme n'est l'expression d'aucune classe exploitée en particulier (mais de leur pratique révolutionnaire)... son caractère simultanément internationale et révolutionnaire... s'exprime dans son pluralisme sociologique, idéologique et organisationnel. »

Mais ce pluralisme n'est en rien faiblesse ou insuffisance. Au contraire, il en constitue la richesse et de toutes les façons il est possible de reconstituer « une constante homogène à l'intérieur des manifestations pluralistes ». Par exemple, le refus de subordonner l'action à la pensée et de comprendre l'action comme pensée (action directe).

Berti introduit ensuite les notions de temps historiques (qui représentent les données de la société dans un moment précis) et de temps révolutionnaires (moment où les possibilités d'une société future sont présentes).

On reprochera simplement à ce texte d'être parfois un peu difficile.

MARX - BAKOUNINE

Socialisme antoritaire ou libertaire ?

2 vol., 10/18, 447 p.

On ne peut que se réjouir d'un travail aussi bien fait et bon marché qui unit l'érudition à la passion militante libertaire, c'est-à-dire la recherche de l'objectivité sans respecter de dogme.

Tous les textes — tant les lettres que les écrits officiels — sont à notre disposition, avec des notes historiques sobres et un commentaire bref. Au lecteur de juger.

Et au cas où le lecteur aurait besoin d'une conclusion, Ribeil donne sa position qui est libertaire, sans cacher les défauts de Bakounine qui, au contraire de Marx, ne modifièrent pas ses idées révolutionnaires.

Deux petits reproches : a) on sait que Marx salua la victoire de l'Allemagne comme celle du marxisme sur les autres conceptions du socialisme (I p. 156, 158, 387) ; il faut dire aussi que Bakounine se réjouit également non pas de la victoire, mais de l'attaque allemande dans la mesure où elle déclanchait la révolution (Lettre à un Français, p. 138, dans l'excellente édition de F. Rude) ; b) à propos de la Commune une lettre d'Engels du 14-1-72 est cité où il dit « Ce fut le manque de centralisation et d'autorité qui a coûté la vie à la Commune de Paris.» Il faudrait comparer avec « La guerre civile en France » de Marx — 30-5-71 — et ses idées « libertaires »

Parmi tous les autres points intéressants, cette citation de 1871 qu'il serait temps d'appliquer sérieusement : « Nous demandons le maintien... de l'autonomie des sections... avec un simple bureau de correcpondance et de statistique ; et cette unité qu'on voudrait établir par la centralisation et la dictature, nous voulons la réaliser par la fédération libre des groupes autonomes. » (I, p. 188).

Les textes sur Netchaev sont bien utiles et montrèrent comment les groupes autoritaires finissent par se démolir entre eux, à force de donner des ordres à des militants-larbins. Et c'est valable du Japon à l'Allemagne et parfois en France.

Le blanquisme de Bakounine est bien dénoncé (II, p. 149) ainsi que son antisémitisme. Du reste, quand on lit bien, on voit qu'il est simplement synonyme d'esprit retors, mesquin.

Israël, Renof-Dubois Adjiakhmet.

L'espoir demeure : les Commissions Ouvrières de Barcelone (1)

Même pour moi qui comprends que dalle à l'espagnol : « entre el fraude y la esperanza : las Comisiones obreras de Barcelona » (2) qui est le titre original, signifie plutôt : « entre la désillusion et l'espérance : les Commissions ouvrières à Barcelone ».

Alors pourquoi cette falsification triomphaliste ?

Ceci étant dit : ce bouquin est super-intéressant (3). Dès les premières lignes on est pris, on sait qu'on ne posera le livre que terminé.

Il est 1 h 30 du matin, on sonne. Ce ne peut être que la police ; Julio est embarqué pour 72 h de garde à vue.

Entre deux interrogatoires il repense sa vie de militant des Commissions ouvrières, ses relations amoureuses, son passage avec les trotskos, le rôle du P.C.E. dans les Commissions, celui des intellos dans la révolution, le problème de l'autonomie de la classe ouvrière, etc.

Julio c'est un copain qui cause : on se retrouve dans ce qu'il dit et en plus on en apprend.

Qu'on se le lise !

Consort.

(1) De Julio Sanz Oller chez Federop, 48 F (le début du livre paru en feuilleton dans « Informations Rassemblées à Lyon).

(2) Version originale Ruedo Iberico (6, rue Latran, Paris 5e) 24 F.

(3) Message personnel au copain qui me l'a offert : merci, t'es un frère.

LIAISONS

Le Camping Libertaire International qui a eu lieu cette année à Saint-Mitre-les-Remparts a donné lieu à divers échanges beaucoup plus riches que les années précédentes, et surtout, portant sur *des possibilités concrètes* de rapports entre les groupes.

Pour ce qui concerne *La Lanterne Noire*, des camarades ont émis le souhait que la revue parvienne à rendre compte des problèmes pratiques que nous rencontrons tous dans notre « militantisme ». Des problèmes parfois simples, mais que nous ne pouvons résoudre simplement au coup par coup, sans un minimum de théorisation, c'est-à-dire d'explicitation du rapport avec les finalités que nous poursuivons :

— une action doit-elle être signée ? Comment utiliser un sigle ? Quels problèmes cela pose-t-il ? (répression, avant-gardisme, anonymat) ;

— comment articuler les rapports entre les groupes sans construire l'organisation, mais aussi en battant en brèche l'individualisme, le spontanéisme, ou du moins une forme de théorisation de l'isolement, trop souvent répandue. (Des éléments de réponse sont donnés dans ce numéro.) ;

— quel type de pratique, d'organisation, de stratégie, permet à la fois une ouverture sur l'extérieur, une « décontraction militante » face à ce qui n'est pas soi, tout en étant ferme sur certains principes et cohérent sur les rapports entre buts et moyens ;

— le problème des journaux. Beaucoup de camarades regrettent que nous (le mouvement anar) n'ayons pas un grand journal national, quotidien ou hebdomadaire, face à ceux des trotskystes ou des maos. Mais ce grand journal ne risque-t-il pas d'être bureaucratique, confectionné par des spécialistes, et diffusé par une base passive, exactement comme chez ceux que nous dénonçons par ailleurs ? Ne vaut-il pas mieux multiplier les journaux locaux, réguliers ou ponctuels, en utilisant des techniques efficaces mais « décentralisatrices » comme l'offset, la sérigraphie, ou d'autres chose encore ;

— les manifestations telles qu'elles se déroulent généralement dans cette période sont-elles adaptées aux exigences de démocratie qui sont les nôtres ?

Ces problèmes seront donc abordés dans *La Lanterne* avec d'autant plus de profit si ce n'est pas seulement nous (le groupe éditeur) qui faisons part de nos réflexions.

Nous devons cependant signaler que nombre de ces problèmes ont déjà été abordés dans *Informations Rassemblées à Lyon*, et qu'il serait bon d'en tenir compte pour ne pas toujours repartir au début.

Par ailleurs, un certain nombre de groupes ont décidé de publier un bulletin de liaison, ouvert à tous les groupes et individus anarchistes, quelle que soit leur appartenance spécifique à telle ou telle groupement, fédération ou organisation. Nous reproduisons la circulaire envoyée à tout le Mouvement :

CIRCULAIRE

Cet été, au camping libertaire international de Saint-Mitre-les-Remparts, des camarades (de différents groupes, de Belgique, de Lyon, de Toulouse, d'Avignon et de Paris) ont décidé de mettre sur pieds un bulletin de liaison selon les principes et les modalités suivantes :

1. Le bulletin est ouvert à tous les groupes ou individus anarchistes quelle que soit par ailleurs leur appartenance ou non à une organisation, fédération, liaison, coordination...

2. Le bulletin n'est ni le point de départ d'une nouvelle organisation, ni celui d'un nouveau journal qui se substituerait à ceux déjà existants.

En conséquence, il ne contiendra aucun texte de fond, de propagande, de polémique

ou d'analyse, qui eux trouvent leur place dans l'éventail de la presse libertaire existante. Son contenu sera celui d'une stricte information issue directement des groupes et des individus.

Informations sur :

— les activités des groupes qui souhaitent en donner ;

— les propositions d'actions, de travail, d'édition, de réflexion... que peuvent émettre groupes et individus ;

— la répression quand elle se produit ;

— les brochures ou les livres qui se publient.

C'est-à-dire des textes très courts (relativement).

C'est à partir de la lecture du bulletin que les intéressés (ceux qui participent à cette « liaison minimum », et donc le reçoivent) prendront contact entre eux directement (le groupe éditeur du bulletin ne se charge en rien de ce type de travail).

Jusqu'au mois de février 1976, des camarades de la « Lanterne Noire » et de « Jargon Libre » se chargeront de publier ce bulletin qui ne sortira que s'il y a matière ! Puis, de février à juillet, la rotation se fera, puisque les camarades de Toulouse (I 34) prendront le relais. Le point sera fait sur cette expérience au prochain camping qui aura lieu en Belgique selon toute vraisemblance.

Nous espérons que cette tentative favorisera la communication, l'information et les possibilités de rapport à la base entre les groupes anarchistes, sans porter atteinte ni à leur autonomie ni à la légitimité de tout regroupement spécifique, tout en évitant que s'installe dans le mouvement plus de cloisonnement qu'il n'en existe déjà.

Cette circulaire est envoyée à tous les groupes et individus dont nous possédons l'adresse, et nous nous excusons des oublis inévitables mais involontaires.

Mis à part les copains qui, présents au camping, ont participé à cette décision, les groupes et individus intéressés à recevoir le bulletin (et à l'alimenter si possible) devront le faire savoir en écrivant à :

Libraire « Jargon Libre », 6, rue de la Reine-Blanche, 75013 Paris.

En précisant le nombre d'exemplaires souhaités quand il s'agit d'un groupe (limitez ce nombre au strict nécessaire pour éviter trop de dépenses et de travail).

Le bulletin est gratuit pour l'instant.

SOLIDARITE

Au mois d'avril 1976, le 18, 9 individus sont arrêtés et incarcérés pour vol et transport de 85 kg d'explosifs dans une carrière de Pouillon (Landes) ; certains d'entre eux revendiquent le vol, d'autres nient y avoir participé et disent ignorer la nature des objets transportés. Ces individus sont originaires des Landes pour Dominique, Jacques, Vincent, Anne-Marie Fabas (tous frères et sœurs) et pour Anne-Marie Labeyriotte, de Tours pour Michel Rottier, Michel Guidon, Christian Rousselle. Les trois derniers sont en plus inculpés d'attentats contre les véhicules militaires et un car espagnol, qu'ils ont revendiqués « dans un but libertaire », selon leurs propres termes. Un neuvième, Fernand Ruir, a été libéré après un mois de détention car il est apparu qu'il était étranger à l'affaire. Jacques Fabas, lui, a été libéré le 12 août ; en ce qui concerne Anne-Marie Fabas, Vincent Fabas et Annie Labeyriotte, toujours incarcérés, il ne semble pas qu'ils aient reconnu les faits pour lesquels on les a inculpés.

Seuls Dominique Fabas et les trois de Tours se réclament libertaires et reconnaissent leurs actes.

L'instruction est pratiquement terminée mais cela traîne en longueur et ils ignorent encore à quelle sauce juridique ils seront mangés. Pour les Landais, le Parquet de Dax s'est désaisi de l'affaire, ensuite la Cour d'appel de Pau ; ils dépendent actuellement du Parquet de Tours.

Leurs adresses :

Vincent Fabas et les trois de Tours : Maison d'arrêt, 20, rue Henri-Martin, 37000 Tours. — Anne-Marie Fabas et Annie Labeyriotte : Maison d'arrêt d'Orléans.

Ils sont isolés entre eux et ne peuvent communiquer !

Ecrivez-leur !

P.S. — On vient d'apprendre que leur procès aura lieu le mercredi 24 novembre à 9 heures à Tours.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 6 octobre à 2 h 30 du matin, le restaurant « Le goût de canon », 9, rue Burdeau, 69001 Lyon, est détruit par une explosion. Ce restaurant de la Croix-Rousse (1) était une expérience originale :

Le collectif que le faisait marcher depuis un an entretenait des rapports différents aussi avec ceux qui le fréquentaient, non exclusivement basés sur le fric. Un restaurant qui soit un lieu d'échange et de discussion, une expérience d'autogestion, de liberté, pas une boîte à fric.

Il est maintenant officiel qu'il s'agit d'un attentat à explosif. La police refuse de continuer l'enquête sous prétexte de manque d'éléments, ce qui ne l'a pas empêché d'outrepasser ses « droits » (perquisitions, interrogatoires abusifs). Cette tactique est maintenant bien connue à Lyon depuis trois ans : Libération, les locaux du P.S., la librairie « Le Soleil Noir » (C.F.D.T.), la bibliothèque socialiste ont tous connu ce scénario. « Fuite de gaz », annonce la presse locale...

Trois ans, ce laps de temps correspond à l'interdiction des mouvements extrémistes dans certaines villes du Sud (telle Aix-en-Provence). Depuis, les meetings nationaux des partis d'extrême-droite se tiennent à Lyon (le dernier en date étant celui du P.F.N. le 10 octobre). On constate aussi que le front de la jeunesse rafermit ses positions et devient de plus en plus éloquent si on en juge leurs bombages, leurs affiches...

Cette montée de fascistes va de pair avec la montée des actes « terroristes » et cela correspond à une répression du pouvoir qui, jusqu'à nos jours, va toujours dans le même sens. De nombreux intellectuels ont déjà prouvé cette tendance du pouvoir.

Cet article n'a pas pour but d'analyser la répression au niveau théorique, mais de savoir comment attaquer le système afin de pouvoir y vivre et continuer notre expérience.

Pour cela, le comité le soutien croit que l'existence du « Goût de canon » est la meilleure façon de répondre aux plastiqueurs. Se donner les moyens d'exister et de lutter signifie :

a) Au niveau du restaurant lui-même : détruire les rapports « client-commerçant » et par cela même créer des rapports entre « clients ». C'est pour nous l'occasion d'expérimenter une forme d'autogestion, tout en étant conscient qu'il faut d'une part assurer un minimum de besoins pour les gens (ex. l'approvisionnement...) et d'autre part avoir des conditions vivables pour ceux qui les assument.

b) Au niveau du restaurant dans le système : il ne doit pas être un lieu où l'on vend seulement de la nourriture, mais doit rester un centre d'échange, de communication, de recherches et d'informations pour développer une pratique de vie dans la lutte quotidienne contre le pouvoir.

(1) La Croix-Rousse est depuis quelque temps la cible favorite de la municipalité par l'intermédiaire des promoteurs afin d'épurer ce quartier de « tout ce qui n'est pas décoratif » immigrés, jeunes, personnes âgées, clochards...) pour en faire un quartier « bien ».

Après la **Librairie Publico** de la Fédération Anarchiste, la **Librairie espagnole** à Perpignan, **L'imprimerie 34** à Toulouse, le local du groupe **Louise Michel** à **Paris**, le **Restaurant « Le goût de canon » à Lyon** a fait les frais de la renaissante activité des fascistes.

La solidarité doit jouer et s'organiser de mieux en mieux. Mais surtout, il vous faudra bien trouver le moyen d'enrayer cette vague d'attentats.

Les locaux, les machines, les objets, ça se remplace et on le fera. Mais ce qui est plus grave ce sont les **risques sur les personnes** ! Surtout si les fascistes commencent à multiplier les agressions individuelles « le soir au coin du bois » comme ça recommence à se produire au Pays Basque ou dans les universités.

Alors... équilibre de la terreur ?... passivité ?... protestation démocratique ?... ou autre chose ?...

Pour arriver à ces buts, le comité du restaurant a besoin non seulement d'argent, mais surtout d'une participation active de tous ceux qui y travaillaient, de tous ceux qui le fréquentaient et de tous ceux qui s'intéressent à l'expérience. Plus nous serons forts pour répondre aux besoins des clients et de plus si l'on ne veut pas rester marginal et tenter une expérience en circuit fermé, il est primordial que tous ensemble non seulement nous recommencions le « Goût de canon », mais que chacun à son niveau expérimente d'autres tentatives. Pour attaquer le système en place, dans chaque quartier, chaque entreprise, créons ces expériences et n'attendons pas d'être le « martyre » d'un plastiquage fasciste ou autre. C'est dans la conscience même de chacun qu'il faut réagir à cet attentat, en exprimant une solidarité active et en s'engageant dans toutes les formes de lutte qui attaquent le pouvoir.

COMITE DE SOUTIEN AU « GOUT DE CANON », permanence tous les jours sauf le dimanche, de 18 h à 20 h, au local de l'A.C.L.R., 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

FAISONS-NOUS DES AMIS...

Avril 76

Dis Tonton, pourquoi qu't'as un œil tout violet, la bouche en sang et une dent d'cassée ?

Ah, Pierrot, j'étais en tête de la manif quand le S.O. d'la Ligue a cogné sur n'importe qui pour se venger d'avoir été attaqué 100 mètres plus haut par un groupe de mecs casqués.

●

Avril 76

Dis Mémé, t'as bien mis du temps pour aller chercher l'pain ?

M'en parle pas Pierrot, su'l'boulevard y avait la manifestation des étudiants et dans toutes les rues qui donnent sur le boulevard y'en avaient qui barraient l'passage. Ils faisaient l'service d'ordre (1) qu'y disaient. Ils te laissaient passer qu'après avoir vérifié ta carte d'identité. Rapport aux provocateurs qu'y disaient.

●

Dis frangin, tu retournes à la fête de L.O. cette année ?

Tu m'vannes Pierrot ? pour m'fair' j'ter par le S.O. comme l'an dernier pour un malheureux joint qu'on s'passait entr' copains en écoutant la musique (2).

●

Dis m'man, pourquoi t'as un bleu et qu'ta tunique elle est déchirée ? Les flics vous ont chargé ?

Oh non Pierrot ! mais quand avec les copines nous avons voulu entrer dans le cortège, le S.O. de la C.G.T. nous est tombé dessus à bras raccourcis pour nous en empêcher.

●

Dis Pierrot, qu'est-ce que tu veux faire quand tu seras grand ?

J'veux être C.R.S. comme le mari d'la concierge. Pa'ce que vu qu'les gauchos (3) y font tout son boulot y doit bien s'la couler douce.

Consort.

---

(1) Ce que ne savait pas ma Mémé, c'est que le service d'ordre était assuré par l'A.J.S.

(2) Comme quoi ya pas qu'à la fête de l'Huma que la provocation par la fumée sévit.

(3) Bien sûr, les cégétistes n'ont rien à voir avec les gauchistes, mais leurs S.O. se valent bien : Heil ! qu'on s'le dise.

COURRIER

Débat (?) avec le C.C.I.

Le 9 juillet 1976 le groupe belge nous adressait la lettre suivante :

Bruxelles, le 9-1-76.

✦ *A la Lanterne Noire,*

Nous avons lu la critique que vous nous avez adressée dans votre numéro 4, page 58, à un des groupes (l'ex-Journal des Luttes de Classe) qui, après avoir été auto-dissous, forment actuellement notre section en Belgique.

Nous pensons que le compte rendu que vous avez fait des positions que nous défendons les a caricaturées, permettant difficilement l'instauration d'une discussion. Pourtant il nous apparaît important de débattre certaines positions communes ou non à votre revue et à notre courant, mais cela doit se passer, pour nous, par une critique et une analyse plus approfondie des positions défendues réciproquement.

Vous citez, par exemple, trois points fondamentaux défendus par le C.C.I. avec lesquels vous êtes d'accord — nature des syndicats, frontisme, anti-fascisme en tant que mystification bourgeoise, nature contre-révolutionnaire des luttes de libération nationale — et nous aimerions voir ce type de positions défendues explicitement et pratiquement dans les textes que vous publiez. Or vous soutenez, même de façon critique, les actions du type GARI et RAF qui ne sont que des actes suicidaires d'individus désespérés qui rejoignent directement les mystifications bourgeoises de type anti-fascisme. Car le terrorisme est fondamentalement une action substitutionniste, entravant tout développement de la conscience de classe et de son auto-organisation. De plus, le terrorisme permet à la bourgeoisie de faire passer une série de mesures anti-ouvrières et cela au nom de la défense nationale contre des actions individualistes, ne représentant aucun intérêt pour la révolution communiste.

De la même manière, l'analyse que vous faites de l'autogestion ne nous paraît pas aller au fond du problème, à savoir quel est l'intérêt pour les ouvriers de gérer eux-mêmes l'exploitation capitaliste, leur exploitation, et vous dites vous-même que l'autogestion est ainsi une bonne solution à la crise et (...) si elle ne s'accompagne pas d'une remise en cause radicale du système n'est qu'une forme de soumission au capital (p. 44). Mais alors pourquoi défendre l'autogestion qui face à la crise du capitalisme n'est qu'une solution de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. L'autogestion radicale que vous défendez ne fait que cautionner l'autogestion syndicale. Soutenir l'autogestion « radicale » c'est en revenir au soutien critique des trotskykstes pour les syndicats capitalistes.

Ces quelques notes jetées sur papier ne prétendent pas envisager tous les problèmes et divergences qui existent entre votre revue et la nôtre. Mais nous essayons de cerner certaines divergences qui nous paraissent fondamentales, telles que — se définir comme anarchiste alors que Kropotkine, « prince anarchiste des tranchées », a appelé à participer à la première boucherie inter-impérialiste, suivi par Frederica Montseny et Garcia Olivier pour la deuxième — l'incompréhension du pourquoi la classe ouvrière par la place qu'elle occupe dans le processus de production est la seule classe révolutionnaire ;

— l'incompréhension de la période actuelle de déclin du mode de production capitaliste où la révolution communiste contenue et développée dans et par le capitalisme est possible et nécessaire ;

— la nature et le contenu, le rôle des conseils ouvriers lors de la prise du pouvoir par le prolétariat qui ne peut que détruire radicalement l'état bourgeois et installer sa dictature mondiale grâce aux conseils ouvriers ;

— l'importance théorique et pratique de l'organisation internationale des révolutionnaires défendant au sein de la classe ouvrière des positions de classe (non pas idéologiques mais vérifiées pratiquement par toutes les expériences passées de la classe ouvrière). Ce n'est pas nous qui décidons avec notre sectarisme inébranlable que les syndicats sont partout des organes capitalistes, c'est l'expérience quotidienne de la classe depuis 1914 qui démontre la nature capitaliste des syndicats. Nous ne faisons qu'essayer d'exprimer, le mieux possible, les intérêts de la classe ouvrière en fonction de ses expériences passées et de ce que, historiquement, elle sera contrainte de faire ;

— la nature réelle des partis de gauche ainsi que de la fonction contre-révolutionnaire des gauchistes qu'ils soient maos, trotskystes, anarchistes (cf conciliation de classe du Monde Libertaire, le trotskysme de l'Ora...) ;

— l'incompréhension de la nature bourgeoise du terrorisme.

D'autre part il nous semble que sur la base des points communs, nous pouvons entamer une discussion fructueuse, approfondie.

En espérant, camarades, que ces quelques remarques soient ressenties dans le sens d'un approfondissement théorique et non comme des « crispations militantes », ainsi que dans l'attente d'une réponse et de vos critiques par rapport à nos récentes publications, recevez nos salutations révolutionnaires.

Pour Internationalisme,
Marc M.

Puis dans son numéro d'avril 1976, *Révolution internationale* publiait un article intitulé « La Lanterne Noire ou les lumières de l'astre mort », qui reprenait en gros les critiques d'«Internationalisme », mais de façon plus agressive et plus tranchée. Le mois suivant, dans le numéro de mai 1976, l'attaque en règle contre l'anarchisme se poursuivait, et c'était cette fois nos camarades de « Pour » qui étaient « visés » : « Pour : contre l'autonomie ouvrière ».

Autant la lettre précitée nous avait donné l'envie de répondre, autant le ton des deux articles (que nous ne résumerons pas) nous incitaient plutôt à ne rien en dire afin de ne pas nourrir le désir de polémique de la part d'un groupe qui vit en parti de cela (tour à tour les trotskystes, les bordiguistes, le PIC, la jeune taupe...), dans la plus pure tradition léniniste (et parfois anarchiste, c'est vrai) qui veut que l'essentiel de la lutte soit dirigé contre le groupe voisin, ou proche, ou ex-proche ; tradition qui se perpétue chez tous les groupes qui prétendent représenter le prolétariat (et être les seuls) et pour qui par conséquent l'« autre » ne peut être que dans le camp de la bourgeoisie, donc un ennemi.

R.I. vit essentiellement de cela donc, et pour le reste applique sans imagination aucune, et sans jamais poser de question, un catéchisme marxiste pour chaque situation ou événement.

Nous avons choisi de faire cette courte réponse :



Autogestion et luttes partielles

La polémique sur l'autogestion peut très bien se clarifier et cesser si l'on délimite assez précisément le rapport qu'elle entretient avec l'Etat. Il n'y a aucune ambiguïté à parler d'autogestion (ou à la réaliser) si elle se situe (ou se donne comme objectif concret) dans le cadre :

— d'une destruction pure et simple de l'appareil d'Etat ;

— de la fin de la division entre travail manuel et travail intellectuel ;

— de la suppression des classes et de la réalisation de l'égalité entre tous ;

— de la fin du salariat et de la propriété privée.

Il s'agit là bien sûr de ce que l'on peut appeler « un projet politique ». Nous n'avons pas de recettes pour le réaliser, nous ne savons pas s'il le sera un jour (nous nions autant le déterminisme historique que sa variante nommée matérialisme dialectique historique), mais nous n'avons pas l'impres-

sion d'en être plus éloignés que vous de « la construction du parti révolutionnaire », de la « dictature du prolétariat », ou de « l'inévitable crise du capitalisme » (que l'on nous promet ou dont on nous menace depuis Mathusalem). Quand ? Comment ? Pourquoi pour l'instant ça ne marche pas ? C'est vrai, nous avons des inquiétudes, puisque nous savons que notre projet n'est pas inscrit dans l'histoire, contrairement au vôtre semble-t-il (lire à ce sujet « L'anarchisme dans l'histoire mais contre l'histoire » de Nico Berti).

Par rapport à notre projet (et non par rapport au sens de l'histoire) une autogestion qui s'accommoderait de :

— l'appareil d'Etat,

— la technologie issue du capitalisme,

— du rapport marchand capitaliste ou technobureaucratique,

— des divisions techniques et sociales du travail

ne serait qu'un moyen pour le capitalisme de survivre et les P.S.U., A.M.R. et autres autogestionnaires qui refusent la destruction de l'Etat en sont les représentant. Nous avons toujours été clairs là-dessus, aussi bien dans « Noir et rouge » (cf. articles sur l'Algérie et sur la Yougoslavie) que dans « La Lanterne Noire » (cf. le numéro 4 sur le Portugal).

Le terme d'autogestion ne nous gêne donc pas si le contenu est précisé. Après tout, les termes de socialisme et de communisme ont eux aussi été dénaturés...

Ce que nous refusons, c'est quand, dans la foulée de la condamnation de l'« autogestion contre-révolutionnaire », vous condamnez finalement toute tentative par des individus ou des groupes, de prise en charge ici et maintenant, des aspects partiels de leur vie quotidienne. Ainsi, quand dans l'article « Ecologie, régionalisme, féminisme, un frein à la lutte des classes », vous critiquez ces fronts de lutte parce qu'ils attaquent le système sur un point spécifique et... s'adressant à telle ou telle catégorie d'individus (habitants d'une région, femmes, usagers des transports, de la médecine, de la psychiatrie, consommateurs, pollués...), ils réduisent le capitalisme à une somme d'aspects particuliers, deviennent des spécialistes et s'enferment dans une lutte stérile », nous pouvons être d'accord jusque-là (nous rajouterions cependant à cette liste la lutte dans les usines). En effet, toute la lutte de ce type s'enferme dans une sorte de « syndicalisme » qui en limite ou en annule la portée révolutionnaire, et qui se laisse d'autant plus absorber par le système qu'elle ne lui demande rien d'autre qu'une amélioration, et en tout cas pas de disparaître.

Mais on ne peut s'arrêter là, sous peine de revenir à des conceptions purement « politiciennes » ou « économiques » de la révolution. En effet :

— un individu est dans tous les cas partie prenante de plusieurs de ces fronts (nous sommes tous usagers de beaucoup de choses, pollués pour la plupart, et très souvent femmes et/ou homosexuelles (els) ;

— par ailleurs, outre qu'il s'agisse de « fronts », il se trouve aussi que c'est bien la réalité que nous vivons, et nous ne voyons pas bien par ou ailleurs que là, la lutte peut passer, à moins de se situer toujours à un tel niveau de généralité et d'abstraction que personne ne peut s'y reconnaître dans la réalité de la lutte de classe de tous les jours ;

— le problème que nous devons résoudre nous semble être, plutôt que de nier toute possibilité, d'arriver par la pratique, à comprendre les rapports qui peuvent exister entre ces « fronts », sachant qu'ils ne sont pas obligatoirement complémentaires et qu'ils traduisent des contradictions qu'il ne faut pas abolir magiquement au nom de « l'unité du prolétariat » ou de soi-disants « intérêts objectifs ». Ce qui nous importe donc à ce propos, ce sont les discussions sur les *buts*, à travers un *projet politique global.*

Des camarades nous reprochent souvent cette perpétuelle revendication de l'explicitation du *but* en même temps que *du projet politique pour y arriver.* Nous ne pouvons retenir l'idée que projet et but peuvent être absents de l'action et de la pratique. Au contraire nous pensons qu'ils sont toujours présents, même chez ceux qui prétendent le contraire ; quand ils n'apparaissent pas, il y a *camouflage,* qu'il soit conscient ou inconscient.

Ce que nous pouvons reprocher à la plus grande partie des tendances qui animent ces « fronts », c'est de se conduire comme bien des politiciens traditionnels, à savoir ne jamais parler du but final poursuivi et par là même abuser les gens.

Anarchistes ?

Il n'est pas possible, semble-t-il, de se définir comme anarchiste alors que Kropotkine prôna l'union sacrée en 1914, et que F. Montseny et Garcia Oliver se retrouvèrent ministres.

Il nous semble que cet argument, qui pose effectivement des problèmes sérieux, s'il doit être retenu, doive entraîner de la part de ceux qui le formulent l'abandon de toute

référence à un « isme » quelconque. Il nous semble pourtant que vous n'abandonnez ni la référence au marxisme, ni au communisme (courant communiste international) ; or le *communisme* n'est guère connu pour n'avoir commis aucune erreur, ni s'être fourvoyé nulle part. Nous pensons que l'important est de comprendre pourquoi telle ou telle « erreur » ou « crime » (si vous voulez), a pu être commis. Or la réponse ne se trouve vraisemblablement pas dans la doctrine elle-même (aussi stupide soit-elle), mais davantage dans le contexte historique, politique et humain.

De toutes les manières, les erreurs et les trahisons existent, mais elles n'influent guère le cours de l'histoire ; il n'existe aucun courant de pensée, aucune doctrine, aucune théorie, qui résiste à coup sûr à la « déviation », au « révisionnisme », à la « trahison ». Autrement dit il n'existe pas de ligne juste ; rien ne sert alors de se masquer cette évidence en pratiquant à tour de bras « l'excommunication ». Nous ne devons pas éviter le problème de notre propre déviation possible, en résolvant les problèmes posés par celles des autres par un simple « ce ne sont pas des vrais », « nous n'avons rien à voir avec eux ».

Le fond théorique de l'anarchisme permet selon nous de profiter de l'acquis d'un mouvement, sans pour autant endosser ou accepter les désaccords. Simplement, dans le mouvement anarchiste, le droit de critique existe, le droit de faire autre chose aussi, sans que cela signifie l'obligation de résoudre les désaccords par rapport à la pureté de la doctrine, donc évitant de s'attaquer aux causes.

Les « camarades ministres » ont cessé, c'est sûr, d'être révolutionnaires. Ils sont même entrés dans le camps de nos ennemis et sont devenus ennemis eux-mêmes. L'anarchisme est-il en cause, ou ont-ils cessé d'être anarchistes ? bigre... ! voilà bien du travail pour les exégètes ! Ils prétendent



l'être ? Alors acceptons qu'ils le soient puisque nous acceptons par définition que notre « isme » ne mène pas forcément à la révolution, et qu'il n'est pas scientifique, mais seulement matérialiste. Signalons au passage que les opposants anarchistes au « ministérialisme » ont lutté contre celui-ci sans renier celui-là, avec autant de vigueur et même de violence que l'opposition de gauche (trotskystes compris) contre le léninisme... pardon, le stalinisme. L'appartenance à la « famille » ne signifie donc pas faiblesse, bien au contraire.

Trotskystes ?

Il semble que nous (les anars, mais en l'occurrence l'Ora et la Lanterne Noire) soyions des agents inconscients du trotskysme ou du moins que nous faisions la même politique qu'eux.

Il est vrai que depuis 68 l'anarchisme a du mal à trouver une expression réellement autonome, cohérente et en accord avec ses objectifs fondamentaux ; et que bien souvent, des anarchistes, pour ne pas dire tous, ont été plus ou moins à la traîne d'un certain gauchisme. Quand ils ne l'étaient pas (et parfois les mêmes à d'autres moments) ils se sont souvent trouvés en marge, isolés, parfois sectaires. Ce sont deux attitudes complémentaires qu'il faut s'employer à dépasser (il y a des signes qui montrent que nous ne sommes pas sur la mauvaise voie), et dont nous devons trouver l'explication, plus dans la période qui, quoi qu'en dise R.I., n'est pas aussi « en crise » que cela, que dans la doctrine elle-même.

Il est toutefois curieux que R.I. estime que les meilleurs éléments de l'anarchisme aient été des gens comme Rosmer et Monatte (parce qu'ils ont quitté le mouvement anar pour entrer dans l'internationale communiste), alors qu'ils sont devenus des compagnons de route de Trotsky et du trotskysme et Lénine pensait d'ailleurs qu'il fallait bâtir le P.C.F. sur des hommes comme eux plutôt que sur un Cachin (1).

---

(1) Qui fit preuve de plus de clairvoyance en ce qui concerne le rapport entre léninisme et stalinisme naissant ? Rosmer et Monatte, qui après leur glorieuse « résistance à l'union sacrée », sombrèrent dans les méandres de la politique soviétique, sans parvenir réellement à rompre, ou Gaston Leval qui de retour en Espagne n'hésita pas à faire éclater la vérité ?

Terrorisme, Gari, Armée rouge

Il est parfaitement exact que nous n'avons pas les idées très claires (du moins en tant que groupe) sur ces problèmes ; mais de toutes les façons, idées claires ne signifierait pas positions tranchées qu'il suffit d'appliquer pour approuver ou rejeter de manière simpliste !

Mettre dans le même sac Gari et Armée rouge, allemande ou japonaise nous semble malhonnête dans la mesure où les buts et les moyens étaient très différents, de même que le contenu du message que les uns et les autres faisaient passer. Par exemple, l'Armée rouge japonaise et allemande qui portait à son point le plus élevé le messianime de la classe ouvrière (tout en l'estimant incapable d'agir par elle-même) ressemblait en cela plus à R.I. qu'aux Gari qui prenaient en compte des éléments de la réalité autrement plus riches.

Prétendre que nous « soutenons » les Gari c'est en même temps feindre d'ignorer que nous avons publié un débat sur ce type de problème dans la Lanterne. Mais il semble que vous attachiez plus d'importance à des positions tranchées qu'à une position politique qui consiste à débattre. Le problème à notre avis, sur ces questions, est celui de l'activisme révolutionnaire, et qui concerne tout type d'activité militante y compris la vôtre !

Bref...

C'est vrai que nous ne comprenons pas pourquoi la classe ouvrière est « la seule classe révolutionnaire ».

Nous ne comprenons pas la période actuelle comme le déclin du mode de production capitaliste où le communisme serait rendu possible et nécessaire, mais au contraire comme en plein développement vers un mode de production et de domination encore plus élaboré : le capitalisme d'Etat ou technobureaucratie. Le communisme est possible mais pas plus qu'avant.

Ce que nous comprenons, par contre, c'est l'importance de la position qui consiste à « exprimer les intérêts de la classe ouvrière » et à parler « d'expérience de la classe depuis 14 » nous le comprenons d'autant mieux que c'est l'inverse de notre projet.

Pour « La Lanterne Noire »,

MARTIN.

✦ Salut !

(...) Au sujet de *La Lanterne Noire* n° 5, les questions qui se posent sous le titre « Mouvement Anarchiste en 76 » m'intéressent pour un tas de raisons. En particulier celle de savoir la place de l'organisation des masses et celle des organisations spécifiques. (...) Ce n'est pas une question puremnet théorique, mais elle pose le problème de la « stratégie » militante, (...) c'est-à-dire : militer « pourquoi et pour quoi » et ensuite, comment. (...) En ce qui me concerne, je reste résolument « spontanéiste », dans le sens où je crois que les organisations de « masse » ne peuvent naître que dans des « moments » révolutionnaires. Ce que je veux dire c'est que je ne pense pas qu'il soit possible de construire une « organisation (dans le genre syndicat révolutionnaire ou U.G.T.C.L.) qui soit sensée, en période révolutionnaire, être le cadre de la reprise en main par le prolétariat des instruments de production et de la gestion directe de tous les secteurs de la vie. (...) Arrivant dans une « période révolutionnaire » théoriquement (une telle organisation) ne peut que se saborder, si elle ne veut pas se livrer à une lutte de pouvoir.

(...) Ça ne veut pas dire qu'il faille rejeter toute organisation. Il est, pour moi, évident qu'une organisation ne peut croître et avoir une certaine force, dans un système social dont la base est la capitalisation de plus-values de pouvoir. Mais une organisation reste possible si elle se considère comme une organisation spécifique des militants « révolutionnaires » (...) ...l'objet des organisations spécifiques me semble devoir être surtout de servir d'« infrastructures » à l'action des militants à l'extérieur de cette structure. (...) Infrastructure dans deux sens : au niveau de l'élaboration théorique et au niveau du soutien aux différentes actions engagées. Pour moi, l'élaboration théorique... doit être l'analyse de ce qui se passe réellement au niveau 1) global : interprétation des faits sociaux par rapport à la lutte des classes — surtout changement des formes de celle-ci ; 2) militant : analyse de l'activité militante et de son impact sur l'ensemble social : une activité d'évaluation en quelque sorte de l'action militante.

(...) N'est-il pas possible dans ce schéma, de réduire la distance entre les militants organisés d'une part et les autres ? Sinon, le risque est une pratique genre « initiatique ».

(...) Mais quelle action reste possible ?.. C'est à ce moment que je reste en rade... Revenant à mes premières amours individualistes, j'aurais tendance à dire qu'il n'existe qu'une seule solution : s'insérer dans les organisations-institutions existantes et agir à partir et contre celles-ci... non dans le but de distribuer la « bonne parole »... mais afin d'essayer de faire la démonstration en actes, de faire faire à ceux avec qui nous travaillons la démonstration des limites de ce type de structures, etc.

(...) Salut,

Serge.

✦ « ...je trouve un peu bizarre que l'on puisse faire un bulletin triomphaliste de l'évolution de l'anarcho-syndicalisme en Espagne sans poser le problème du syndicalisme, de son évolution et de son rôle actuel. Freddy parle des positions anti-syndicalistes et anti-organisationnelles de certains groupes autonomes comme s'il s'agissait de positions de principe absolues. Un groupe serait « anti-syndicaliste » comme un individu serait noir ou blanc ; ce n'est pas sérieux.

Au sujet de la C.N.T., de la « glorieuse C.N.T. », il serait aussi nécessaire de préciser, même si l'on n'a pas le temps de développer que l'on attribue pas uniquement sa « dégénérescence » à l'exil, et aux errements des « leaders » (ça a un petit relent de trotskysme).

Enfin (pour aujourd'hui) on retrouve des oppositions classiques telles que action de masse, actions minoritaires, oppositions idéologiques marxisme-anarchisme, dans les groupes autonomes, qui telles qu'elles sont posées sont très superficielles et constituent de faux problèmes, alors que les vraies sont évacuées. Freddy a une vision très politique du mouvement social, et très peu dynamique... »

J.-M. M., Saint-Jean-de-Luz.

✦ « ...Car la Belgique n'est quand même pas si amorphe que cela. La lutte des classes n'y est peut-être pas très virulente mais certains travailleurs mènent des luttes assez avancées et originales dans le sens de l'autogestion. Bien sûr, il s'agit souvent de petites entreprises à la limite de la faillite, que les travailleurs reprennent à leur compte. Ça sauve l'emploi et la production. Ce n'est

évidemment pas. (encore ?!) une lutte pour la collectivisation généralisée. Ou alors elle entre dans la stratégie des syndicats réformistes. La F.G.T.B. (Fédération Générale du Travail Belge), syndicat socialiste et d'un million de membres, envisage une large collectivisation et une forme d'autogestion. Mais pour eux, collectivisation = nationalisation et l'autogestion doit restée limitée. Bref, ce serait la Bureaucratie !... »

Un camarade de Belgique.

✦ Un camarade, qui fut en son temps membre de la gauche prolétarienne, nous signale à propos de la page 4 du numéro 4 de *La Lanterne Noire* où nous parlions de « querelles intestines particulièrement sanglantes » (dans la gauche prolétarienne) qu'il n'a pas eu connaissance qu'une seule goutte de sang ait été versée.

Cela est vrai formellement et nous avons eu tort de ne pas le préciser, jouant ainsi nous aussi sur l'aspect émotionnel des événements, ce qui a pour résultat de mystifier l'information surtout pour celui qui n'est pas au parfum des subtilités du demi-monde de l'extrême gauche.

Ce que nous pensons, c'est que la logique même de la G.P. en faisait des « émules de la guépéou » : le sang ne coulait pas, mais les baffes tombaient pour régler les problèmes tant internes qu'externes... La méthode du tribunal populaire est selon nous un retour à la barbarie et non un dépassement ou une négation de la démocratie bourgeoise. La G.P., à son échelle, ne reculait devant aucun moyen pour parvenir à ses fins, et nous pensons que si le sang n'a pas coulé vraiment (mais au fait, Pierre Overney ne fut-il pas une sorte de sacrifié à la cause ? voir « bilan du comité de lutte Renault » de Baruch Zorobabel dont la G.P. s'employa à empêcher la diffusion en faisant croire que son auteur était un flic), ce fut à cause de la dimension réduite du mouvement, de la période (la bourgeoisie avait réellement bien tout en main, et il n'existait pas plus de « révoltes populaires » que de beurre au cul), et aussi, c'est vrai grâce à l'intelligence de certains de ses membres qui surent s'arrêter à temps ; le moule était fabriqué, mais les événements ont coulé à côté.

La Lanterne Noire.

REVUES ET JOURNAUX

Nous avons reçu entre autres :

Acção Directa. Apartado 21 191 Lisboa 2. Portugal.

Au sommaire du nº 5 : Les élections ; Le marxisme et la structure de pouvoir. Au nº 6 : La violence anarchiste ; La révolte des ouvriers en Pologne (1976) ; Une analyse critique de la théorie marxiste de l'Etat.

Combate. 204-206 rua da Atalia, Lisboa. Au nº 46 : Une critique de la « Démocratie Portugaise ». Le récit d'une expérience de vie communale à Torrebella.

A Ideia (organe anarchiste spécifique d'expression portugaise). Trimestriel. Apartado 3122, Lisboa 3.
Le numéro 5 (juin 1976) est consacré en grande partie à l'antimilitarisme.

L'Anarcho. Jean Gouin, 53, rue V.-Basch, 24000 Périgueux. Nº 158 : Energie nucléaire et choix de société.

L'Anarcho

Sept. 76. Nº 159.
Abonnements : Jean Gouin, 53, rue Victor-Basch, 24000 Périgueux.
— Un débat est engagé sur le sport. L'auteur reproche aux critiques classiques de l'extrême gauche « reichienne » (enseignants de l'école émancipée, Revue « Quel corps », etc.) de ne pas, au-delà de la critique, « voir comment il peut être répondu au besoin d'activité physique de nos contemporains ».
— Un point intéressant est fait sur la situation de l'école émancipée.

Front Libertaire. 33, rue des Vignolles, 75020 Paris. Octobre 76. N° 55 signale que « Depuis plusieurs années, les militants de l'ORA interviennent dans leurs entreprises et leurs quartiers en tant que communistes libertaires. Le sigle ORA entraînait un amalgame avec le Mouvement anar français contemporain. Ce Mouvement devenu figé et idéologique n'a plus rien à voir avec le courant anarchiste historique auquel nous nous rattachons. L'adoption du sigle O.C.L. (Organisation Communiste Libertaire — ne fait que sanctionner un état de fait consécutif à notre pratique quotidienne. L'ORA est morte, qu'on se le dise. »

Le Révolté - La Révolte. Case 10. 2003 Neuchatel. N°s 22-23, 1976. Tiré à 1 000 exemplaires par la communauté de travail de jeunes à Bienne. D'inspiration anarcho-situationniste...

Solidarité ouvrière. D. Vaculik, B.P. 40, 77340 Pontault-Combault. Septembre 1976.
La C.N.T. espagnole ; Une longue information sur la lutte à l'I.M.R.O. (imprimerie rouennaise) : dix mois d'occupation.

La jeune taupe vient de publier une intéressante brochure : « Moyen-Orient, un abcès de fixation ». Ecrire à PIC, Librairie Parallèles, 47, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.
Au sommaire du N° 10 : Chine, Portugal, Espagne...

Combat communiste. Yves Coleman, B.P. 401, 75829 Paris Cedex 17. N° 18 : Mao : « un révolutionnaire mais pas un communiste ». Nous, nous dirions plutôt : « un communiste mais pas un révolutionnaire ».

L'Anarchie. Journal de l'Alliance Ouvrière — A.O.A. Raymond Beaulaton-Chenu, 72420 Vaas. N° 108, octobre 1976.

L'A.O.A. (et le M.A.N. — Mouvement Anarchiste Mondial) ne sont pas des organisations mais des alliances, simples plaques indicatrices pour la famille anarchiste intégraliste.

Socialisme mondial. Publié par le Parti Socialiste du Canada. Case Postale 244 Pointe aux trembles. Québec, Canada H1B 5K3.
Malgré des conceptions marxistes classiques (mais non bolcheviques traditionnelles) la caractéristique de ce groupe semble être une absence de sectarisme et une ouverture qui l'amène à ouvrir ses colonnes pour des débats (en ce moment avec le P.I.C.).

Freedom. Publié par Freedom Press ; London E.L. ; Quinzomadaire.

A Rivista Anarchica. Editrice A Cas. Post. 3240, 20100 Milano.
A l'occasion du centenaire de la mort e Bakounine le numéro d'août-septembre consacre plusieurs articles à sa vie et à ses idées.

Tamtamo (écrite en esperanto). B.P. 713 Tesaloniko, Greklando (Grèce).

Echanges. Nouvelle adresse : Echanges et mouvement, B.P. 241, 75866 Paris Cedex 18.

Echanges
N° 7. — B.P. 241. 75866 Cedex 18.
Abonnements : 10 F. C.C.P. Paris 31.708.40 F.
- Nombreuses informations sur les U.S.A. et la Grande-Bretagne.
- Critique de l'article sur l'Espagne paru dans le dernier numéro de « La Lanterne Noire ».

P.D.G. (Le poing dans la gueule)
Journal autonomiste libertaire.
Juin 76. N° 2. 2 F.
J.-C. Lannuel, 1, place des Lices, 35000 Rennes.
- Des libertaires dans le Mouvement breton.
- P.D.G. en liaison avec Staurun Breiz tente de redémarrer un Mouvement autonomiste et libertaire.

Tout le Pouvoir aux travailleurs
Collectif pour une union des Travailleurs Communistes Libertaires.
N° 1, mai 76. M.P. B.P. 271, 63008 Clermont Cedex 1.

S.R.A. Fédération
Bulletin For Anarchist Agitators.
(SRAF print, Box 4091, Mountain View, Ca 94040).
Bulletin de liaison, information et correspondance de la « Fédération Sociale Révolutionnaire Anarchiste » d'Amérique du Nord.
Préparation du 3e congrès de l'I.F.A. nov. 76).

Invariance

Série III. N° 4.
Jacques Camatte, B.P. 133, 83170 Brignoles (France).

Bulletin n° 00 du G.S.I. (Groupe de solidarité et d'information). Juillet-août 76.

Union Ouvrière

Pour l'abolition de l'esclavage salarié !
Mensuel n° 19. Juillet-septembre 1976.

Suite Revues et journaux — — —

Iniziativa anarchica. N° 4

Matteo Talerico via Castello 6, 87041 Acri (Cosenza).
— Sur le syndicalisme et le Mouvement des travailleurs.
— Ecrits sur l'autogestion.

...

Informations et Contacts. N° 22.

CRAC, 7, boulevard Carl-Vogt, 1205 Genève.
Nous annonce la création :
— du Groupe d'Information et de Diffusion pour l'Autogestion Socialiste : GIDAS ; groupe qui vient d'ouvrir une librairie, lieu de rencontre, etc., au 13, boulevard Georges-Favon.
— D'un Centre de Documentation Communautaire qui doit ouvrir au printemps. Pour cela, toute publication peut être envoyée à : Communauté, 3, rue du Nord, 2300 La Chaux-de-Fonds.

Basta. N° 5.

B.P. 105, 31013 Toulouse Cedex.
— Syndicalisme de la vie quotidienne.
— La peine de mort.
— Répression en Irlande : M. et N. Murray.

I.R.L.

H.L. B.P. 543, Lyon Cedex 1.
— Répression sexuelle et socialisme d'Etat.
— Les écoles nouvelles.
— Dossier Malville.
— A propos du journal.

Alternative Libertaire. N° 5.

J.-M. Neyts, rue du Général-Henry, 167, 1040 Bruxelles.
— Les femmes causent.
— La répression en Argentine.
— Ecologie.

Kanar. N°s 7-8.

P. Vanbremeers, ch. N.C.P. 55 272.
— L'énergie nucléaire.
— La Radio parallèle.
— Revue de la presse parallèle.

Bulletin de Liaison du Mouvement Communautaire pour la Décentralisation ex IMNK).

Marianne Gless, 5, rue Saint-Louis, 67000 Strasbourg.
L'IMNK devient M.C.D. ; « Ce glissement suit l'évolution de notre réflexion critique... Notre spécificité sera de démontrer que la décentralisation est réalisable à partir de l'utopie communautaire. »

JAPON

Le Libertaire

Vol. II. N° 7. 1976. 6-15.

Musei Hushugi

Breve Storia del Movimento Anarchico Giapponese (Italie).
Collona Vallera. 1976.

Nous avons lu :

Ajo Blanco (Aribau, 15-5°-II) Barcelona II.

Journal mensuel (interdit à l'heure actuelle en raison d'une intervention au printemps dernier, lors d'une fête municipale), représentant en quelque sorte une synthèse de deux courants : « contre-culture » et « libertaire ».

On y trouve, entre autres, un article sur « Ecologie et Anarchisme ». Partant d'une critique du marxisme — en tant que système autoritaire et centralisateur, incapable de proposer une alternative révolutionnaire réelle aux problèmes engendrés par le développement capitaliste en ce qui concerne les rapports de l'individu ou des groupes à leur environnement —, ils retrouvent dans la pensée anarchiste et socialiste libertaire les fondements et les conclusions d'une véritable écologie, seule utopie concrète de société.

A propos de la solidarité

A tout le mouvement libertaire : sur la solidarité révolutionnaire.

Alors que depuis plusieurs mois, des camarades sont emprisonnés, en France et ailleurs, que certains risquent la peine de mort (Marry et Noël Murray, en Irlande), les diverses organisations dites libertaires s'avèrent incapables de lancer un véritable mouvement de solidarité !

Nous pensons qu'il faut prendre des initiatives concrètes de solidarité à travers un mouvement autonome (sur la base des groupes existants, ou non).

Pour cela il n'y a pas besoin d'une nouvelle Organisation, mais d'une entente minimum sur des bases théoriques cohérentes, et si possible d'une coordination pratique (locale, régionale, « nationale » et internationale).

— La solidarité ne doit pas être une activité séparée, mais doit faire partie de notre combat révolutionnaire ; combat permanent contre le capital et l'Etat, sous toutes ses formes (démocratique, fasciste ou bureaucratique) et toutes les mystifications des pseudo-opposition : syndicats, partis et groupuscules !

Il se peut que dans certains cas cette activité, la solidarité, apparaisse comme « séparée » de la lutte de classes (dans la version mythique de l'ultra-gauche), mais elle ne peut en aucun cas y être opposée !

Ainsi nous devons prendre nos propres responsabilités et refuser toutes les compromissions.

La première démarche de la solidarité est de dire la VERITE sur les actes et les idées des camarades arrêtés (ex. pour les camarades de l'ex-M.I.L., certains les ont présentés comme des « provocateurs », des « marxistes » (au sens péjoratif !) et même des « Catalans » « anti-franquistes », etc.)

Il se peut que nous soyions en désaccord avec certains aspects de la lutte de camarades emprisonnés (comme toujours ce sont ceux qui ne font rien qui critiquent le plus), mais cela ne doit pas nous donner de fausses excuses pour ne rien faire ; la critique ne peut être que la conséquence de notre solidarité !

Cette solidarité critique ne doit pas être ni l'apologie, ni la falsification des actes « incriminés », ni la récupération (lutte par procuration).

Il ne s'agit pas non plus de répéter les mêmes actes en espérant faire « sortir à tout prix » des camarades emprisonnés. Il s'agit principalement d'essayer de faire participer le maximum de gens concernés sur la base d'actions directes adéquates. L'objectif principal est de créer, si possible, un rapport de force politique pour éviter un affrontement direct entre individus ou groupes isolés et l'appareil d'Etat. Dans le cas où des camarades risquent la peine de mort (ou de fortes peines) il faut se préparer à l'avance et si la situation l'exige employer des moyens radicaux (violents ?), en prenant soint de bien expliquer ces actions (ex. affaire Suraez !).

Notre terrain de lutte n'est pas le juridique en soi, mais de dénoncer tous les effets répressifs de la société pour s'attaquer réellement aux causes (les rapports de production capitalistes : le salariat, l'économie marchande, etc.).

Tout cela semble vaste, mais il suffit de replacer chaque cas concret dans son contexte global.

Pour en revenir aux camarades des ex-G.A.R.I., détenus, certains points sont à préciser :

— Ce ne sont pas des « antifascistes » ou des « antifranquistes » (le franquisme étant un obstacle au développement du capitalisme libéral en Espagne).

— Leur lutte est anticapitaliste, anti-autoritaire, contre toutes ses formes de gestion politique : l'Etat, qu'il soit démocratique, fasciste ou bureaucratique !

— Ces camarades espèrent une véritable solidarité révolutionnaire pour organiser leur défense politique (et non juridique), ils n'attendent pas moins que ce qu'ils ont fait pour les camarades de l'ex-M.I.L. !

C'est donc à chacun d'entre nous de prendre ces responsabilités, sans attendre de mots d'ordre ou de directives.

Ces quelques lignes ne sont qu'une base pour la discussion.

Vu le manque de moyens immédiats, nous demandons que ce texte circule dans tout le mouvement libertaire, qu'il soit reproduit, diffusé, etc.

Contact : M. Camilleri H.M., 23, rue des Géraniums, 31400 Toulouse.

Toulouse, le 10 novembre 1976.

COMMUNIQUE

Le Groupe d'Entraide aux inculpés des ex-G.A.R.I., réuni en séance extraordinaire le 4 novembre 1976, a pris la décision unanime de se dissoudre.

Ce Groupe remercie infiniment les personnes et organismes leur ayant apporté leur collaboration ainsi que des témoignages de solidarité.

Toute personne, ou organisme, désirant se tenir informée de la situation des détenus (Michel Camilleri, Mario Ines Torres et Jean-Marc Rouillan) est priée de s'adresser à leurs avocats :

— Maître Dechezellles Y., 2, rue Michel-Harispe, 75007 Paris.

— Maître Etelin M.-Ch., 25, rue Perchepeinte, 31000 Toulouse.

— Maître Jacoby, 104, avenue Kléber, 75016 Paris.

— Maître Leclerc H., 52, boulevard d'Ornano, 75018 Paris.

Toulouse, le 5 novembre 1976.

Notes de l'article :

L'ANARCHIE DE ZURICH A VENISE

(1) Petr Lavrov, juillet 1876. Dans A. Lehning : **Michel Bakounine et les autres**, 10/18, Paris, 1976, p. 392.

(2) Les jours 3 et 4 juillet se réalisa à Zurich un colloque sur Bakounine organisé par le groupe **James Guillaume** de Zurich, la coordination Libertaire Romande et la coordination anarchiste de la Suisse Italienne.

(3) A Venise eut lieu une **Conférence Internationale d'Etudes Bakouniniennes** les 24, 25 et 26 septembre, au Palazzo Sceriman. Elle était organisée par le G.A.F. et par l'Association Culturelle Libertaire A. et B. Carocari. Plus de 500 personnes ont pu suivre, en deux langues grâce à la traduction simultanée, les différents travaux, communications et discussions auxquels participèrent parmi d'autres A. Lehning, Pier Carlo Massini, Tina Tomasi, Pellicani, Settembrini, Nico Berti, etc.

(4) Il me semble important de souligner la divergence évidente qui, tout en disant les mêmes choses, séparait à Venise les « historiens » et les « militants ».

INSOUMIS

« Je m'appelle Christian Cabaret. Je suis manœuvre et ai été déclaré insoumis à l'armée le 4 octobre dernier. Des contacts ont été pris notamment à Puiseaux, Montargis, Orléans, Nemours. J'habite Pithiviers où il s'est créé un comité de soutien. L'information locale, commencée sous forme de tracts, va se poursuivre les jours suivants par affiches. Un comité de soutien est en voie de constitution sur Orléans. L'information et tout le travail en cours sont représentatifs du comité de soutien de Pithiviers. La lettre m'est personnelle et par conséquent n'engage que moi. »

Christian Cabaret, 4-10-76.

Pour tout contact écrivez à : « La Commune », B.P. 1228, 45009 Orléans Cedex.

PLATE-FORME DU COLLECTIF DE LA PRESSE PARALLELE

La presse parallèle se définit par le fait qu'elle est outil de contre-information et/ou de contre-culture par rapport aux critères officiels établis. Elle est libre expression de l'individualité et du groupe. Sa finalité est la lutte et l'action dans une optique révolutionnaire, libertaire et libératrice.

Toute publication luttant contre le système et toute forme d'aliénation (sociale, politique ou culturelle) peut rejoindre notre combat. Elle s'engage à mettre en pratique ses idées et écrits théoriques. Elle garde toutefois sa propre autonomie.

Le collectif ne prend pas de positions politiques liées à un parti ou un groupe particulier.

La presse parallèle se caractérise par une mosaïque culturelle et politique qui n'admet donc aucune position idéologique directrice.

La presse parallèle est une rupture face aux médias bourgeois et spectaculaires où quelques personnes pensent pour des millions.

Les actions possibles du collectif pourront être :

- Création d'un lieu de coordination et de distribution des informations.
- Création d'un bulletin interne.
- Echange des moyens matériels. Utilisation des moyens matériels des structures puissantes en lutte contre le système.
- Dénonciation de la société du spectacle, du compte d'auteur, de l'idéologie culturelle et intellectuelle.
- Soutiens communs dans les luttes et mouvements de masse et soutiens aux groupes et individus proches du collectif dans leur action de contre-culture, brisant ainsi le ghetto dans lequel on nous enferme.
- Echange permanent de points de vue et réunions fréquentes.
- Lutte contre les pseudo-publications parallèles se caractérisant par leur pro-fascisme et leurs positions réactionnaires véhiculant toute idéologie dominante.
- Numéro collectif présentant la presse parallèle (1er numéro public du bulletin).
- Fêtes spécifiques fréquentes de la presse parallèle organisées par le collectif.

Le collectif de la presse parallèle s'est réuni en mai 1976 à Rosny-sous-Bois et a sorti cette plate-forme. Nous situant en accord avec ce projet, nous le publions ici.

Il y a dans chacun de nous, mais suivant des processus différents, du capitalisme, du fascisme, de la répression. Etre révolutionnaire c'est lutter aussi contre cela, et en tenir compte, c'est-à-dire qu'il n'y a pas une masse potentiellement révolutionnaire « trahie » par des méchants bureaucrates, mais que le capitalisme ne pourra sécréter ses éléments de stabilisation (tous les syndicats, tous les partis) qu'aussi longtemps que nous les aurons dans la tête. Cela ne signifie pas qu'il faille changer « l'individu » avant la société, mais que nous devons essayer de comprendre les rapports entre les institutions répressives et nous, sans tomber dans le problématique de la poule et de l'œuf. Le changement et la « conscience » s'acquièrent dans la lutte contre tout ce qui dirige, centralise, contre toutes les institutions intermédiaires et idéologiques, et en définitive contre l'Etat, et ce, dans tous les domaines de la vie quotidienne et pas seulement dans nos lieux de travail.

Notre projet est donc anti-autoritaire et anti-étatique.

En conséquence, le rôle d'un groupe révolutionnaire, n'est pas de représenter ni d'organiser qui que ce soit mais de participer (sans séparation entre théorie et pratique, autant que cela soit possible) à la destruction du capitalisme, en fonction de ce qu'il pense et de ce qu'il souhaite. Il n'est pas extérieur à des masses qui sans lui ne seraient que réformistes, il en est une partie minuscule qui ne désire ni diriger ni être dirigée et qui a décidé de s'exprimer, de proposer, d'analyser, de lutter.

La contradiction et les oppositions entre un groupe et le reste de la société existent, mais finalement pas davantage qu'entre différentes couches sociales, qu'entre différentes fractions du prolétariat. Le danger d'avant-gardisme existe aussi dans la mesure où tout le monde ne s'exprime pas et ne propose pas, et où des canaux égalitaires d'échange n'existent pas. Il nous faut donc favoriser au maximum l'éclosion de l'expression, la création de multiples canaux d'échanges, et ce sans tomber dans le piège d'une radicalité élitiste qui n'est que le revers de la médaille du frontisme réformiste. Et cela n'est pas simple, quand il s'agit de définir une stratégie révolutionnaire, les groupes ont tendance à aller de l'une à l'autre, d'un jour à l'autre.

Nous ne pensons pas que le « socialisme » soit contenu inéluctablement dans le capitalisme à cause de ses contradictions internes. Cette vision idéaliste de l'histoire a plusieurs inconvénients :

— triomphalisme qui masque les difficultés profondes à résoudre,
— tendance à ne rien faire et attendre,
— situer toujours et uniquement le problème au niveau économique et politique,
— favoriser des institutions qui, au nom de leur prétendue place dans le « sens de l'histoire », acceptent la légalité, et ne sont en fait que des moyens de conservation du système.

Ces conséquences font que nous refusons cette conception de l'histoire non pas parce qu'elle est fausse ou vraie : il n'existe pas plus de science de la révolution que de science de l'histoire. C'est en fonction de notre *projet révolutionnaire*, anti-étatique, anti-autoritaire, anti-centraliste, que nous jugeons l'histoire et les systèmes politiques et économiques, et que nous luttons.

(Texte collectif - *La Lanterne Noire* n° 1)

sommaire

NUMERO DOUBLE

Prix 10 F.

Imp. Ruche Ouvrière, 10, r Montmorency, 75003 Paris